

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES
SUR
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

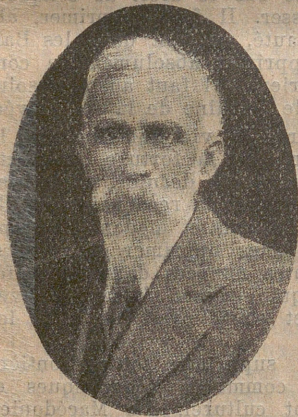
Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Anlard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme. Camille Drevet (France); Bedri Péjari, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier (Allemagne); Independent Labour Party: James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsoby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon), Paros Terlemezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislav Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolongo, Mario Bergamo (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Olttramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampi (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Augustin Hamon

Augustin Hamon, sociologue, philosophe et critique, est né à Nantes, le 20 janvier 1862. Mais depuis son enfance, il vécut à Paris. Il fit ses études au Lycée Condorcet et commença à écrire en 1881, c'est-à-dire à l'âge de 19 ans.

Il s'occupe d'abord de physique et de chimie et publie des études dans de nombreuses revues de sciences et d'hygiène, études dont certaines sont traduites en polonais, en anglais, voire en turc.



Jusqu'en 1889, il ne s'occupe spécifiquement que de choses scientifiques ou plutôt des applications de la science au confort des hommes. De là à s'intéresser activement à la sociologie, il n'y avait qu'un pas: Augustin Hamon le franchit aisément, en apportant à ses nouvelles études son esprit de méthode, de précision, de synthèse.

Il collabore à l'Egalité, à la Revue Socialiste, à l'Art Social, où il donne une étude célèbre sur les Hommes et les Théories de l'Anarchie, étude

publiée en brochure qui fut traduite en espagnol et en italien.

En 1893, Hamon donne aux Archives d'Anthropologie Criminelle un essai sur la Définition du Crime. Il publie un livre qui fait grand bruit: la Psychologie du Militaire Professionnel. Toujours en 93, Hamon commence la critique scientifique, philosophique et sociologique. En 96, il publie le Socialisme et le Congrès de Londres. Il fait des cours de criminologie.

Il fonde l'Humanité Nouvelle, il fait des cours d'histoire contemporaine, il collabore à divers journaux et revues, publie des traductions. En 98, il fonde et dirige la Bibliothèque Internationale des Sciences Sociologiques.

Il faut ajouter à tout cela qu'Hamon exécute des travaux pour de nombreuses sociétés dont il est membre, telles que la Société de Médecine Publique de Belgique, la Société Royale Italienne d'Hygiène, etc.

Fortuitement, au début de ce siècle, en 1904, son inlassable activité se trouve orientée vers d'autres objets: Bernard Shaw lui confie la traduction complète de ses œuvres. De 1914 à 1916, il fait une série de conférences en Angleterre. Déjà avant la guerre, il était mêlé à l'action socialiste nationale et internationale. Il était, en France, secrétaire de la Fédération des Côtes du Nord, membre des Conseils et Congrès nationaux. Et voilà que de 1916 à 1920, il publie Les Leçons de la Guerre Mondiale, qui paraissent d'abord en espagnol, puis successivement en français, en anglais, en portugais; Le Mouvement Ouvrier en Grande-Bretagne, qui paraît également en plusieurs langues, et La Crise Mondiale du Socialisme.

Il ne rentre pas dans le cadre de ce bref aperçu de citer en détail toutes les branches de l'activité d'Augustin Hamon: disons qu'elle est formidable.

Nous espérons que, même dans leur trop grande brièveté, ces quelques notes auront permis à nos lecteurs de juger de la haute valeur que prend la réponse d'Augustin Hamon à notre enquête.

1^o Non, la solution actuelle de la question macédonienne n'est pas conforme aux principes de justice et de liberté. Dès 1916, dans mon volume «Les leçons de la guerre mondiale», j'écrivais, page 299 de l'édition française (Giard, éditeur, Paris 1917):

«Mais il y a la Macédoine et la Thrace! Les statistiques selon les nationalités sont plus ou moins faussées; et selon les sentiments ou la nationalité des statisticiens,

f. 1998

les chiffres varient du tout au tout. Il faudrait, croyons-nous, qu'une commission internationale de géographes, d'ethnologues, d'économistes et d'hommes politiques répartissent les territoires selon la majorité des populations entre la Bulgarie, la Serbie, et la Grèce, toujours en prenant pour base la liberté et l'égalité des minorités et en fixant pour ces pays un statut constitutionnel.

Peut-être la solution la meilleure serait-elle l'autonomie, l'indépendance de la Macédoine, au lieu de sa répartition. Chaque groupe linguistique jouissant de droits égaux, il se formerait là peu à peu une nouvelle nationalité fondée sur la liberté, comme s'est formée la Suisse au cours des cinq derniers siècles.

J'écrivais ces lignes bien avant que Woodrow Wilson établît ses quatorze points et avant la Révolution Russe, puisqu'elles furent dans l'édition espagnole de mon ouvrage (à la maison éditoriale Prometeo) en novembre 1916.

Mais lorsqu'en 1919 je vis la façon dont les gouvernants anglais et français trompaient W. Wilson et escamotaient ses principes dans la fabrication des traités de pseudo-paix et de la constitution de la Société des Nations, j'abandonnai toute alternative et nettement je fus d'avis que la solution la meilleure était l'autonomie, l'indépendance. J'ai exprimé cette idée quelque part dans mon petit volume »A CONFERENCIA DA PAZ E A SUA OBRA, o que ela foi e o que devia ser«, qui parut à Lisbonne en 1919.

Les événements, qui se sont passés depuis neuf ans, n'ont fait que confirmer la justesse de mes vues de 1916. Ils ont prouvé une fois de plus l'erreur, si nuisible pour l'humanité, de vouloir asservir et domestiquer les humains. Cette erreur conduit à la guerre, et tous les Locarnos du monde, toutes les »mises hors la loi« ne l'empêcheront pas. Ce ne sont que des leurres pour les peuples candides.

2°. Non, dans l'état actuel des pays balkaniques, maintenus dans cet état par le capitalisme Occidental, notamment par les capitalistes britanniques et français, les droits des minorités ethniques ne sont ni respectés ni garantis. Ils ne peuvent pas l'être, sauf dans la mesure où cela sert les intérêts des dirigeants capitalistes.

3°. Il n'y a qu'un moyen de mettre fin à l'oppression des minorités ethniques, aux rivalités hégémoniques: c'est la formation d'Etats ou de nations libres, autonomes, fédérées librement entre elles, comme le sont les cantons Suisses, les Etats de la République Fédérale des Etats Unis, les Républiques de la République Fédérative de l'U. R. S. S. Plus encore, il faut que la forme économique de ces Etats-Nations soit une forme socialiste, coopérative, avec prééminence de la collectivité sur l'individu en tant que propriétaire, avec tendance générale à la communsation de tout ce qui peut être communisé, progressivement.

4°. Une Fédération Balkanique est extrêmement difficile avec les gouvernements actuels dont la base est l'antagonisme national entre les nations. Chaque gouvernement tend à l'hégémonie. Il s'ensuit une politique stupide de clientèle vis-à-vis des maîtres capitalistes occidentaux et de maîtres durs vis-à-vis des masses populaires nationales. Une Fédération Balkanique actuelle est même, je crois, impossible, car il y a des rois en chaque nation et chaque roi tend par des raisons personnelles à réaliser le plus d'hégémonie possible sur ses voisins et le plus d'autocratie sur ses sujets.

5°. Une Fédération des peuples balkaniques est possible si les peuples sont leurs propres maîtres, c'est-à-dire, s'ils sont sous une forme républicaine avec la maîtrise complète de leur gouvernement intérieur. Et ceci implique la disparition de la forme capitaliste de l'économie chez eux et la libération de l'emprise des capitalistes occidentaux. Il résulte de là que la Fédération Balkanique n'est possible que dans les deux alternatives suivantes:

1°. Les peuples balkaniques se révoltent, se soulèvent et s'érigent en républiques socialistes et soviétiques, s'alliant, se fédérant avec l'U. R. S. S. de façon à pouvoir résister aux capitalistes occidentaux.

2°. Les peuples d'Occident (France, Allemagne, Grande-Bretagne) font la révolution ou par la violence ou par voie parlementaire (c'est possible pour l'Angleterre) et, détruisant le capitalisme chez eux, libèrent les peuples balkaniques en les laissant libres et en leur montrant l'exemple à suivre.

Cette deuxième alternative serait, je crois, une conséquence fatale de la réalisation de la première, car une guerre générale serait déclenchée.

Il résulte de ce qui précède que je crois que l'émancipation des peuples et des individus dans chaque peuple, proviendra d'une nouvelle guerre, qui sera libératrice pour l'Europe et l'Asie comme la guerre 1914-1918 fut libératrice pour les peuples de la Russie Tsariste, et préparatrice de la libération pour le reste des Européens et des Asiatiques.

Cette guerre me paraît inévitable, car toute la politique des capitalistes du monde entier y tend, dans l'espoir de conquérir des marchés et d'asservir plus les masses productrices.

La voie où marche l'humanité pour la conquête de sa liberté et de son égalité économique est une voie sanglante, hélas. Mais comment faire avec des maîtres dirigeants fous et ennemis de l'humanité? »Notre ennemi, c'est notre maître« a dit le sage fabuliste, et un autre sage, qui fut récompensé par la crucifixion, a dit: »N'appellez personne votre maître!«

Peuples, libérons-nous de nos maîtres, et nous réalisons, au mieux, actuellement, le royaume de Dieu de l'Écriture.

Angustin Hamon

Dr. Johannes Werthauer

Né en 1866 à Kur-Hesse. Etudes de droit et d'économie politique. Avocat à Berlin. Etudes sérieuses sur le problème social. A publié un important ouvrage sur la loi d'assurance d'invalidité, puis de nombreux autres ouvrages philosophiques et juridiques, complétés par des dissertations dans des journaux et principalement dans des revues scientifiques. Dr. Werthauer, Conseiller Judiciaire, a pris part à des nombreux Congrès scientifiques et, pour des investigations juridiques et de droit criminel, il entreprit des voyages à travers presque toute l'Europe et l'Amérique.



Dans les Balkans, les différents pays aspirent à l'anéantissement ou à l'oppression d'autres pays, et différents individus à l'anéantissement ou à l'oppression d'autres individus. C'est là le malheur des Balkans, et c'est là, reflété, le malheur de l'Europe.

Les causes de cet état des choses, dans tous les deux cas, se trouvent dans les conséquences des conquêtes historiques depuis les temps des grandes migrations des peuples, qui ont porté dans des contrées cultivées des barbares conquérants opprimant les habitants autochtones.

On ne peut attendre, d'après mon avis, de remède à ce malheur que dans de centaines d'années, lorsque chaque individu sera le représentant de la conviction générale populaire que la violence ne constitue qu'un reste animal du développement humain, reste qui doit être vaincu par le droit égal de tout ce qui porte face humaine.

La question est de savoir ce qu'il faudra s'efforcer d'atteindre dans les Balkans et en Europe afin que la génération actuelle ne soit pas tout simplement bernée par des espérances en de meilleurs temps. La réponse, la voici:

Tout ce qui n'est basé que sur le droit de conquête des hordes envahisseurs, doit cesser. Il faut supprimer, absolument, tout capitanat ou royauté, ce tant dans les Balkans qu'en Europe. Il faut supprimer absolument la conquête de terres des grands agrariens. Il faut aussi, absolument, réléguer les Eglises dans le domaine de la foi privée.

Il faut, encore, tenir sacrée la vie humaine par la suppression de la peine de mort, de la torture, de toute attaque contre l'intégrité corporelle du dernier même des citoyens. Il faut propager et inculquer la reconnaissance de ce fait qu'il n'existe ni dans les Balkans et ni dans l'Europe de différentes races devant les unes opprimer les autres, mais qu'il n'y a que de différentes nuances dans les différentes parties de la population qui peuvent s'aimer et, avec un peu de culture, s'éduquer et s'améliorer les unes les autres.

Il faut, systématiquement, supprimer toute frontière séparant par des législations communes économiques et douanières et par un traitement culturel. Le Macédonien doit se sentir en Bulgarie aussi estimé et respecté que le Bulgare en Roumanie.

Toutes les frontières non-naturelles doivent disparaître pour faire place à des districts administratifs pratiques. Un seul Parlement suffit pour les Balkans, et dans ce Parlement, malgré toutes les contradictions, les différents partis doivent travailler pour le bien-être de tous et de chacun.

Une véritable guerre doit être proclamée contre toute

dynastie, tout dictateur, tout potentat qui, déviant de l'expression parlementaire de la volonté populaire, veut faire imposer par la violence ses propres ordonnances. Les portes des prisons doivent se desserrer, et finir par s'ouvrir. Il faut, ainsi que le professeur Lessing l'a si justement dit dans la «Fédération Balkanique» No. 77, que ce qui sépare

nationalement, confessionnellement et économiquement soit écarté, car tout cela ne constitue que l'auxiliaire de la barbare conquête brutale. La liberté et l'égalité de chacun, dans la Péninsule Balkanique économiquement réglée, doivent être acquises, assurées et développées.

Dr. Johannes Werthauer

Le „complot bolchévik“ de Durazzo

Il y a deux mois, la police d'Ahmed Zogou découvrait à Durazzo un «complot» qui aurait été organisé contre la vie du dictateur du peuple albanais. Après la «découverte» du «complot», un procès a été intenté contre deux ouvriers macédoniens qui avaient émigré en Albanie après le coup d'Etat du 9 juin de Sofia, et contre quelques Albanais de Cossovo et d'Albanie. Quoique le «complot» ne put être mené à fin, le tribunal a condamné à mort les deux Macédoniens Denko Abadjieff et Todor Valkanoff, et un Albanais de Cossovo Ibrahim Arapi, instituteur à Durazzo. Quelques jours après que la sentence eût été prononcée, les condamnés furent exécutés.

Ahmed Zogou a voulu exploiter ce «complot», ainsi que d'autres «complots» mis en scène par lui en différentes villes de l'Albanie, à Koritza, à Kavaya, etc., pour pouvoir justifier la terreur renforcée sur les adversaires de sa dictature, sur le peuple albanais tout entier.

En même temps, il a voulu exploiter ce «complot», ainsi que les autres «complots», pour se présenter devant ses maîtres, les impérialismes anglais et italien, comme un gardien sûr de leurs intérêts, comme poursuivant avec la plus grande férocité les «instruments bolchéviks».

Sa presse, son agence télégraphique, ses ministres à l'étranger, la presse italienne, la presse fasciste et réactionnaire d'Angleterre et des autres pays, ont claironné que le complot de Durazzo, aurait été organisé par le «Comité de la Fédération Balkanique».

Les trois condamnés à mort ont été exécutés, bien que leur culpabilité n'avait point pu être établie; ils furent condamnés et exécutés pour des crimes imaginaires.

Nous ne nous étonnons pas de cette manière d'agir d'un tyran qui suit les exemples de ses frères aînés: Mussolini, Primo de Rivera, Horthy, la Ligue Militaire Bulgare, la Main Blanche Serbe, le Poing Grec, la Siguranza Roumaine. Ce que Ahmed Zogou a fait à Durazzo, ce qu'il se prépare à faire à Koritza, Kavaya et ailleurs, s'est perpétré maintes fois dans son pachalik, se perpétre tous les jours en Italie, Espagne, Hongrie, Bulgarie, Yougoslavie, Grèce et Roumanie.

Mais nous voulons relever ici les accusations insensées et calomnieuses que son tribunal, sa presse et ses représentants à l'étranger, à l'unisson avec la presse de ses

maîtres et celle des fascistes de tous les pays, y compris les fascistes macédoniens du journal «La Macédoine», ont dirigées contre la «Fédération Balkanique» et contre toutes les organisations national-révolutionnaires qui luttent pour la Fédération des libres peuples balkaniques: FORIM UNIFIÉE, le Comité Albanais d'Emancipation Nationale et le Comité Révolutionnaire de Cossovo.

Nous pensons qu'il est superflu de répéter que la «Fédération Balkanique» et les organisations national-révolutionnaires luttent pour le renversement des gouvernements tyranniques existant actuellement dans les Balkans, et l'institution d'une Fédération démocratique des peuples balkaniques libres, non pas par des attentats et des complots, mais par la lutte révolutionnaire en masse des peuples subjugués et des classes opprimées balkaniques.

Cependant, en présence de la campagne qui est menée à cette occasion contre nous, nous jugeons nécessaire de déclarer que la «Fédération Balkanique» et les organisations national-révolutionnaires qui luttent pour une République Fédérative Balkanique n'ont rien de commun avec le «complot» de Koritza, Kavaya, et ailleurs en Albanie.

Les Macédoniens et l'instituteur albanais condamnés à mort et exécutés, qui sont des victimes d'un régime sanguinaire, n'ont jamais eu de rapports avec la «Fédération Balkanique», et n'ont été jamais des membres de l'une quelconque des organisations balkaniques mentionnées plus haut.

Telle est notre réponse à la campagne qui est menée contre nous depuis près de deux mois et à laquelle, il faut l'ajouter, se sont associés volontairement les agents macédoniens de Mussolini et de Volkoff, le journal «La Macédoine» de Genève et les autres journaux macédoniens fascistes.

A ces traîtres à la cause macédonienne, à ces bourreaux, à ces vendus, à ces éternels vendus, nous dirons, que l'organisation de complots est leur métier: ils organiseront des complots et perpétrent des crimes contre la vie des plus vaillants fils de la Macédoine, contre des militants macédoniens de mérite, et contre la liberté de la Macédoine, et ils ont appliqué ce système aussi contre T. Alexandroff, Al. Protogouéoff et un grand nombre de leurs amis.

La Rédaction

Skanderbeg III, alias Ahmed Zogou

Les dernières dépêches de Tirana nous donnent la nouvelle que la République Albanaise se transforme en Royaume, et que son président Ahmed Zogou se fait proclamer roi sous le nom de Skanderbeg III, à la manière de Napoléon III. Il est presque inutile de dire à ceux qui ont suivi de près les événements d'Albanie que le peuple albanais n'a joué aucun rôle dans cette farce, arrangée à Rome et mise en scène à Tirana. D'ailleurs, Ahmed Zogou reste toujours fidèle à ses procédés habituels; président de la République Albanaise en 1925 par la grâce de Pachitch, il devient aujourd'hui roi d'Albanie par la grâce de Mussolini.

L'ambition effrénée d'Ahmed Zogou a coûté cher au peuple albanais. Celui-ci a dû payer le prix de toutes les dignités revêtues par Ahmed Zogou, depuis la présidence du conseil jusqu'à la couronne royale. Pour en donner une idée exacte, nous n'avons qu'à énumérer les articles principaux de la liste des frais jusqu'à présent.

Il est notoire comment Ahmed Zogou, chassé par le peuple en 1924, est rentré à la fin de la même année en Albanie. C'était grâce à une invasion étrangère en règle. Pachitch, avec le consentement de l'Italie fasciste et sous les auspices de l'Angleterre conservatrice, fournit l'argent nécessaire, et l'armée d'invasion fut organisée en territoire yougoslave avec des canons serbes et avec des officiers russes de Wrangel. C'est à la tête de cette armée qu'Ahmed Zogou entre à Tirana, s'empare du pouvoir et se fait proclamer

président de la République Albanaise, première étape vers la couronne royale. Il est aussi notoire comment il a payé cette première étape d'élevation. A la Yougoslavie de Pachitch, il a cédé les régions de St. Naoum et de Vermoche, déjà assignées à l'Albanie; à l'Angleterre, la concession du pétrole; à l'Italie fasciste, la concession de la banque, soi-disant nationale, qui a mis l'Albanie sous le contrôle financier et économique des Italiens. Mais ce n'était que le commencement de la tragédie du peuple albanais. Pour se maintenir au pouvoir, Ahmed Zogou a dû faire de temps à autre d'autres concessions désastreuses: en 1926, c'était le pacte de Tirana qui, plaçait de facto l'Albanie sous la contrôle politique italien. En 1927, c'était le pacte d'alliance qui mettait l'Albanie sous le contrôle militaire italien. C'est que l'Albanie, sous le régime terroriste d'Ahmed Zogou, a perdu de facto son indépendance et est tombée au niveau d'un Etat vassal. En récompense des services rendus à l'impérialisme italien, Mussolini a offert à Ahmed Zogou la couronne royale de son Etat vassal albanais.

Mais Mussolini n'a pas seulement voulu récompenser les services rendus dans le passé. Il en attend d'autres dans l'avenir et il a pris certainement des mesures pour se les assurer. Selon nos informations, les concessions que Mussolini s'est assurées dans l'avenir seraient les suivantes: union douanière, colonisation systématique des plaines fertiles albanaises par des colons fascistes comme à Tripoli, italiéni-

sation de l'enseignement en Albanie, base navale à Vallona et bases militaires dans différents points stratégiques de l'Albanie.

C'est ainsi que l'Albanie sous le régime royal d'Ahmed Zogou finira par devenir une seconde Somalie italienne.

Qui est responsable de ces crimes qui ont privé le peuple albanais de son indépendance et qui finiront par l'asservir complètement au profit de l'impérialisme italien?

Ce n'est certes pas le peuple albanais. Celui-ci a manifesté sa volonté en 1924, quand il a chassé Ahmed Zogou, quand il s'est opposé, les armes à la main, à son retour, et quand il s'est soulevé contre lui en 1926. Il ne se réconciliera jamais avec le régime terroriste et antinational d'Ahmed Zogou et de ses beys-féodaux. Le peuple albanais n'est pas du tout responsable ni de l'élection d'Ahmed Zogou à la présidence de la République, ni de son couronnement royal; car, les deux Assemblées qui l'ont proclamé président et qui le proclament aujourd'hui roi étaient et sont composées de gens nommés directement par lui, et non pas élus par le peuple albanais. Ahmed Zogou a été imposé au peuple albanais par la force brutale, par la Yougoslavie d'abord, par Mussolini ensuite, et, par l'Angleterre conservatrice depuis le commencement jusqu'à la fin. Voilà les véritables auteurs de ces crimes, crimes que la Yougoslavie payera aussi cher que l'Albanie, sa victime. Les Conventions de Nettuno qui viennent d'être ratifiées par la Skoupchtina ne sont que le commencement de l'expiation serbe.

Skanderbeg III n'est pas seulement un fléau pour son propre pays, mais pour la Yougoslavie tout d'abord, et pour toute la Péninsule Balkanique. Il est le symbole de la domination étrangère qui menace tous les peuples des Balkans. Contre cette menace et les guerres qui en résulteront, il n'y a qu'une seule voie de salut: c'est la Fédération des peuples balkaniques et la lutte commune contre l'impérialisme et la réaction. Dans cette lutte, le peuple albanais saura faire son devoir. Il n'attend que le moment opportun pour se soulever contre ses oppresseurs féodaux à l'intérieur et contre l'impérialisme fasciste et la réaction internationale à l'étranger.

Genève, le 29 août 1928.

Fan S. Noli

La crise Yougoslave et ses conséquences

La crise Yougoslave a ajouté une complication nouvelle à toutes celles qui se sont déjà produites dans les Balkans, et la dissociation qui travaille à l'heure actuelle l'Etat des Karaguéorgévitch n'est à aucun degré un fait indifférent. L'Europe des traités de 1919 craque sous nos yeux, et les épisodes de dislocation se répètent, en quelque sorte, les uns sur les autres.

Lorsque l'Etat Yougoslave a été formé au lendemain de la guerre mondiale, comme l'Etat Polonais, ou l'Etat Roumain, ou l'Etat Tchécoslovaque, et par les mêmes autorités, on ne s'est pas demandé si les peuples dont on disposait ainsi consentaient au nouveau statut qu'on leur assignait. Le Continent fut remanié au petit bonheur, mais il était, comme toujours, plus aisé de tailler que de recoudre. On ne consulta ni les 2½ millions d'Allemands de la Moravie et de la Bohême, ni les Transylvains, ni les gens du Banat, ni tant d'autres.

Les Croates ressemblaient aux Serbes par certains côtés; ils en différaient profondément par d'autres. Comme n'ont cessé de le répéter leurs chefs dans les dix dernières années, ils étaient surtout assoiffés de liberté. Ils avaient défendu leur liberté contre la Hongrie: ils n'inclinaient nullement à l'aliéner au profit des Karaguéorgévitch. Ils étaient d'une intellectualité et aussi d'une activité économique plus développées que la masse des Serbes. Si on les avait interrogés en 1918-1919, ils se seraient prononcés pour l'indépendance totale. Il n'apparaît pas qu'aujourd'hui ils aient renoncé à la plus large autonomie.

Ils ont trouvé, pour les diriger, une personnalité exceptionnelle qu'il est difficile de qualifier exactement, car elle tient à la fois de l'agitateur national et de l'aventurier politique: Stepan Raditch.

La versatilité, les volte-faces subites et brutales, l'absence de toute doctrine, le souci d'exploiter l'événement du moment en renversant l'attitude de la veille: voilà ce qui caractérise Raditch, tantôt champion irréductible de la nationalité Croate et tantôt conseiller des Karaguéorgévitch et défenseur de l'unité Yougoslave, tantôt républicain et tantôt monarchiste, tantôt révolutionnaire et tantôt rallié à l'ordre actuel. On a peine à concevoir qu'ayant si souvent oscillé entre des contraires et déconcerté les observateurs par des changements inopinés, il ait pu entraîner les foules, qui aiment les individualités d'une seule pièce. Et cependant, peu d'hommes ont été aussi populaires à cette époque. Ce qui le prouve, c'est le sentiment de colère qui se marqua dans toute la Croatie, quand on apprit qu'il était l'une des victimes de l'attentat de Ratchitch: c'est le deuil qui a accompagné son cortège funèbre à Zagreb. Raditch a été, si l'on peut dire, l'idole d'une nation, en dépit de ses défauts et de ses conversions soudaines qui prêtaient aux appréciations les plus dures; c'est qu'il semblait la représentation vivante de cette nation.

Aujourd'hui, la Yougoslavie est coupée en deux et l'on ne voit pas trop bien comment elle pourra recouvrer son unité. C'est certainement Raditch qui, en juin, a conseillé à ses amis (à ce moment, on croyait encore le sauver) de sortir du Parlement de Belgrade et de former l'autre Parlement de Zagreb. Personne ne peut méconnaître la gravité significative d'un tel acte: autre chose est de constituer, dans une Assemblée, une opposition même bruyante et implacable; autre chose est de dresser en face d'une Assemblée réduite en nombre et en prestige une autre Assemblée qui en contredit toutes les décisions. L'image même du séparatisme s'est érigée sous nos yeux, et il est à peine besoin de se demander ce que veulent les Croates quand ils se refusent à participer plus longtemps aux délibérations de la Skoupchtina. Si le roi Alexandre s'est efforcé d'apaiser les Croates, d'abord en rendant hommage à ceux d'entre eux qui avaient été atteints par les coups de revolver d'un forcené, et ensuite en offrant la présidence du Conseil à Raditch lui-même, le chef de ces Croates, c'est qu'il tremblait justement pour sa couronne; mais il s'est heurté à l'exaspération d'un peuple et son royaume demeure singulièrement ébranlé.

Qu'advient-il demain?

C'est dans l'ordre intérieur et dans l'ordre extérieur à la fois qu'il sied d'envisager cette crise Yougoslave.

La Yougoslavie comprend trois et même peut-être quatre éléments ethniques: les Serbes qui ont voulu soumettre tout l'Etat à leur bureaucratie Centraliste et qui prétendaient astreindre les nouvelles provinces conquises en vertu des traités de Saint-Germain et de Trianon à leur propre domination; les Croates qui n'ont accepté l'association qu'à contre-cœur et qui, en tout cas, répudient l'assujettissement qui a pesé sur eux; les Slovènes et les Bosniaques qui, aujourd'hui, collaborent aux affaires avec les Serbes, mais qui peuvent tout aussi bien les abandonner demain. Le gouvernement unitaire est miné par l'opposition Croate de Zagreb, et aussi par l'opposition ouvrière et paysanne de Serbie même qui, pour être traquée, ne peut pas moins redevenir redoutable en des conjonctures déterminées.

Le problème se pose: y aura-t-il encore une Yougoslavie désormais? La Yougoslavie se brisera-t-elle en plusieurs tronçons, ou bien se transformera-t-elle?

Et chacun comprend que la situation Balkanique sera différente selon que prévaudra la première ou la seconde de ces hypothèses, et avec la situation Balkanique, la situation Européenne qui lui est liée. Grave sujet et sur lequel nous reviendrons.

Paul Louis

Mussolini protège l'O. R. I. M. et soutient la Bulgarie Fasciste

Nous avons relevé la réserve pleine d'embarras de la presse fasciste italienne en présence des derniers attentats perpétrés par l'ORIM. Cette réserve, nous l'avons attribuée au besoin de Mussolini de trouver une orientation entre les deux clans ennemis soudainement dressés l'un contre l'autre, la bombe et le revolver au poing. Nous avons aussi fait remarquer que les manoeuvres de Mussolini en Bulgarie visent plutôt l'organisation des comitadjis fascistes que le

Zogor, celui-ci étant trop lié aux puissances occidentales par suite des pressants besoins du gouvernement — dus à la crise économique qui sévit dans le pays; des espoirs d'un emprunt à contracter auprès des banques de Londres et de Paris; et des perspectives d'un allègement possible des conditions de paix imposées à la Bulgarie, notamment en ce qui concerne le service militaire.

Mais l'incertitude de Mussolini ne dura qu'un instant.

Il décida de se tenir aux côtés de l'ORIM et de la Bulgarie, contre l'ingérence de l'Europe.

C'est ainsi que le dictateur refusa de participer à la récente démarche, à Sofia, des ministres de France et d'Angleterre en vue d'attirer l'attention du gouvernement bulgare sur la nécessité des mesures énergiques contre les révolutionnaires macédoniens dont les agissements risquent d'avoir des répercussions au-delà des frontières bulgares.

Il est vrai que le rôle de Mussolini dans quelques-uns de ces agissements étant notoire, on peut dire que la note anglo-française cachait une pointe contre le chef du gouvernement italien lui-même. Depuis quelque temps, d'ailleurs, la France et l'Angleterre ne ménagent pas à Mussolini les désagréments, tel l'accord direct franco-britannique sur les armements navals communiqué à l'Italie en même temps qu'aux autres puissances mineures, sans aucun égard pour l'amour-propre de Mussolini et nonobstant l'amitié bruyante pour l'Angleterre affichée à diverses reprises par le Duce, hier encore dans son dernier grand discours sur la politique étrangère.

Mais dans ce refus de s'associer à la démarche franco-britannique, il faut souligner les raisons données par Mussolini. La principale — telle que le ministre italien à Sofia l'a expliquée à M. Liaptcheff — est celle-ci :

«L'Italie est d'avis que l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne est aussi puissante aujourd'hui qu'elle l'était avant l'assassinat de Protoguéroff.»

Curieuse affirmation qui laisse deviner tout l'intérêt que le dictateur prend à l'organisation en question. Cet intérêt est presque un aveu. Il est encore plus étrange que Mussolini mette en avant la puissance de l'ORIM pour expliquer l'inconvénient qu'il y aurait pour l'Europe de s'occuper d'elle. C'est la négation du principe même dont s'inspirait la note franco-britannique : à savoir, qu'étant donné la puissance de cette organisation, ses agissements pourraient avoir des répercussions au-delà des frontières bulgares.

Enfin, n'est-elle pas singulière, cette appréciation sur la situation spéciale d'une organisation, appréciation donnée dans un document diplomatique dont le but déclaré est de contester le bien-fondé de la démarche franco-anglaise comme portant atteinte à l'indépendance de la politique intérieure de la Bulgarie? Il paraît, en effet, que, pour Mussolini, la question macédonienne est une affaire purement intérieure bulgare.

«L'Italie — a dit le ministre italien au gouvernement de Sofia — désire laisser la Bulgarie libre de décider des mesures qu'il y a lieu de prendre et des moyens qui peuvent être employés.»

Voilà donc Mussolini défenseur de l'indépendance bulgare contre l'intervention étrangère. Son libéralisme serait admirable s'il ne relevait de la «puissance» de l'ORIM plutôt que de celle du Zgovor et si le ministre italien à Sofia ne nous avait fixé sur le caractère plutôt intéressé de ce libéralisme. En effet, le ministre en question a dit officiellement

Les problèmes balkaniques au Congrès International Socialiste de Bruxelles

Le Congrès de Bruxelles a été amené à s'occuper de la Terreur Blanche dans les Balkans.

L'ORIM fasciste a été flétrie du haut de la tribune du Congrès, publiquement et solennellement.

Cette exécution a eu lieu sur l'initiative particulière de notre collaborateur et ami Jean Zyromski, qui a lu, au nom de toute la délégation française, une déclaration avant le vote sur la résolution politique.

Cette déclaration regrettait que l'absence du Parti Socialiste de Bulgarie au Congrès n'eût pas permis de mentionner le gouvernement bulgare parmi les gouvernements fascistes et dénonçait les agissements criminels de l'ORIM comme faisant obstacle à la constitution d'une Fédération des Peuples Balkaniques.

Vincent Auriol, qui a pris la parole pour commenter la résolution politique devant le Congrès, a cité la Bulgarie comme étant l'un des pays où fleurissent le Fascisme et la Terreur Blanche.

Nous considérons de notre devoir d'adresser à notre ami Zyromski nos vifs remerciements pour l'acte de justice qu'il a accompli.

La Rédaction

que «l'Italie n'a aucun désir de recommander à la Bulgarie d'engager la lutte contre une organisation dont le but est d'assurer la sécurité de la Yougoslavie.»

Dans la politique fasciste, on le voit bien, il y a même de la franchise. Mussolini avoue qu'il n'a nullement le désir de voir la Yougoslavie à l'abri des exploits des comitadjis terroristes. Nous n'en doutions pas. Seulement, nous sommes étonnés que, à la veille même de la signature du Pacte Kellogg, pacte destiné à mettre la guerre «hors la loi», on ose, dans un acte diplomatique, prôner ouvertement la politique de la guérilla pratiquée par les bandes, politique qui pourrait fort bien conduire à la guerre des armées. La presse italienne s'est empressée de reproduire les articles de la presse bulgare, notamment du *Nesavissimost*, qui remerciait Mussolini de son attitude.

«La sagesse du Duce se manifeste encore une fois dans la défense de la justice et de la souveraineté de la Bulgarie. L'équité exige que l'attitude de l'Italie soit appréciée à sa plus haute valeur et accueillie avec gratitude par le peuple bulgare.» Le plus drôle dans tout cela est que la déclaration de Mussolini, prenant sans ambiguïté, par-dessus la tête du gouvernement de Sofia, le parti de l'ORIM fasciste contre un autre Etat, — la Yougoslavie, — a été faite peu de jours après la ratification, au milieu des plus chaudes félicitations de la presse internationale, des Conventions de Nettuno, ratification qui paraissait destinée à rétablir les rapports les plus cordiaux entre Rome et Belgrade. Mais la vérité est qu'à Rome, on a été médiocrement satisfait du vote de la Skoupchtina. On a loué la loyauté du gouvernement de Belgrade, on lui a donné acte de ses intentions pacifiques, mais on a été froissé de la trop faible majorité avec laquelle les Conventions ont été approuvées. Ces Conventions ne sont que la dérivation des anciens traités entre les deux pays, que certains députés de la coalition démocrate rurale, actuellement sécessionnistes, avait jadis recommandés. L'officieuse *Agenzia di Roma* ne manque pas de relever que, même après le vote de la Skoupchtina, des éléments d'incertitude subsistent sur l'application des Conventions et sur le développement des rapports italo-yougoslaves. «Le vote de la Skoupchtina s'est produit avec l'abstention d'un des plus forts partis politiques de la Yougoslavie, précisément de celui qui exerce la plus forte influence dans les zones où les Conventions doivent être principalement appliquées... La situation intérieure actuelle du Royaume des S. H. S. justifie les réserves sur le jugement final de l'efficacité réelle du vote de Belgrade.»

En conclusion, il ne paraît pas que la ratification des Conventions de Nettuno ait eu le succès qu'on en escomptait pour l'amélioration des rapports entre Rome et Belgrade. La démarche anglo-française aurait-elle produit cet effet? Si l'on rapproche le langage de la presse italienne des déclarations du ministre d'Italie à Sofia, pour expliquer le refus de Mussolini à s'associer à la note franco-anglaise, il est permis de le croire.

Paolo Davila

Il était évident que les problèmes balkaniques tiendraient une large place dans les débats de l'I. O. S. à Bruxelles. Je me félicite, pour ma part, d'avoir eu une occasion d'attirer plus particulièrement l'attention, au nom de toute la délégation française unanime, sur les périls que faisaient courir à la paix les agissements de l'ORIM.

Les annexionnistes, camouflés en «autonomistes», sont malheureusement tout-puissants à Sofia; le pire est qu'ils sont des instruments dans les mains du fascisme italien et, ainsi, un des éléments de la politique anti-yougoslave. Politique de pénétration en Albanie, politique d'hégémonie à Sofia, tels sont les principes directeurs de la politique mussolinienne dans les Balkans.

La déclaration que j'ai lue au nom de la délégation française indiquait que le gouvernement bulgare actuel, placé sous la dépendance de soi-disants autonomistes macédoniens, constituait, comme les autres gouvernements balkaniques, un obstacle à la paix et à la constitution d'une Fédération Balkanique. L'approbation donnée à cette déclaration par les socialistes yougoslaves et roumains est importante, car il importe que cette conception de la Fédération Balkanique soit défendue avec clarté et vigueur par le Socialisme International.

C'est d'ailleurs une vieille idée socialiste, et avant la guerre mondiale la Fédération Balkanique apparaissait à toute l'opinion socialiste comme la solution des conflits multiples et complexes qui agitaient la Péninsule Balkanique.

Il en est toujours de même. Nous disons même que la Fédération Balkanique s'impose plus que jamais.

Dans ces régions de l'Europe Centrale, Sud-Orientale et Orientale, les systèmes fédératifs sont, en effet, seuls susceptibles de respecter les droits nationaux et culturels de population mélangées, enchevêtrées.

On peut constater par l'exemple de la Yougoslavie combien l'état actuel des Serbes, Croates et Slovènes a des bases instables, par suite des excès du centralisme serbe.

La question macédonienne, qui a été la pomme de discorde entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce, ne trouvera pas sa solution dans des partages nouveaux, et si quelques rectifications de frontières, destinées à effacer certains tracés par trop influencés par des considérations stratégiques, sont nécessaires, il n'en est pas moins vrai qu'elles ne sauraient tenir lieu de l'Organisation Fédérale, garantissant à tous les peuples des Balkans leur libre développement.

Les socialistes de Lithuanie et de Pologne se sont rencontrés au début de cette année pour examiner ensemble le problème épineux de Vilna.

Les socialistes hollandais et belges ont examiné ensemble la question de l'Escaut et de Flessingue.

Entre les socialistes de France et d'Allemagne les contacts les plus étroits n'ont pas cessé, tant au sujet des réparations que des évacuations des régions occupées.

Cette méthode excellente doit être étendue à la Péninsule Balkanique. Les dangers de guerre se multiplient. Les incidents se succèdent entre la Yougoslavie et l'Italie. Les Grandes Puissances poursuivent chacune leur politique personnelle avec leurs clients respectifs. Jamais la Fédération Balkanique n'aura été plus urgente: que les socialistes des Balkans soient les pionniers de ce statut nouveau de la Péninsule.

Jean Zyromski

Stepan Raditch

Belgrade, fin août

Stepan Raditch, le fondateur et leader du Parti Paysan Croate, victime du féroce attentat-carnage grand'serbe du 20 juin dernier à la Skoupchtina de Belgrade, vient de mourir, le 8 août, à l'âge de 57 ans.

La grande importance politique de Stepan Raditch a commencé après la guerre générale, lorsqu'il donna à son parti, qu'il avait fondé en décembre 1904, un caractère républicain et que, le 3 février 1919, il faisait prendre par son parti, en séance plénière, la décision d'adresser à la Conférence de Paix à Paris un Mémoire exigeant pour le peuple croate le droit d'auto-détermination. Par cette décision, Raditch niait la sanction formelle de l'acte d'Union du 1er décembre 1918. A cause de son activité politique, Stepan Raditch était arrêté le 25 mars 1919, et il ne fut relâché que le 17 février 1920; quelques semaines plus tard, le 22 mars, il était arrêté de nouveau et il fut maintenu en prison jusqu'au 28 novembre, date à laquelle, à l'occasion du jour des élections pour la Constituante, une amnistie était proclamée. Entretemps, plusieurs milliers de signatures furent recueillies illégalement pour le Mémoire qui fut, ensuite, immédiatement envoyé à Paris.

L'activité politique de Stepan Raditch dans les années d'après-guerre est pleine de sauts et de contradictions, de compromis, d'accords, de fautes et de sensations. Mais il était, sans conteste, un bon psychologue du milieu dont il était issu, un orateur excellent et plein d'idées, riche en culture, d'une haute intelligence, et impulsif. Aussi resta-t-il le leader du mouvement paysan croate, le leader jouissant d'une immense popularité et autorité, malgré toutes ses fautes et tous ses sauts. C'est aussi qu'il voulait le bien de ses paysans, de son peuple, et que son but et son idéal étaient: le meilleur-être du paysan croate dans la vie politique, économique et culturelle.

Stepan Raditch espérait parvenir à son but, réaliser son programme non point par la voie révolutionnaire. Il croyait que par des négociations et des compromis, il pourrait conquérir des hégémonistes grand'serbes une revendication après l'autre. Sa capitulation et son renoncement aux principes républicains après son retour de l'étranger — il avait, au cours de son voyage, visité Londres, Moscou et Vienne — prouvent que, quoiqu'il eût formellement adhéré à l'Internationale Paysanne de Moscou, l'influence de Londres et de ses conseillers anglais l'avaient emporté. A l'Obznana, loi d'exception que, en 1925, le gouvernement

d'alors Pachitch-Pribitchévitch avait appliquée contre le Parti Paysan Républicain Croate et lui avait ainsi annulé 67 mandats, Raditch répondit par l'acceptation des conditions que Belgrade lui dictait: par la déclaration bien connue que son neveu assassiné Pavlé Raditch lut à la Skoupchtina, il adopta la Constitution centraliste de Vidovdan et la monarchie, il modifia le nom de son parti en lui enlevant le mot «républicain», et, quelques semaines plus tard, encore en 1925, il entra dans le cabinet Pachitch.

Ce revirement de la politique toute entière de Stepan Raditch laissa de profondes traces dans les rangs de ses adhérents. On ne pouvait voir où mènerait le cours de cette nouvelle politique. Malgré que Raditch s'était attelé au joug grand'serbe, il ne pouvait porter aucun allègement au sort des paysans croates. Et ainsi, lors des élections de février 1927, des dizaines de milliers de ses partisans s'abstinrent de voter.

Voyant que le front de la dictature grand'serbe devenait d'autant plus brutale que lui, Raditch, faisait concessions et compromis, et pressentant le danger que les masses se détourneraient de lui, il rentra, désillusionné, dans l'opposition.

La lutte que, par le Parlement, Stepan Raditch commença contre l'hégémonie grand'serbe et la réaction, était, dans son essence, la lutte pour l'égalité des droits des Croates dans l'Etat commun. Lorsque les partis dominants serbes n'eurent plus besoin de Pribitchévitch, ce dernier et Raditch, jusque là ennemis irréconciliables, de deux conceptions absolument opposées, furent forcés, par les circonstances, de former un bloc oppositionnel parlementaire sous le nom de: Coalition Paysanne-Démocrate.

L'opposition, menée par Raditch et Pribitchévitch en commun, créa aux potentats grand'serbes des difficultés pour la proclamation de la dictature ouverte. Et Raditch et Pribitchévitch virent que le centralisme grand'serbe tendait à faire, et faisait, des colonies pures et simples des contrées de l'«au-delà». Voilà pourquoi, à la dixième année de la création de l'Etat commun, les questions fiscales, agraires, législatives et nationales restent toujours encore non résolues.

Et au moment où cette opposition déroula au Parlement ces questions de première importance et essaya de les faire résoudre par la voie parlementaire, les potentats grand'serbes répondirent par la tuerie à la Skoupchtina, pour éliminer les leaders de la Coalition Paysanne-Démocrate.

Stepan Raditch tomba comme la dernière victime de cette folie. Il dut subir, mortellement blessé, des amères déceptions précisément de la part de celui en lequel il espérait. Sa demande de dissoudre la Skoupchtina et de proclamer de nouvelles élections libres ne fut naturellement pas acceptée, car les intérêts des partis dominants grand'serbes sont, bien entendu, plus proches que les questions brûlantes qui, du jour au lendemain, peuvent être catastrophales pour l'existence de l'Etat.

Stepan Raditch a été enterré avec une pompe royale. Les masses paysannes croates accoururent de tous les coins du pays à Zagreb pour rendre les derniers honneurs, le jour des funérailles, à leur chef qui, lentement, était retourné à la lutte ouverte pour la liberté de la Croatie et des autres contrées. Mais ils accoururent aussi pour manifester leur unité et leur volonté de continuer la lutte pour leurs droits, et pour recevoir de nouvelles instructions pour la lutte.

La nouvelle direction de la Coalition Paysanne-Démocrate, en tête avec le Dr. Matchek, le successeur formel de Raditch, et Pribitchévitch et Trumbitch ne donnèrent aux masses que l'Appel pour le maintien «de l'ordre et de la tranquillité» et «la pleine et entière confiance en la direction». Les masses reçurent ces «directives» avec mécontentement et un air sombre, car la pression de l'indignation dont elles sont imprégnées ne peut être aisément contenue. Les masses exigent une direction énergique et pleine de vie, elles exigent la lutte, l'alliance avec les ouvriers, les pauvres des villes et les intellectuels progressistes, ils veulent l'alliance avec les paysans serbes et ceux des autres nationalités opprimées. Tout cela ne peut être obtenu par le silence et l'attente des chefs.

Le monument le plus beau et le plus digne que les masses paysannes croates puissent élever à leur chef assassiné, serait d'abandonner la politique des hésitations et de se lancer dans une énergique lutte pour le renversement du gouvernement d'oppression grand'serbe, afin d'ériger le pouvoir des travailleurs des villes et des campagnes.

D. Jovanovitch

APSS Une sinistre comédie

La mort dans l'âme, la Skoupchtina a ratifié les fameuses Conventions de Nettuno, obéissant aux injonctions de Rome, Londres et Paris.

Le Quai d'Orsay s'est joint à la Consulta et au Downing Street en vue d'une pression sur le cabinet de Belgrade, uniquement parce qu'il sait qu'en cas de conflit armé entre la Yougoslavie, son alliée, et l'Italie, le peuple de France ne marcherait plus.

Mussolini, en obligeant les panserbes à s'exécuter, a fait d'une pierre deux coups; il a arraché d'énormes concessions en Dalmatie et, en même temps, ébranlé l'unité yougoslave, en avivant fortement la crise serbo-croate.

Il est certain que le deuxième coup, par les graves conséquences qu'il est susceptible de déchaîner, affaiblira plus que le premier le pouvoir de la Main Blanche.

La Cour de Belgrade a demandé aux gouvernements de Rome, Londres et Paris, comme compensation aux sacrifices qu'elle a consentis, de faire des représentations à Sofia afin que le gouvernement bulgare prenne des mesures énergiques en vue de réfréner l'activité de l'ORIM fasciste.

Mussolini a carrément refusé de s'associer à une démarche dirigée contre son instrument docile, l'ORIM. Cela se comprend.

Par contre, Chamberlain et Briand ont accédé au désir de Belgrade, auquel s'est joint Athènes.

Disons tout de suite et hautement que cette démarche des gouvernements britannique et français est une sinistre comédie.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement de Sofia est invité à sévir contre les bandits macédoniens fascistes. Tsankoff, sommé de les mettre à la raison, se contenta d'arrêter quelques «comitadjis» obscurs et de les déporter à l'intérieur.

Il va sans dire que le professeur sanguinaire ne voulut ni ne put agir contre l'ORIM fasciste, son meilleur soutien.

Il en est de même de Liapcheff qui a besoin des sicaires de Mikhaïloff pour sa politique aussi bien intérieure qu'extérieure.

Il est vrai qu'aujourd'hui la situation devant laquelle se trouve Liapcheff est sensiblement différente. Lorsque la démarche des puissances impérialistes eut lieu auprès du gouvernement Tsankoff, les bandits de l'ORIM n'embêtaient que la Yougoslavie. Aujourd'hui, par leurs sanglantes vendettes, ils menacent de transformer la Bulgarie en un véri-

table champ clos. Aussi, malgré ses protestations hypocrites, est-il enchanté de cette intervention qui lui permettra, peut-être, d'appropriiser ses bêtes fauves, en leur tenant ce langage:

— Vos querelles inquiètent les grandes puissances qui, sous menace de faire échouer l'emprunt qui doit sauver la Bulgarie acculée à la ruine, me contraignent à prendre des mesures contre vous. Si vous ne mettez pas fin à vos dissensions et à vos luttes fratricides, je serai obligé, au nom du salut même de la patrie, de sévir. —

Mais tout se réduit à une sinistre comédie où rivalisent de zèle tous ses acteurs: Belgrade, Athènes, Sofia, Londres, Paris.

En effet, si les panserbes et panhellénistes désiraient sincèrement paralyser l'ORIM, instrument de l'impérialisme bulgare, ils reconnaîtraient aux populations macédoniennes qui gémissent sous leur joug, leurs droits les plus élémentaires politiques et culturels. Le jour où les paysans et les ouvriers macédoniens, c'est-à-dire l'écrasante majorité du peuple de Macédoine, auront bénéficié d'un régime qui ne les considérerait plus comme des bâtards, ce jour là l'ORIM verrait la terre se dérober sous ses pieds et s'effondrerait comme un château de cartes. Mais les nationalistes serbes et grecs ne veulent pas la disparition complète de l'ORIM fasciste, car elle est le meilleur auxiliaire de leur politique de serbisation et de grécisation. Les actes terroristes de l'ORIM leur fournissent un excellent prétexte pour poursuivre leur oeuvre impie de réaction noire.

De son côté, si Sofia voulait effectivement rendre offensive cette bande de brigands terroristes qui entrave le développement normal du pays et fausse les rouages administratifs, il abolirait l'abominable loi de la Défense de l'Etat, rétablirait les libertés politiques et la libre discussion qui, seules permettraient de saper les fondements de cette association de malfaiteurs.

Enfin, si Londres et Paris ne jouaient pas la comédie et étaient animés du désir sincère de servir la cause de la paix, ils ne se seraient pas empressés de reconnaître le gouvernement issu du coup d'Etat de la Ligue Militaire qui avait terrassé un gouvernement pacifique, ennemi de l'ORIM et soucieux de vivre en bons termes avec ses voisins, particulièrement avec la Yougoslavie; ils n'encourageraient pas, à l'aide d'emprunts et autrement, dans les pays balkaniques, le fascisme qu'ils considèrent comme le meilleur appui de leur politique de rapine et en lequel ils voient un gage de sécurité pour leur bourgeoisie menacée dans ses privilèges.

Boris Rilsky

Un Appel de l'ORIM UNIFIÉE

Les journaux macédoniens publient l'Appel suivant du Comité Central de l'ORIM UNIFIÉE que, vu son importance particulière et actuelle, nous reproduisons ci dessous in extenso:

Au peuple macédonien subjugué et à l'émigration macédonienne

Macédoniens!

C'est de nouveau que le sang macédonien coule en Bulgarie! C'est de nouveau que dans les rues de Sofia et dans le district de Petritch tombent les têtes des Macédoniens!

Est-il nécessaire de se demander quels sont les meurtriers des Macédoniens? Est-il nécessaire de se demander quelle est cette main criminelle, quelle est cette conscience dégouttante de sang, qui a décidé de donner au monde un nouveau spectacle honteux pour le nom et l'honneur macédonien?

Chacun sait quels peuvent être, quels sont les assassins. Chacun sait quels sont ces individus protégés par le pouvoir fasciste qui sévit actuellement en Bulgarie. Chacun sait quels sont ces bourreaux mercenaires qui, en plein jour, ouvertement, exhibent leurs armes à Sofia et dans le district de Petritch, dirigent leurs revolvers et leurs poignards contre des Macédoniens et des Bulgares. Chacun sait que c'est toujours cette même mafia criminelle qui, depuis cinq ans, essaie toujours à nouveau, par le canon du revolver, de fermer la bouche du Macédonien, de paralyser sa pensée et sa volonté, qui continue à terroriser et à tuer avec un acharnement bestial la population macédonienne de Petritch et l'émigration macédonienne en Bulgarie. Chacun sait que ce sont ces mêmes condottieri, mercenaires de l'étranger, qui ont qualifié de traîtres la plus grande majorité de la population macédonienne en Bulgarie et qui ont,

dans le courant de ces dernières années, lâchement tué, à coups de poignards et de revolvers, plus de mille Macédoniens des plus dévoués à la cause macédonienne.

Nous rougissons de honte en désignant les noms de ces ignobles individus. Quel Macédonien peut assister, impassible, à ce que cette mafia de mercenaires assassins essaie de couvrir ses crimes ignobles sous le nom le plus sacré pour le peuple macédonien, sous le nom de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne de Delcheff, Groueff, Péré Tocheff et de toute la pléiade des révolutionnaires macédoniens à l'idéal si pur et si élevé?

Hier, Ivan Mikhaïloff a tué Protoguéroff parce que ce dernier avait tué, il y a quatre ans, Todor Alexandroff. Demain, les amis de Protoguéroff, par des raisons similaires, tueront Ivan Mikhaïloff. Et cela se continuera ainsi. Cette mafia qui a commencé par des fratricides finira par des fratricides.

Mais la désagrégation dans le sein de cette bande est complète. Elle mourra sous le poids des crimes et des traîtrises qu'elle a accumulés.

Par la faillite entière des actions provocatrices qu'elle a commises en Macédoine, pour le compte d'étrangers et par l'inspiration étrangère, cette bande s'est définitivement discréditée elle-même aux yeux de la population macédonienne, et les quelques Macédoniens qui la considéraient encore

quand-même comme une organisation macédonienne, se sont enfin rendus à l'évidence.

Sur le terrain macédonien, cette bande a subi la défaite la plus parfaite. Les masses macédoniennes ont bien compris qu'il s'agissait là d'une nouvelle forme du verkhovisme provocateur d'autrefois qui avait préparé le chemin de la catastrophe de la Macédoine. Privé du soutien du peuple macédonien, méprisé par le peuple macédonien, cette «organisation» marchait vers la désagrégation. Les arguments de la violence, du parabellum, auxquels elle recourait toujours, croyant y trouver des facteurs de vie, furent, par la logique même des choses, les facteurs de sa mort physique.

Les fascistes et patriotards bulgares, pères spirituels de cette mafia, qui l'avaient armée contre tout ce qui était honnête dans le mouvement macédonien, qui avaient encouragé sa corruption et sa démoralisation, poussent aujourd'hui des cris hystériques pour la cessation des assassinats. Ces tristes sires, et quelques Macédoniens de Sofia du même acabit, dans leur désarroi, adressent aujourd'hui appels sur appels aux Macédoniens en Bulgarie les exhortant à ne pas prendre parti dans les luttes des deux camps fascistes macédoniens, leur disant que cela n'est pas de leur compétence. . . D'après eux, les masses macédoniennes devraient porter, sans murmurer, les chaînes de la tutelle sanglante, et attendre, les bras croisés, l'issue de la lutte. . .

Non! Le devoir des Macédoniens en Bulgarie n'est pas de se taire et d'attendre.

Les Macédoniens savent fort bien que la lutte entre les deux camps fascistes ne se poursuit point pour une nouvelle orientation salutaire du mouvement macédonien de libération, mais simplement pour s'arracher les uns des autres la direction de l'ORIM fasciste, la dictature sanglante sur la vie physique et spirituelle des Macédoniens de Pétritch et ailleurs en Bulgarie.

Les Macédoniens en Bulgarie ne prendront pas parti, dans ces luttes, pour les uns ou les autres, mais ils entreprendront une lutte énergique contre les uns et les autres pour briser les chaînes de la tutelle sanglante et conquérir enfin leur liberté. Ils proclameront hautement et courageusement que la libération de la Macédoine ne sera point con-

quise par des mafia et par le banditisme, mais qu'elle sera l'oeuvre du mouvement populaire, du mouvement des masses, ayant un chemin et des buts bien déterminés, et une morale révolutionnaire noble et élevée.

Macédoniens!

Vingt-cinq années viennent de s'écouler ces jours-ci depuis l'insurrection d'Ilinden, depuis cette grandiose épopée populaire qui a montré au monde entier que nous sommes un peuple héroïque et digne de la liberté. Cette épopée sera toujours notre fierté. Un peuple qui a pu accomplir une telle insurrection de masse, une révolution comme celle d'Ilinden, un tel peuple trouvera aujourd'hui en lui-même les forces nécessaires pour conquérir sa liberté. Ilinden nous a montré le seul chemin conduisant vers la liberté: la lutte en masse, l'insurrection des masses.

C'est un symptôme qu'à l'occasion du 25^{me} anniversaire de la Grande Révolution Macédonienne, une mafia fasciste composée de mercenaires, qui s'est approprié le nom sacré de l'ORIM de Deltcheff sous le drapeau de laquelle s'est accomplie l'Epopée Populaire Macédonienne, se désagrège sous le poids de ses crimes. C'est là le signe d'une nouvelle ère, de l'ère de l'édification et de l'accroissement d'un vrai mouvement national-révolutionnaire. Le mot d'ordre est déjà lancé, la base est déjà mise, le drapeau déjà déployé. C'est le drapeau révolutionnaire et pur de l'ORIM Unifiée qui seul porte les idées et les idéals d'Ilinden et sous lequel se rangent tous les Macédoniens honnêtes et révolutionnaires purs. Ainsi groupé autour de son Organisation Populaire Révolutionnaire, avec la conscience nette de la lourde lutte à mener, appuyé sur l'union de granit de toutes les forces révolutionnaires balkaniques, le peuple macédonien marchera avec endurance et âpreté vers le nouvel Ilinden, vers l'Ilinden victorieux, il brisera les chaînes de son esclavage et conquerra sa liberté.

Vive la Révolution Macédonienne!

Vive la Macédoine Indépendante et la Fédération Balkanique!

Août 1928.

Comité Central de l'ORIM Unifiée

Le mystère autour de l'attentat contre Gika Lazitch dévoilé

Le 13 juillet, à Belgrade, a été commis un attentat contre le chef de la Sûreté Générale, Gika Lazitch — tueur bien connu de Macédoniens.

Immédiatement après l'attentat, des arrestations en masse ont été opérées parmi les Macédoniens et Bulgares, (étudiants et émigrés) à Belgrade, Zagreb, en Macédoine et ailleurs. Rien qu'à Zagreb, ont été arrêtées plus de 30 personnes, dont 6 ont été dirigées sur Belgrade.

Qui est Gika Lazitch?

Il n'est pas nécessaire de répondre expressément à cette question. Tout Macédonien, enfant ou vieillard courbé, frémit d'indignation au seul souvenir de son nom. C'est lui qui est l'instrument de la tyrannie de Belgrade en Macédoine. Il est, pour la Macédoine, l'incarnation du mal.

Gika Lazitch, c'est le policier inamovible en Yougoslavie. Des gouvernements changent, des fonctionnaires sont révoqués, d'autres nommés; lui, il reste toujours. Et ceci non sans raison. Belgrade, sans distinction des personnes au pouvoir, apprécie les capacités policières de Lazitch. Il est particulièrement précieux en Macédoine. Dans notre pays, il est le monarque absolu. Aucun ministre n'entreprend une action quelconque sans avoir au préalable entendu l'opinion de Lazitch. Les journaux de Belgrade rivalisent de louanges à son adresse et se réjouissent de le voir, en «Serbie du Sud», continuer son oeuvre.

Nous l'avons déjà dit plus haut: pour nous, Macédoniens, Gika Lazitch est une calamité, un malheur terrible.

Qui est l'agresseur?

Aux premiers jours après l'attentat, la police de Belgrade, surprise et troublée du coup inattendu, ne savait que répondre à cette question. Les journaux publiaient simplement que l'agresseur s'était lui-même désigné comme étant un certain Momtchilo Ivanovitch, de Chtip. Mais plus tard, la police constata que sa carte d'identité avait été faussée et que son nom véritable était Ivan Momtchiloff, né à Nevrocop. Il serait venu quelques jours auparavant de Bulgarie, envoyé par le Comité macédonien, avec la mission d'accomplir l'attentat. Momtchiloff serait aussi tuberculeux.

La police de Belgrade fit ensuite savoir qu'elle avait découvert tout le «complot». L'organisateur de l'attentat

serait en réalité un nommé Miltchinoff Grigor, émigré bulgare de Nevrocop. Miltchinoff aurait été acheté par les autonomistes et par Zagreb, où il aurait demeuré et d'où il aurait organisé l'attentat. Ceci aurait été confirmé par une lettre de Miltchinoff adressée à l'agresseur et trouvée dans le chapeau de ce dernier. Malgré toutes les recherches de la police, Miltchinoff n'a pu être arrêté.

C'est tout ce que la presse communique d'après les informations de la police.

Nous devons ici déclarer et souligner que ces publications de la presse de Belgrade sont sciemment mensongères, d'un bout à l'autre. Ce n'est point Ivan Mikhaïloff, ni un autre «autonomiste», qui fut l'inspirateur ou l'organisateur de l'attentat. La légende que la presse de Belgrade raconte ne sert qu'à induire en erreur l'opinion publique sur un mystère dont le noyau se trouve à Belgrade.

Ci-dessous une correspondance de Belgrade qui jette une vive lumière sur l'origine des coups de feu tirés à la Sigouranza de Belgrade.

La vérité sur l'attentat.

»L'attentat qui a été commis le 13 courant contre Gika Lazitch, a provoqué de nombreux commentaires. Le fait que l'agresseur, pour arriver au bureau de Lazitch, avait dû passer par tant de portes et devant toute une foule de détectives, incitait les gens à supposer que l'affaire n'était pas aussi simple que les journaux serbes voulaient le présenter.

L'agresseur se dit Ivan Momtchiloff, de Nevrocop, émigré en Yougoslavie depuis quelques années. *Momtchiloff appartient au groupe d'Alexandre Oboff — Kosta Todoroff et a été au service de Gika Lazitch.* Sa carte d'identité qui porte le nom de Momtchilo Ivanovitch et qu'on a trouvée sur lui, n'est point faussée, ainsi que l'ont annoncé les journaux; elle est authentique, et délivrée par la Sûreté Générale sur l'ordre de Gika Lazitch. Avec cette pièce d'identité, le soi-disant Ivanovitch pouvait circuler librement, tout le temps, à travers la Yougoslavie, et avait libre accès chez Lazitch.

Lorsqu'au début de cette année, les tyrans de Belgrade décidèrent de répondre aux attentats et aux incursions des

tchéas, Gika Lazitch décida d'utiliser aussi Momtchiloff. Ce dernier, muni d'un faux passeport grec et sous un faux nom, fut envoyé par Salonique et la Turquie à Sofia, avec la mission d'y assassiner l'un des «chefs» autonomistes.

A Sofia, Momtchiloff était au service et à la disposition de l'«Intelligence-Service» serbe en Bulgarie. Environ deux mois auparavant, Momtchiloff, sur les indications d'agents serbes, avait attaqué, dans une rue de Sofia, deux personnes, dont l'une fut tuée, l'autre blessée. On avait cru que le tué était Ivan Mikhaïloff et le blessé le voïvode Velitchko. Le meurtrier franchit la frontière le soir même, et alla à Belgrade pour toucher la récompense promise de 250.000 dinars. Il se présenta chez Gika Lazitch, qui lui dit qu'il faudrait d'abord vérifier les faits. Mais entretemps, les Serbes firent circuler la nouvelle qu'Ivan Mikhaïloff aurait été tué à Sofia. La même nouvelle fut répandue aussi par le «Drapeau Paysan» de Oboff et Todoroff. Gika Lazitch envoya alors un homme de confiance à Sofia pour vérifier si Ivan Mikhaïloff avait été effectivement tué. Cet homme constata que ce n'était pas Ivan Mikhaïloff qui avait été tué, mais le secrétaire-général de l'ORIM, et que le voïvode Velitchko était effectivement blessé.

Cette nouvelle remplit de joie les gens autour de Gika Lazitch. Des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur se vantaient que l'assassinat de Sofia était leur oeuvre. Et le grand-joupan Mikhaïlovitch embrassa avec enthousiasme le meurtrier et le félicita de son héroïsme. Kosta Todoroff et les anciens députés Mihail Todoroff de Kustendil et Nicola Haïdoukoff de Gorna-Djoumaya étaient également pleins d'allégresse. Ils disaient orgueilleusement avoir trouvé parmi eux l'homme courageux et l'avoir recommandé à

Lazitch. Et ce dernier, en signe de gratitude, avait augmenté la paye qu'ils recevaient de la police serbe.

Cependant, Momtchiloff, malgré toutes ses instances, n'avait point reçu la récompense promise. Plus tard, l'on apprit que Kosta Todoroff et Alex. Oboff avaient bien reçu, eux, la récompense et décidé de ne donner à Momtchiloff que 2.000 dinars pendant quelques mois. A plusieurs reprises, Momtchiloff avait protesté contre ce vol de sa «récompense», mais les Oboff et Todoroff l'obligèrent à se faire sous menace de mort.

Or, depuis quelque temps, Momtchiloff avait remarqué un certain changement dans l'attitude de toute la compagnie oboviste envers lui. Il vit le même changement dans l'attitude de Gika Lazitch aussi. De plus, quelques jours avant l'attentat, Todoroff avait déclaré à la mère de Momtchiloff, qui se trouvait à Belgrade, qu'elle devait se préparer à rentrer en Bulgarie. Ceci, à l'insu de Momtchiloff. En même temps, on lui dit de partir, «pour affaires», dans la montagne, où on lui verserait la somme de 200.000 dinars. Momtchiloff comprit de tout cela qu'on lui tendait un piège dans l'intention de le supprimer. Il vit sa perte et en Bulgarie, et en Yougoslavie. Alors, il décida de mourir, mais en se vengeant d'abord.

C'est ainsi que le plan de tuer Gika Lazitch et de se suicider ensuite mûrit en lui. Profitant de l'accès libre qu'il avait chez Gika Lazitch, il décida de le tuer. Après avoir tiré sur Lazitch, il se blessa grièvement, et quelques jours plus tard il succomba à ses blessures.

On doit considérer comme certain que si Momtchiloff n'avait pas succombé à ses blessures, il aurait été tué à l'hôpital. Belgrade veut à tout prix étouffer le scandale.

(Makédonsko Délo)

Le retour de Venizelos au pouvoir

Bien qu'escomptée, la victoire de Venizelos aux élections législatives du 19 août dernier, vu son étendue, ne cesse pas d'apparaître aux yeux des gens non avertis comme quelque peu déconcertante. Sur 250 députés qui constituent la nouvelle «Vouli», 186 se réclament directement du politicien crétois, sans compter les groupes satellites comme ceux du soi-disant républicain de gauche Papanastasiou, qui en compte 17, ni celui de l'ex-ministre des Affaires Etrangères Mihalacopoulos.

La foudroyante victoire du vieux Crétois est-elle, comme s'est plu à le souligner par trop ostensiblement le «Temps», et une grande partie de la presse française, «le triomphe de la République sur la Monarchie»? Ou bien est-elle, comme le proclame le «Daily News» de Londres, «la résultante de la longue carrière du vieux politicien romantique?»

Aucune des deux presses capitalistes ne donne, à notre avis, parce que directement intéressées, la note juste sur le scrutin du dimanche 19 août.

Divers facteurs d'ordre objectif et «technique» ont conjointement influencé la dernière consultation populaire.

Pour bien saisir les conditions dans lesquelles elle a eu lieu, et comment Venizelos a réussi à se faire passer comme sauveur national, il est nécessaire de jeter un coup d'oeil sur l'oeuvre des divers gouvernements issus des élections législatives de 1926. Ceux-ci ont pris le pouvoir après la chute de la dictature pangaliste, et après l'intermède Condylis, à un moment particulièrement difficile.

La situation du pays et les réalisations du gouvernement de coalition et de concentration.

Devant la Chambre de novembre 1926 se posaient d'une façon aiguë divers problèmes nés des suites de la guerre et de la défaite d'Asie Mineure. Les antérieurs gouvernements de fortune et la dictature avaient réussi, grâce à des palliatifs et des expédients, à rendre plus profonde la crise économique dont souffraient le peuple et la bourgeoisie.

La représentation proportionnelle, pour la première fois appliquée en Grèce en novembre 1926, avait donné aux deux grands partis qui prétendaient au gouvernement des élus sensiblement égaux en nombre.

Les libéraux de toute nuance et l'opposition royaliste ou antivenizeliste, sous la poussée de la crise qui menaçait la bourgeoisie, furent contraints de s'unir pour réaliser la stabilisation au détriment des classes laborieuses.

Trois questions principales retinrent surtout l'attention du gouvernement de coalition chargé de rétablir la situation en faveur de la bourgeoisie:

- 1^o. La stabilisation de la devise nationale.
- 2^o. L'installation définitive et l'absorption des réfugiés.
- 3^o. La réorganisation, ou plutôt le remaniement, des cadres de l'armée.

La stabilisation par dévaluation de la drachme a été l'oeuvre du ministre des Finances M. Caphandaris. Après avoir, grâce à l'augmentation des impôts, réalisé l'équilibre budgétaire, après avoir arrêté la mise en circulation du nouveau papier-monnaie, il a pu opérer une stabilisation de fait de la drachme vers le cours de 360 à 365 la livre sterling.

L'emprunt tripartite, conclu avec la permission de la S. D. N. sur le marché de Londres au mois de janvier 1928, devait être en partie affecté à obtenir la stabilisation de jure. En effet, le 14 mai, a été publié le décret qui stabilise la drachme au cours de 375. On constatera que le cours de la stabilisation légale a été choisi plus bas que le cours autour duquel fluctuait la drachme depuis quelques mois. Cela, profitant aux armateurs et industriels, désavantage énormément les ouvriers et employés qui ne gagnent qu'un salaire fixe.

Un second tiers de l'emprunt sus-mentionné devait être employé, par l'entremise de la nouvelle Banque de Grèce d'Emission, et de la «Commission d'Installation des Réfugiés», au paiement d'une partie des indemnités qui sont dues par l'Etat aux réfugiés d'Asie-Mineure. On sait que les gros propriétaires ont été, eux, promptement dédommagés; la grande masse, malgré les deux emprunts spéciaux des réfugiés, continue à être dans une situation précaire. Plus de 600.000 réfugiés ne sont pas encore installés définitivement et ne sont, vu l'incapacité des gouvernements et les abus permanents de la C. I. R., pas près de l'être.

Quant à la troisième question dont avait à s'occuper le gouvernement de coalition, elle avait été posée comme condition par le leader royaliste, M. Tsaldaris, lors de son entrée dans la combinaison gouvernementale.

M. Mazarakis, ministre de la Guerre, fut chargé de présider la Commission qui procéda à la réintégration dans le service actif des officiers supérieurs ou subalternes licenciés, pour leurs opinions royalistes, par les dirigeants venizelistes qui s'étaient succédés au pouvoir après la révolution du colonel Plastyras en 1922. Les deux tiers des listes proposées par les royalistes furent acceptés. L'armée jouant en Grèce un rôle prépondérant dans la vie politique, cette mesure d'équilibre des forces dans son sein est un gage de sa neutralité.

Comme on le remarque, ce qui précède le grand emprunt de 9 millions de livres sterling est à la base de toute l'oeuvre des gouvernements de coalition et de concentration. Aucune tentative d'imposer le capital. L'oeuvre de ces gouvernements, c'est la vente de la Grèce au capitalisme anglo-saxon. Mais ce faisant, ils mécontentent les capitalistes franco-américains qui ont de grands intérêts en Grèce, et qui, lentement, mais sûrement, réagiront. Ils — les gouvernants — ont en outre mécontenté fortement l'opinion publique et la classe ouvrière par la méthode de concessions et d'exploitations accordées aux capitalistes anglais en guise de «compensations».

Cette politique envers les capitalistes anglais devait être fatale au gouvernement.

Tablant sur le mécontentement du peuple, et servant du même coup ses patrons franco-américains, Venizelos, grâce à son habile démagogie, s'est servi de ce défaut pour provoquer la crise ministérielle et s'emparer du pouvoir par un coup d'Etat parlementaire, si l'on peut l'appeler ainsi.

La préparation « technique » des élections.

Après deux ans d'un régime parlementaire à peu près stable, la situation des classes laborieuses et d'une partie de la bourgeoisie ne s'était point améliorée. Le moment était des plus propices. Venizelos sut saisir l'occasion.

Une fois au pouvoir, il s'agissait pour le vieux Crétois d'affermir et de légaliser sa situation par une sanction populaire. Les élections législatives furent fixées pour le 19 août. Il ne lui restait qu'à consolider et étendre par une préparation « habile », la victoire espérée.

Avant de parler de la réforme électorale qu'il poussa l'amiral Coundourotis à accepter, et de ses « trucs » électoraux, il est nécessaire de faire mention spéciale du grand journal venizeliste orthodoxe, qui mena toute la campagne contre les anciens dirigeants. Nous voulons parler du « Patris ». Il fut fondé au moment opportun, quelque temps après le retour de M. Venizelos à Athènes, au début de cette année, par un groupe de députés ennemis de M. Caphandaris. Il fut largement financé par les capitalistes grecs d'Égypte qui, sans doute, y ont intérêt. Les campagnes de révélations que mena ce journal sous l'instigation de M. Venizelos, ont été pour une grande part dans l'orientation de l'opinion.

De tous les moyens mis en œuvre par le rusé Crétois pour s'assurer le pouvoir, le plus important est sans conteste la réforme du système électoral. La proportionnelle qui avait été adoptée lors des précédentes élections, ne lui assurait pas une majorité imposante. Elle permettait aux petits partis de se présenter devant leurs électeurs avec un programme indépen-

dant. L'homme de la révolution de Gondi ne s'embarasse jamais des moyens, et dans ce cas, comme en tant d'autres, il l'a bien prouvé.

Sachant la situation sans issue, il a menacé de sa démission le vieil amiral qui hésitait à signer son décret dictatorial sur la réforme électorale.

Devant cette pression, le système majoritaire fut substitué à la proportionnelle. Un habile découpage des circonscriptions conformément aux intérêts de son parti, et la partie fut lancée, le jeu assuré au vieux Crétois.

Les meilleurs pronostics ne donnaient pas plus de 160 sièges au parti venizeliste. Seulement, pour l'établissement de ces pronostics, on avait omis de tenir compte des fraudes. C'est ainsi que, quelques jours avant les élections, les journaux d'Athènes appartenant à l'opposition dénonçaient les abus commis dans la distribution des cartes d'électeurs aux masses réfugiées, gagnées à Venizelos.

La signification du scrutin du 19 août.

L'écrasante majorité obtenue — nous avons vu comment — signifie-t-elle une amélioration des conditions de vie des masses laborieuses en Grèce? A voir l'attitude adoptée par le vieux Crétois, qui prétend incarner la République, vis-à-vis des blocs des ouvriers, paysans et réfugiés, on comprend aisément que tel n'est pas son objectif.

Le maintien de plus de 300 militants syndicaux en prison ou en exil, la réglementation ou plutôt l'abolition du droit de grève qu'il projette, indiquent clairement qu'il est l'homme d'une fraction de la bourgeoisie, de celle dont les intérêts concordent avec ceux des capitalistes franco-américains.

L'homme qui grécifia la Macédoine sous joug grec en la ruinant, a toujours été le valet des impérialismes occidentaux. Comme en 1916, comme en 1920, c'est la guerre qu'il apporte avec lui.

Peridis

La famine endémique en Roumanie

La famine sévit de nouveau en Roumanie. En sont atteintes toutes les provinces. Mais c'est la Bessarabie qui en est le plus fortement ravagée. Les paysans n'ont plus rien à manger. Ils en sont à consommer de l'orge et de l'avoine. En Bessarabie et en Transylvanie, ils n'ont plus même du fourrage pour le bétail. Pour ne pas le voir périr, ils le vendent à des prix dérisoires. En Bessarabie, ils vendent à des prix dérisoires leurs lopins de terre, reçus à la suite de la réforme agraire par des efforts inouïs et des bakchiches gras; ils les vendent pour pouvoir acheter des billets de voyages; et ils viennent dans les villes avec l'espoir d'y trouver un emploi pour vivre. Mais les villes sont déjà depuis longtemps rongées par le chômage. D'ailleurs, la crise agraire, en retrécissant le débouché paysan pour les produits industriels, a aiguisé plus encore le chômage, surtout dans les villes de Bessarabie. Beaucoup de paysans affamés s'apprentent ainsi à émigrer — à quitter la patrie qui les a « libérés ».

La famine est utilisée par les spéculateurs tolérés par le gouvernement, pour faire monter les prix du blé et du maïs. Sur les maux de la famine se superpose ainsi ceux de la spéculation et du renchérissement de la vie. La crise générale, que le gouvernement libéral promettait récemment encore de guérir par la stabilisation et les grands emprunts, persiste et s'approfondit plus encore. On sait que, étranglé par la faillite des finances de l'Etat, le gouvernement Bratiano s'est vu forcé d'abandonner sa politique traditionnelle du « par nous-mêmes » et de capituler devant les capitalistes étrangers. A la suite de cette capitulation, on lui a promis de l'argent. Des spécialistes et des experts ont visité la Roumanie, ont contrôlé les finances, les entreprises de l'Etat, et ont promis d'accorder un emprunt de 80 millions de dollars... pour l'automne. Pour le moment, ils se sont déclarés prêts à avancer « provisoirement » 20 millions. Se basant sur cette « promesse », le gouvernement de M. Vintila Bratiano a engagé un autre emprunt de 12 millions de dollars en Italie. Mais la tranche des 20 millions promis se fait encore attendre.

La famine vient à présent gâter tous les comptes d'assainissement. De plus, une mauvaise récolte s'annonce cette année. Et comme toute l'économie de la Roumanie est en fonction de la situation agricole, de la récolte, on peut d'ores et déjà affirmer que les plans de stabilisation financière et de contraction d'emprunts en sont profondément ébranlés.

Mais la famine n'est pas un « accident ». La sécheresse est devenue endémique à cause de la misère économique des paysans qui croulent sous le fardeau des impôts et manquent

d'inventaire, et à cause de la dévastation des forêts et de l'agriculture primitive. Ce particulièrement en Bessarabie. En 1925, la famine a décimé la population de cette malheureuse province. L'année 1927 a aussi donné une mauvaise récolte. Et voici que la récolte de cette année-ci est dans la plupart des départements bessarabiens complètement compromise. La situation est plus grave encore que lors de la grande famine de 1925, parce qu'il y avait alors des réserves des années précédentes, tandis qu'à présent des réserves n'existent plus, l'année passée ayant aussi été mauvaise.

Et tandis que la famine sévit, que la récolte est brûlée, et que la crise s'aiguise, nous assistons à un spectacle écoeurant. Des députés libéraux sont démasqués comme auteurs d'un panama pétrolier qui va dans les milliards. Deux députés gouvernementaux sont déjà arrêtés. D'autres hauts personnages les suivront. On voit déjà venir la démission du ministre des Communications Dimitriu, impliqué dans l'affaire. M. Vintila Bratiano est en villégiature. En partant, il a donné des instructions sévères aux percepteurs et aux administrateurs financiers des provinces pour intensifier la rentrée des impôts. Les entrées du budget sont dans un grand déficit non seulement par rapport aux sommes prévues, augmentées en comparaison des sommes du budget antérieur, mais aussi par rapport aux entrées de ce budget précédent plus petit que le budget actuel. Et tandis que M. Bratiano se pavane dans la luxurieuse station balnéaire française, et que ses lieutenants émigrent en prison pour avoir enfoncé leurs mains trop profondément dans les biens de l'Etat, les percepteurs d'impôts vendent les derniers objets et instruments restés non vendus dans les isbas paysannes. On signale des actes sauvages de la part de ces percepteurs qui, en certains endroits, ont vendu même les portes et les fenêtres des maisons des paysans. D'autre part, on signale des actes de résistance de la part des paysans allant jusqu'à prendre les formes de rébellions.

Mais cette volonté de résister et de passer à l'offensive, qui se manifeste au sein de la paysannerie, rencontre de la part des chefs nationaux-tsaranistes une peur d'action qui frise la trahison. Ils ont d'abord leurré les paysans en leur disant qu'à Alba-Iulia on allait renverser le régime. On connaît comment ils ont retenu et désarmé politiquement les masses prêtes à Alba-Iulia à marcher sur Bucarest. Ils ont détourné alors le coup en concentrant les espérances des masses en le « contre-parlement » de Bucarest. Or, voilà que la session de ce parlement a eu lieu sans que personne s'en aperçoive. Ils ont espéré qu'ils empêcheraient le gouverne-

ment Bratiano à rester au pouvoir en empêchant les arrangements avec les financiers étrangers quant à la stabilisation et aux emprunts. Mais le gouvernement libéral est resté. Et maintenant, les nationaux-tsaranistes s'emparent de la famine. Mais tout ce qu'ils veulent, c'est seulement battre monnaie de cette malheureuse situation, pour mettre le gouvernement et la Régence sous pression et les amener à un compromis sur le dos des masses.

C'est seulement l'action des masses elles-mêmes qui pourra détourner les conséquences terribles de la famine de cette année. Organiser des Comités de Paysans, qui se rassembleront ensuite dans un Congrès Général pour élaborer un programme de lutte, voilà la tâche de l'heure présente. Annulation des dettes des paysans, secours suffisants de la part de l'Etat pour sauver des centaines de milliers de paysans de la mort par la famine, répartition de ces secours par les Comités des Paysans et non pas par les organes de l'Etat (type panama pétrolier), annuler les impôts dus par les paysans, imposer, pour pouvoir faire face à la situation catastrophale, le capital et les bénéfices des capitalistes; confisquer en faveur des affamés les richesses amassées par les hommes politiques et par les hauts fonctionnaires de l'Etat par le trafic de leurs situation et le vol des biens du peuple; amnistie pour tous les ouvriers et paysans condamnés pour des «crimes» politiques, agraires et militaires, et, comme garantie pour la réalisation de ce programme, et en même temps comme sa condition préalable: *un gouvernement ouvrier et paysan*. — voilà ce que les paysans affamés et leurs vrais amis doivent écrire sur leur drapeau de la lutte.

I. Mateescu

Documents bessarabiens

Bien nombreux sont les documents parvenus à la connaissance du monde sur le martyre du peuple bessarabien. Si nous nous arrêtons à nouveau, aujourd'hui, sur ce chapitre, nous le faisons parce que d'une part les documents que nous allons reproduire confirment ceux déjà connus, et d'autre part parce que ces documents nouveaux prouvent que le régime de l'oligarchie roumaine dans cette malheureuse province n'a point changé depuis dix années.

On connaît le cas du commandant militaire de Kotin (Bessarabie du Nord), qui avait obligé les habitants de la ville placée sous son commandement d'ôter leurs chapeaux et de saluer avec la plus grande soumission, lorsqu'ils passaient devant son képi planté sur un pieu au centre de la ville. Le «Dreptatea», dernièrement, s'est occupée des nouvelles ignominies des gendarmes et des autorités de Bessarabie, et a confirmé l'authenticité du cas de Kotin, porté depuis longtemps d'ailleurs à la connaissance publique par les émigrés bessarabiens.

«Dans le district du Kotin, écrit le «Dreptatea», un officier avait planté son képi sur un pieu et avait obligé la population de la ville à saluer le képi. Ceci s'est passé il y a dix ans. Le cas avait fait le tour du monde. Il a été confirmé aussi par une commission d'enquête dont le rapport a été publié dans la presse étrangère.

Il y a dix ans...

Or, tout récemment, M. Th. Iacobescu, ancien député de Cetatea-Alba, vient de dénoncer dans une requête adressée au premier procureur du tribunal de Cetatea-Alba, des faits qui, dans la dixième année de l'occupation de la Bessarabie, tiennent digne compagnie au képi de Kotin.

«Dans la commune d'Acmanghit, dénonce M. Iacobescu, le paysan Vasile Lavreca, ancien maire du village, a été arrêté par le chef du poste de gendarmerie et terriblement battu, parce qu'il avait protesté contre l'arrestation de son fils Constantin âgé de 16 ans et contre les traitements subis par lui. Le chef de poste l'avait attelé à un tonneau de 600 litres d'eau et l'avait menacé de le fusiller, s'il ne tirait pas le tonneau. Témoins: Iacov Lisetski, Anna Rudenko, Timofei Bacunin, Miran Sliusarenco et Vera Teacenco, de Acmanghit.

Et... le paysan Vasile Lavreca a été déféré au Parquet, avec tout un dossier, pour «complot contre la sûreté de l'Etat».

Après avoir dénoncé ce cas d'emploi par les gendarmes d'un jeune garçon comme bête de somme, M. Iacobescu porte à la connaissance du premier procureur d'autres cas de tortures, dont citons le suivant:

«Les nommés Gavril Secara et Maria Secara ont été battus par les gendarmes de Sagani, qui les ont forcés à leur baiser les pieds. Témoins: Ivan T. Ciumarenco (Zeleari), Spiridon D. Stotni de Acmanghit, Chiril Doga et Iustina Doga (Sărăria) et Michel N. Gavrilenco (Sagani)».

Et enfin, détachons de la longue série de cas dénoncés par M. Iacobescu le suivant encore:

«Le chef du poste de gendarmerie de Sagani a arrêté le nommé Vasile Lebedenco, lui a introduit dans la bouche le canon de son fusil et l'a menacé de le fusiller parce qu'il est tsaraniste.»

*

L'«Adeverul» du 11 juillet publie de M. Halippa, chef du Parti National-Paysan de Bessarabie et un des promoteurs de l'«Union» de la Bessarabie avec la Roumanie, une interview dont nous reproduisons ce qui suit:

«... Dans l'Etat nouveau, la Bessarabie a eu à supporter beaucoup de maux, ce qui justifie qu'elle déplore l'acte du 27 novembre 1918 (l'«Union») ...»

Et plus loin:

«Le mal, d'après moi, réside en ceci, qu'aujourd'hui les neuf postes de préfets en Bessarabie sont occupés par des «regatsens» (c'est-à-dire par des personnes envoyées de l'Ancien-Royaume), les neuf administrateurs financiers sont des regatsens, les neuf inspecteurs d'écoles sont aussi des regatsens, les directeurs des écoles et les dirigeants de toutes les institutions de l'Etat sont tous des regatsens... Tout cela est sur le point de faire naître un courant de résistance de la part de ceux injustement écartés de la direction des affaires publiques. C'est alors seulement qu'on pourrait à juste titre dire que nous avons un régionalisme bessarabien.»

Nous retenons ce qui précède, sauf l'observation qu'un régionalisme bessarabien *pourrait* bien naître, que donc à présent il elle n'existerait pas. La phraséologie pseudo-radical de M. Halippa est elle-même une preuve de l'existence du régionalisme, car c'est sous la pression de ce courant d'opinion publique régionaliste que M. Halippa est acculé à donner des interviews comme celle dont nous avons reproduit des fragments. D'ailleurs, Tatar-Bunar a porté à la connaissance de tous l'existence et la virulence du régionalisme en Bessarabie.

Delablj

Un nouveau procès politique monstre en Roumanie

Le 10 septembre commencera à Cluj (Transylvanie) le procès politique dans lequel figurent comme accusés près de cent ouvriers et intellectuels. Y sont impliqués aussi bien des personnes accusées de «bolchévisme» que des personnes qui n'ont jamais été membres du Parti Communiste et qui n'ont été contraintes à se réfugier dans l'illégalité que par la terreur — tel M. Koloman Müller, président des Syndicats Unitaires et socialiste «centriste» bien connu.

Même des membres des partis adversaires du Parti Communiste se sont vu entraînés devant le Conseil de Guerre de la capitale transylvaine, tel M. Nicolas Marian, secrétaire-général des Syndicats Unitaires et membre du Parti Socialiste des Ouvriers désigné par les communistes comme «nouvelle édition du Parti Social-Démocrate». En plus, sont impliqués dans ce procès monstre et monstrueux, à peu près tous les dirigeants des Syndicats Unitaires de Transylvanie, les dirigeants des Comités de Secours aux Victimes de la Terreur, les dirigeants du Secours Ouvrier International, qui compte parmi ses membres des personnalités bourgeoises aussi, etc., etc.

L'accusation principale consiste dans le fait d'avoir reçu des livres et publications de l'étranger édités par le «Neuer Deutscher Verlag», — ce qui est qualifié dans l'acte d'accusation comme une «liaison secrète avec une organisation communiste étrangère pour la réalisation de la révolution communiste en Roumanie». En réalité, toutes ces publications et tous ces livres peuvent être trouvés dans les vitrines des grandes librairies bucarestois (dans les conseils d'administration desquelles siègent d'ailleurs M. Vintila Bratiano et ses plus proches amis).

Mais le but non-avoué de ce procès monstre n'est point de «combattre le danger bolchéviste». Il est en réalité: la destruction, l'étouffement du mouvement ouvrier comme tel en Transylvanie. On poursuit la dissolution des Syndicats Unitaires sur la base du verdict qu'on a déjà préparé dans les cabinets noirs de la Sigourantsa.

Contre cet attentat projeté, nous élevons notre protestation la plus énergique et indignée et invitons toutes les organisations démocratiques et progressistes de l'Europe, à élever de leurs côtés leurs protestations. Il faut empêcher l'anéantissement du mouvement syndical de Roumanie et l'égolement de l'action de secours aux victimes de la Terreur.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS ÜBER DIE BALKAN-FÖDERATION

Dr. Johannes Werthauer

Geboren 1866 in Kur-Hessen. Studierte Jura und Nationalökonomie. Dann Anwalt in Berlin. Bereits vorher hatte er aus Anlaß eingehender sozialer Studien ein Werk über das Invaliditäts-Versicherungs-Gesetz erscheinen lassen, dem zahlreiche Werke aus dem juristisch-philosophischen Gebiete folgten. Dieselben wurden ergänzt durch Abhandlungen in Journalen, insbesondere wissenschaftlichen Wochenschriften.

Justizrat Dr. Werthauer nahm als Vortragender an zahlreichen wissenschaftlichen Kongressen teil, machte auch speziell zur juristisch-strafrechtlichen Forschung Reisen durch fast ganz Europa und nach Amerika.

Auf dem Balkan möchten sich einzelne Länder zur Vernichtung oder Unterdrückung anderer Länder, und innerhalb von Ländern einzelne Personen zur Vernichtung und Unterdrückung anderer Personen am liebsten fortgesetzt anschicken. Darin besteht das Balkan-Unglück, das ein Spiegelbild des europäischen Unglücks überhaupt ist.

Die Ursachen dieses Zustandes liegen in beiden Fällen in den Folgen historischer Eroberungen, welche von den Zeiten der Völkerwanderung ab barbarische Siegervölker in kultiviertere Gegenden zur Unterdrückung der Ureinwohner geführt haben.

Eine Abhilfe dieses Unglücks läßt sich nach meiner Ansicht erst in Hunderten von Jahren erwarten, wenn jeder einzelne Mensch Träger der Volksüberzeugung ist, daß die Gewalt einen tierischen Rest der Menschheitsentwicklung darstellt, der durch das gleiche Recht alles dessen, was Menschenantlitz trägt, besiegt werden muß.

Es fragt sich, was zur Herbeiführung dieses Zustandes auf dem Balkan und in Europa erstrebt werden soll, damit die jetzige Generation nicht nur mit der Hoffnung auf bessere Zeiten abgespeist wird. Auch hierfür ergibt sich die Antwort: Es muß alles das aufhören, was auf dem Erobererrecht der eingebrochenen Horden basiert. Dies ist die restlose Abschaffung des Häuptling- oder Königtums auf dem Balkan sowohl als in Europa. Es ist die restlose Beseiti-

gung des Landeroberertums der Großagrarien. Es muß ferner die Zurückdrängung der Kirchen auf das Gebiet des Privatglaubens restlos erfolgen.

Es ist die Heilighaltung des Lebens durch die Abschaffung der Todesstrafe, der Folter, der Tortur, jeden Angriffs auf die körperliche Integrität auch des letzten Volksgenossen. Es ist die Verbreitung der Erkenntnis, daß es in Wirklichkeit weder auf dem Balkan noch in Europa verschiedene Rassen gibt, von denen eine die andere unterdrücken muß, sondern nur verschiedene Nuancen innerhalb der Bevölkerungsteile, die einander lieben und bei etwas Kultur sich einander erziehen und bessern können.

Es muß deshalb systematisch auf eine Zurückdrängung jeder trennenden Grenze durch gemeinsame Wirtschaftsgesetzgebung, Zollgesetzgebung und kultivierende Behandlung gedrängt werden. Es muß der Mazedonier in Bulgarien sich genau so heimatvoll, geachtet und geehrt fühlen wie der Bulgare in Rumänien.

Sämtliche unnatürlichen Grenzen müssen aufgelöst werden in durch die Verwaltung sich als praktisch ergebende Verwaltungsbezirke. Ein einziges Parlament für den Balkan genügt, in welchem trotz aller Gegensätze die einzelnen Parteien für das Wohl der Gesamtheit und jedes einzelnen tätig sind.

Ein Krieg im wahrhaftigsten Sinne muß angesagt werden gegen jede Dynastie, Diktatur, gegen jeden Machthaber, der abweichend von der parlamentarischen Volksüberzeugung — seine eigenen Rezepte mittels Gewalt durchführen will. Die Türen der Gefängnisse und Zuchthäuser müssen gelockert und schließlich freigemacht werden. Es muß, wie Professor Lessing in Nr. 77 der »Balkan-Föderation« richtig ausführt, das Nationale, das Konfessionelle, das wirtschaftlich Trennende beseitigt werden, denn alles dies sind nur Hilfsmittel barbarischen Gewalt-Eroberertums. Es muß die Freiheit und Gleichheit, die Gleichberechtigung des einzelnen im nur wirtschaftlich geordneten Gesamtbezirke des Balkan erstrebt und soweit als möglich im kleinen gefördert werden.

Dr. Johannes Werthauer

Das „bolschewistische Komplott“ von Durazzo

Vor zwei Monaten entdeckte die Polizei Ahmed Zogus irgend ein gegen das Leben des Diktators des albanischen Volkes gerichtetes »Komplott«. Nach der Entdeckung des »Komplottes« wurde gegen zwei mazedonische, seit dem Staatsstreich in Sofia, vom 9. Juni in Albanien lebende Arbeiter und einige Albaner aus Cossovo und Albanien ein Prozeß angestrengt. Obwohl das »Komplott« undurchgeführt blieb, verurteilte das Gericht die beiden Mazedonier: Denko Abadjieff und Todor Valkanoff, sowie einen Albaner aus Cossovo, den Lehrer Ibrahim Arapi aus Durazzo zum Tode. Einige Tage nach der Urteilsverkündung wurden die Verurteilten hingerichtet.

Ahmed Zogu wollte dieses »Komplott« sowie die andren ebenfalls durch ihn in den verschiedenen Städten Albaniens, wie Koritza Kavaya usw., ausnützen, um den verstärkten Terror, welchen er gegenüber den Gegnern seiner Diktatur und dem ganzen albanischen Volke anwendet, zu rechtfertigen.

Zu gleicher Zeit wollte er dieses »Komplott« sowie die anderen »Komplotte« ausnützen, um sich seinen Gebietern, dem englischen und italienischen Imperialismus als

ein sicherer Hüter ihrer Interessen darzustellen, der mit größter Grausamkeit die »bolschewistischen Instrumente« verfolgt.

Seine Presse, seine Telegraphenagentur, seine Minister, seine Gesandten im Auslande, die italienische Presse wie die faschistische und reaktionäre Presse Englands und der anderen Länder trompeteten aus, daß das Komplott von Durazzo von dem »Balkan-Föderationskomitee« organisiert worden wäre.

Die drei zum Tode Verurteilten wurden hingerichtet, obwohl ihre Schuld nicht erwiesen werden konnte; sie wurden für nicht existierende Verbrechen verurteilt und hingerichtet.

Wir wundern uns nicht über diese Handlungsweise eines Tyrannen, welcher den Beispielen seiner älteren Brüder: Mussolini, Primo de Rivera, Horthy, der bulgarischen Militärliga, der serbischen Weißen Hand, der griechischen Faust, der rumanischen Siguranza folgt. Was Ahmed Zogu aus Durazzo gemacht hat, was er in Koritza, Kavaya und anderswo zu tun beabsichtigt, daß hat sich schon einige Male in seinem Paschalik wiederholt, das trägt sich in Italien, Spanien, Ungarn, Bulgarien, Jugoslawien, Griechenland und Rumänien alle Tage zu.

An dieser Stelle wollen wir die unsinnigen und verleumderischen Anklagen aufdecken, welche sein Gericht, seine Presse und seine Auslandsvertreter im Einklang mit der Presse seiner Beherrscher, sowie der Faschisten aller Länder, einschließlich der mazedonischen Faschisten der Zeitung »La Macédoine« gegen die »Balkan-Föderation« und gegen alle national-revolutionären Organisationen, welche für die Föderation der freien Balkanvölker kämpfen: die ORIM (Vereinigte), das Albanische Nationale Befreiungskomitee und das Revolutionäre Komitee von Kosovo erhoben haben.

Wir halten es für überflüssig zu erwähnen, daß die »Balkan-Föderation« und die national-revolutionären Organisationen für den Sturz der gegenwärtig auf dem Balkan bestehenden tyrannischen Regierungen und die Errichtung einer demokratischen Föderation freier Balkanvölker, aber nicht für Attentate und Komplote, sondern für den revolutionären Massenkampf der geknechteten Völker und unterdrückten Klassen des Balkans sind.

Angesichts des bei dieser Gelegenheit gegen uns geführten Feldzuges halten wir es jedoch für notwendig zu erklären, daß die *Balkan-Föderation, die National-revolutionären Organisationen, welche für eine Föderative Balkanrepublik*

kämpfen, nichts gemein haben mit dem »Komplott« von Koritza, Kavaya und anderen Gebieten Albanien.

Die zum Tode verurteilten und hingerichteten Mazedonier und der albanische Lehrer, welche die Opfer eines blutigen Regimes sind, standen niemals zur »Balkan-Föderation« in Beziehungen und waren niemals Mitglieder irgendwelcher oben genannten Balkanorganisationen.

Dies ist unsere Antwort auf den Feldzug, welcher seit knapp zwei Monaten gegen uns geführt wird und man muß hinzufügen, welchem sich freiwillig die Agenten Mussolinis und Volkoffs, die Zeitungen »La Macédoine« aus Genf und andere mazedonische faschistische Blätter zugesellten.

Wir sagen diesen Verrätern an der mazedonischen Sache und ihren Henkern, diesen Verkauften, diesen ewig Käuflichen, daß die Organisierung von Attentaten ihr Geschäft ist: sie organisierten und vollführten Komplote gegen das Leben der aufrechtsten Söhne Mazedoniens, gegen verdienstvolle mazedonische Kämpfer und gegen die Freiheit Mazedoniens, um schließlich zum Komplott gegen T. Alexandroff zu gelangen und dieses System durch die Ermordung Protogeroffs und einer großen Anzahl von dessen Freunden fortzusetzen.

Die Redaktion

Skanderbeg III, alias Ahmed Zogu

Die letzten Depeschen aus Tirana bringen uns die Nachricht, daß die albanische Republik in ein Königreich umgewandelt wird und ihr Präsident Achmed Zogu sich, nach der Art Napoleons III unter dem Titel Skanderbeg III, zum König ausrufen läßt. Es ist kaum nötig, jenen, welche aus nächster Nähe den Ereignissen in Albanien folgten, zu sagen, daß das albanische Volk an dieser, von Rom arrangierten und in Tirana in Szene gesetzten Farce, keine wie immer geartete Rolle spielt. Uebrigens bleibt Achmed Zogu seinen gewohnten Taten treu: Dank Pasitsch wurde er Präsident der albanischen Republik im Jahre 1925, wird er heute durch die Gnade Mussolinis — König von Albanien.

Der zügellose Ehrgeiz Achmed Zogus kam dem albanischen Volke teuer zu stehen. Dieses mußte alle, von Achmed Zogu seit seiner Präsidentschaft im Parlamente bis zur Königskrone bekleideten Würden bezahlen. Um davon eine genaue Idee zu haben, müssen wir nur die hauptsächlichsten Artikel, der bis heute aufgelaufenen Spesenliste, aufzählen:

Es ist allgemein bekannt, wie der 1924 von dem Volke vertriebene Achmed Zogu, am Ende des gleichen Jahres nach Albanien zurückkehrte. Dies geschah dank einer regelrechten fremden Invasion. Pasitsch lieferte mit Zustimmung des faschistischen Italiens, und unter dem Beistand des konservativen Englands, das nötige Geld und organisierte auf serbischem Gebiet, das mit serbischen Kanonen ausgerüstete und aus russischen Wrangeloffizieren zusammengesetzte Invasionsheer. An der Spitze dieser Armee marschiert Achmed Zogu in Tirana ein, bemächtigt sich der Macht und läßt sich, — erste Etappe zur Königskrone, — zum Präsidenten der albanischen Republik ausrufen. Es ist bekannt, wie er diese erste Etappe der Erhebung bezahlte. An Jugoslawien überließ er die schon Albanien zugesprochenen Gebiete von St. Naum und Vermoche, an England die Petroleumkonzession, dem faschistischen Italien überließ er die Konzession der sogenannten Nationalbank, welche Albanien unter die wirtschaftliche und finanzielle Kontrolle der Italiener brachte. Das war aber nur der Anfang der Tragödie des albanischen Volkes. Um sich die Macht zu erhalten, mußte Achmed Zogu von Zeit zu Zeit unheilvolle Konzessionen machen; im Jahre 1926 war es der Vertrag von Tirana, welcher Albanien de facto unter italienische politische Kontrolle stellte; im Jahre 1927 war es der Bündnisvertrag, welcher Albanien unter die italienische Militärkontrolle brachte. So verlor Albanien unter der Schreckensherrschaft Achmed Zogus faktisch seine Unabhängigkeit und fiel auf das Niveau eines Vasallenstaates herab. Für die, dem italienischen Imperialismus geleisteten Dienste, bot Mussolini Achmed Zogu, die Königskrone seines albanischen Vasallenstaates an.

Aber Mussolini wollte nicht nur die, in der Vergangenheit geleisteten Dienste belohnen. Er erwartet noch andere in der Zukunft und hat gewisse Maßnahmen getroffen, um sich deren zu versichern. Nach unseren Nachrichten sind die Konzessionen, welche sich Mussolini für die Zukunft sicherte, folgende: die Zollunion, die systematische Kolonisation der fruchtbaren albanischen Ebenen durch faschistische Kolonisten wie in Tripolis, die Italianisierung des Unterreiches in Albanien, die Seebasis in Valona und militärische

Stützpunkte in den verschiedenen strategischen Punkten Albanien.

So wurde Albanien endlich unter der Königsherrschaft Achmed Zogus ein zweites italienisches Somaliland.

Wer ist für diese Verbrechen verantwortlich, welche das albanische Volk um seine Unabhängigkeit gebracht haben und mit der vollständigen Knechtschaft, zu Gunsten des italienischen Imperialismus, endigen wird?

Ohne Zweifel, nicht das albanische Volk. Dieses gab schon im Jahre 1924 seinen Willen kund, als es Achmed Zogu verjagte, als es sich, mit der Waffe in der Hand, seiner Rückkehr entgegenstellte und sich im Jahre 1926, gegen ihn erhob. Es wird sich niemals mit dem Terror und dem antinationalen Regime Achmed Zogus und seiner feudalen Beys zufrieden geben. Das albanische Volk ist keineswegs für die Wahl Achmed Zogus zum Präsidenten der Republik, noch für seine Königskrönung verantwortlich, denn die beiden Versammlungen, welche ihn zum Präsidenten und zum König ausgerufen hatten, waren aus direkt von ihm ernannten, und nicht von dem albanischen Volke erwählten Leuten zusammengesetzt. Achmed Zogu wurde dem albanischen Volke mit roher Gewalt, erst durch Jugoslawien, später durch Mussolini, von Anfang bis zum Ende durch England, aufgezwungen. Diese sind die wahrhaften Urheber dieser Verbrechen, Verbrechen, welche Jugoslawien so teuer wie sein Opfer Albanien zahlen wird. Die Nettunoabkommen, welche eben in der Skupschtina ratifiziert wurden, sind nur der Anfang der serbischen Sühne.

Skanderbeg III ist nicht nur eine Plage für sein eigenes Land, sondern auch vor Allem für Jugoslawien, und im allgemeinen für die ganze Balkanhalbinsel. Er ist das Symbol der Fremdherrschaft, welche alle Völker des Balkans bedroht. Gegen diese Gefahr und die Kriege welche daraus entstehen können, gibt es nur einen Weg des Heils: das ist die Föderation der Balkanvölker und der gemeinsame Kampf gegen den Imperialismus und die Reaktion. In diesem Kampfe wird das albanische Volk seine Pflicht zu erfüllen wissen. Es erwartet nur den geeigneten Augenblick, um sich gegen seine feudalen Unterdrücker im Inneren und den faschistischen Imperialismus und die internationale Reaktion im Auslande zu erheben.

Genf, den 29. August 1928

Fan S. Noli

Morbus Venizelos

Athen und Piräus werden von Fieber geschüttelt. Tausende von Kranken stöhnen unter der Gewalt einer tückischen Krankheit. Eine furchtbarere Krankheit aber hat die griechische Republik erfaßt. Wer wird sie heilen? Wer rettet die Republik vor den »Republikanern«? Den »geretteten« Staat vor seinen Rettern? Der Morbus Venizelos grassiert und fordert Opfer um Opfer, eine wahre Epidemie parlamentarischer Diktatur! Wenn die Wölfe demokratisch heulen, wenn Schakale sich republikanisch gebärden, dann steht das Unheil vor den Toren.

Venizelos hat gründliche Arbeit getan. Gestützt auf das Schwert seiner Faktoren hat er republikanische Wahlen kommandiert. Elephteros rief und sie kamen! Die Gummi-

kugeln folgten dem Lauf der Kugeln aus Blei und Stahl. Ja, es waren Faktorenwahlen, — Khakiwahlen wie noch nie! Die politisierenden Säbel zeichneten den Weg der Politik. Die Proporzwahlen wichen der Mehrheitswahl, die Mehrheit aber wurde kommandiert. Unter dem Druck der Bajonette, unter der Pression der Gewalt entschied das griechische Volk für »Vater Venizelos«.

Die kühne Geste Elephteros des Großen, der Arbeiterführer auf die Inseln sandte, den Gefangenen auf Fort Izzedin aber in Freiheit setzte, war ein Symbol. »Bonaparte« ins Parlament, die aufrechten Parlamentarier in den Kerker!

Das Kabinett der Mitte hatte gute Vorarbeit geleistet. Venizelos mußte nur vollenden, was die schwankenden Mannen des juste milieu und ihre Nachfolger begannen. Die Arbeiter sind niedergeschlagen, »gesetzlich« geknebelt, und über der Leiche der Demokratie schallt der Donnerruf entfesselter Faktoren: »Es lebe die parlamentarische Diktatur«.

Pangalos hatte alle Ursache, verzweifelt gegen das griechische Volk zum Revolver zu greifen, er hat nur als Farce wiederholt, was er einst als Tragödie begonnen. Ein Größerer hat ihm den Rang abgelassen. Hat Pangalos die Verfassung außer Kraft gesetzt, offen und brutal die Rechtsgarantien abgeschafft, Venizelos traf es noch besser. Er vergewaltigte die Verfassung. Er fügte zum brutalen Terror den Hohn der »Legalität«. Er hat die »Mehrheit«. Er führt die stärkste parlamentarische Partei. Er hat Griechenland eingesargt »im Namen des Gesetzes«. Die Beamten bekamen Zulagen, die Flüchtlinge Versprechungen, die politisierenden Säbel — die Gewalt. Ein parlamentarischer Bonapartismus ganz eigener Art regiert. Venizelos hat sich selbst übertroffen. Er dekretierte die Wahlgemeinschaft hadender Fraktionen. Er zwang den genialen Vater verpakter Gelegenheiten, Kafandaris, aus der von ihm geführten Partei. Er zwang den anglophilen Michalakopoulos zur französischen Linie zurück. Er kommandierte die demokratische »Republikanische Union« zur Union mit bonapartistischen Hauden. Er ging noch weiter. Er schlug die Partei der »freien Meinung« aufs Haupt. Metaxas ist so schwer geschlagen, daß er selbst den Rücktritt aus dem politischen Leben erwägt. Er wurde wahrhaftig zurückgetreten durch die Stiefel der siegreichen Soldateska. Vergebens hat er »Diplomatie« getrieben und sein monarchistisches Programm zurückgestellt. Ein »neuer Monarchismus« wirft ihn aus dem Sattel, das Selbstherrschertum des parlamentarischen Diktators. 20 Legitimisten intransigent Observanz wurden geduldet. Selbst Tsaldaris durfte gewählt werden. Großmütig verzichtet Venizelos darauf, seine legitimistischen Gegner aus dem Parlamente »herauszukugeln«.

Die Verfassung ist nur ein unbedeutender Faktor im hohen Spiele des alten Diplomaten. Er duldet eine Rechtsopposition, weil sie für ihn ungefährlich ist. Er duldet das Gekeife des intransigenten Legitimismus, weil kein Tsaldaris die neue »Ordnung« bedroht, die neue »Verfassung«. Die Faktoren sind die Verfassung, die ungeschriebene, aber um so wirksamere »magna charta« des hellenischen Volkes. Um so seltsamer wirkt es, daß die Führer der C. G. T. überhaupt daran denken konnten, mit Venizelos ein Wahlabkommen zu schließen. Am Ende waren sie durch die Verhandlungen kompromittiert und hatten zum Schaden noch den Spott. Venizelos braucht keine »Arbeiterleutnants« für seine neue Linie, ihm genügen die wirklichen Offiziere zur Lösung aller sozialen Fragen. Sein Allheilmittel ist die militärische Gewalt. Wie haben die Seinen in den Tabakdistrikten gehaust. Wählerversammlungen wurden verboten, Arbeiterführer verschickt, Flugblätter konfisziert — das Resultat — ein Wahlsieg des Venizelismus.

Ein Sieg der Republik? Nein, der Begriff der Volkssouveränität wurde mit Füßen getreten, die Rechtsgarantien vernichtet. Die Kammer »bekennt« sich bloß zur Verfassung. Aber es ist das Lippenbekenntnis eines Häretikers. Die Kammer glaubt nicht an die Demokratie, sie glaubt nicht an das hellenische Volk, denn — sie ist nicht sein Ausdruck. Unsichtbar regiert im »republikanisch befestigten Staate« die Gewalt der politisierenden Generäle, — das ist die neue Rechtsordnung, die wahre Charte der Republik.

Wann wird das griechische Volk eine neue Rechtsordnung aufrichten, in dem die Demokratie nicht zur Phrase erniedrigt, die werktätigen Massen ernsthaft entscheiden? Morbus Venizelos, wann wird dieses Fieber ausgerast haben? Wann kommt der kundige Arzt, der eine verfehlte Konstitution wieder heilt? Es gibt nur einen Arzt, die Erhebung der breiten Massen. Nur die Revolution befreit uns vor dem gefährlichen Morbus Venizelos.

Melingos

Stephan Radić

Belgrad, Ende August.

Stephan Radić, der Begründer und Führer der Kroatischen Bauernpartei, ist als Opfer jenes furchtbaren, großserbischen Attentates und Blutbades vom 20. Juni, in der Skupschtina, am 8. August, im Alter von 57 Jahren gestorben.

Seine große politische Bedeutung beginnt erst in den Nachkriegsjahren, als er seiner Partei, die er im Dezember 1904 gegründet hatte, einen republikanischen Charakter verlieh und am 3. Februar 1919 durch das Plenum der Partei den Beschluß faßte, an die Friedenskonferenz in Paris ein Memorandum zu schicken, in welchem er das Selbstbestimmungsrecht für das kroatische Volk forderte. Durch diesen Beschluß negierte Radić die formelle Sanktion des Vereinigungsaktes vom 1. Dezember 1918. Stephan Radić wurde wegen seiner politischen Tätigkeit am 25. März 1919 verhaftet und erst am 17. Februar 1920 freigelassen. Nach einigen Wochen, am 22. März wurde er neuerlich verhaftet und blieb bis zum 28. November, da am Wahltag für die Konstituante eine Amnestie gegeben wurde, in Haft. In der Zwischenzeit wurden mehrere tausend Unterschriften für das Memorandum illegal gesammelt, welches sodann nach Paris abgeschickt wurde.

Die politische Tätigkeit Stephan Radić in der Nachkriegszeit ist voll von Sprüngen und Gegensätzen, Kompromissen und Vereinbarungen, Fehlern und Sensationen. Ohne Zweifel ein guter Psychologe des Milieus welchem er entstammte, ein vorzüglicher Redner, reich an Kultur, hoch intelligent und impulsiv, blieb Stephan Radić der Führer der kroatischen Bauernbewegung, der Führer von ungeheurer Popularität und Autorität, trotz aller Fehler, die er begangen hatte, trotz aller Sprünge, die er gewagt.

Er blieb es, weil er seinen Bauern und dem Volke Gutes wünschte, weil sein Ziel und Ideal war: den kroatischen Bauern vor Allem ein besseres Leben auf politischem, wirtschaftlichem und kulturellem Gebiete zu ermöglichen.

Stephan Radić gedachte seine Ideen, sein Ziel und Programm nicht auf revolutionärem Wege zu erreichen. Er glaubte, daß er durch Verhandlungen und Nachgiebigkeit, von den großserbischen Hegemonisten allmählich Forderung um Forderung erobern werde. Seine Kapitulation und das Aufgeben der republikanischen Prinzipien, nach seiner Rückkehr aus dem Auslande, wobei er bei dieser Gelegenheit London, Moskau und Wien besuchte, beweisen, daß, obwohl er sich formell der Moskauer Bauerninternationale anschloß, London, und der Einfluß seiner englischen Berater am maßgebendsten waren. Auf die Obznana (Ausnahmeverordnung, die 1925 die damalige Regierung Pasic-Pribitchevic gegen die Kroatische Republikanische Bauernpartei anwandte und ihre 67 Mandate annullierte) antwortete Radić mit der Annahme der Bedingungen, die ihr Belgrad diktierte: er akzeptierte ferner die zentralistische Vidovdan-Verfassung und die Monarchie, durch die bekannte Deklaration, die sein Neffe, der ermordete Pavle Radić in der Skupschtina vorlas. Er wechselte den Namen seiner Partei, indem er das Wort »republikanisch« wegstrich und trat einige Wochen später, im Jahre 1925, selbst in die Regierung Pasic ein.

Dieser Umschwung in der gesamten Politik Stephan Radić ließ in den Reihen seiner Anhänger sehr tiefe Spuren zurück. Es war unerklärlich, wohin der neue Kurs seiner Politik führen werde, und trotzdem sich Radić direkt in das großserbische Joch einspannen ließ, konnte er ihnen nicht helfen. Bereits während der Februarwahlen 1927 erhielt er die Antwort auf seine Politik, als Zehntausende seiner Anhänger sich fernhielten.

Da er einsah, daß die Aktivität der großserbischen Diktatur immer rücksichtsloser wurde, je nachgiebiger er war, (schwankend und zu Kompromissen bereit,) und die Gefahr, daß die Massen ihm den Rücken kehren könnten, drohend vor ihm aufstieg, kehrte Stephan Radić enttäuscht in die Opposition zurück.

Der Kampf den Radić durch das Parlament gegen die großserbische Hegemonie und die Reaktion begann, war seinem Wesen nach der Kampf für die Gleichberechtigung der Kroaten im gemeinsamen Staate. In dem Augenblicke, da die serbischen herrschenden Parteien Pribicevic nicht mehr brauchten, bilden Radić und Pribicevic, bis dahin zwei unversöhnliche Gegner, von zwei ganz verschiedenartigen Konzeptionen der »jenseitigen Front« im Parlamente ausgehend, durch die Umstände gezwungen einen parlamentarischen Oppositionsblock, unter dem Namen: Bäuerlich-demokratische Koalition.

Die Opposition, die Radić gemeinsam mit Pribicevic führte, schuf den Machthabern Schwierigkeiten auf dem

Wege zur offenen Diktatur. Radic und Pribicevic sahen ein, daß der großserbische Zentralismus, aus den »jenseitigen« Gebieten großserbische Kolonien schuf. Daher sehen wir noch im zehnten Jahre des gemeinsamen Staates, die ungelöste Steuer-, Agrar-, Gesetzgebungs- und Nationalitätenfrage.

In dem Augenblicke, als sie diese von ihrem Standpunkte aus großen Fragen aufrollten und ihre Lösung auf parlamentarischem Wege versuchten, antworteten die großserbischen Machthaber mit jenem Blutbad in der Skupschtina, um die Führung der Bäuerlich-demokratischen Koalition zu köpfen.

Stephan Radic fiel als letztes Opfer jenes Wahnsinns. Von der höchsten Stelle, von welcher er erwartete, daß man ihm mit Verständnis der Sachlage im Lande antworten werde, erlebte er, schwer verwundet, Enttäuschungen. Seine Forderung nach Auflösung der Skupschtina und die Ausschreibung von Neuwahlen wurde selbstverständlich nicht angenommen, da die eigenen Interessen den großserbischen, herrschenden Parteien näher stehen, als die brennenden Fragen, die heute oder morgen schicksalsschwer für die Existenz des Staates sein könnten.

Stephan Radic ist gestorben und königlich bestattet worden. Die kroatischen Bauernmassen überschwemmt am Tage der Beisetzung Zagreb, um ihrem toten Führer, der langsam wieder auf den Weg des offenen Kampfes für die Freiheit Kroatiens und der übrigen Gebiete zurückkehrte, die letzte Ehre zu erweisen. Sie kamen, um zugleich ihre Einheit und Bereitschaft zum Kampfe für ihre Rechte zu manifestieren und neue Instruktionen für den Kampf zu erhalten.

Die neue Führung der bäuerlich-demokratischen Koalition, mit Dr. Macek, dem formellen Nachfolger Stephan Radic, Pribicevic und Trumbic an der Spitze, gaben der Masse nichts mit, als den Appel für die Aufrechterhaltung der »Ruhe und Ordnung« und »volles Vertrauen in die Führung«. Die Massen nahmen diese »Direktiven« unzufrieden und mit finsterner Stirn entgegen, denn der Druck der Unzufriedenheit und der Empörung, den sie fühlen, läßt sich nicht bändigen durch Stillschweigen. Sie fordern eine lebendige Führung und den Kampf, sie fordern das Bündnis mit der Arbeiterschaft, mit der städtischen Armut und der fortschrittlichen Intelligenz; sie wollen das Bündnis mit den serbischen Bauern und den übrigen unterdrückten Nationen. All dies kann nicht durch Stillschweigen und Abwarten der Führung erreicht werden.

Das beste und würdigste Denkmal der kroatischen Bauernmassen für ihren ermordeten Führer wird jenes sein, wenn sie die Politik der Schwankungen aufgeben und einen energischen Kampf zum Sturze des großserbischen Unterdrückungsregimes aufnehmen, um die Macht der Werktätigen in Stadt und Land aufzubauen.

Dimitrije Jovanović

Quo vadis Dr. Maček?

Mit dem Tode Stefan Radic ist auf den Vizepräsidenten der H.S.S. (Kroatische Bauernpartei), vielleicht die schwierigste Aufgabe, die ein kroatischer Politiker im letzten Jahrhundert zu lösen hatte, übergegangen.

Heute befindet sich das kroatische Volk am entscheidenden Wendepunkte der Ereignisse, welche für lange Zeit sein Schicksal beeinflussen, die Richtung seiner weiteren Entwicklung, den Tag seines Sieges oder seiner Niederlage bezeichnen wird.

Nach der politischen Lage und wirtschaftlichen Entwicklung, nach den Umständen, welche durch die außerhalb des Innenlebens einer nationalen und politischen Einheit stehenden Faktoren bedingt sind, tauchen in gewissen Zeitabständen, ähnlich wie wirtschaftliche Krisenjahre, solche einschneidende politische Wendepunkte auf.

Solche Wendepunkte hat das kroatische Volk mehrere erlebt, so z. B. 1848, 1918 und jetzt, 1928. Im Jahre 1848 verursachte Banus Jelacic die Niederlage, im Jahre 1918 die kroatische Intelligenz und ihr Führer Dr. Ante Trumbic. Niemand zweifelt an dem guten Willen dieser politischen Führer, die kroatische Frage im Sinne der Wünsche und Bestrebungen ihres Volkes zu lösen, aber der falsche Weg und die schlechten politischen Mittel, mit welchen sie zu ihrem Ziele gelangen wollten, haben den gewünschten Erfolg vereitelt und das Volk anstatt in die Freiheit, in noch ärgere Knechtschaft gebracht.

Der Fehler des Banus Jelacic brachte uns den kaiserlichen Absolutismus, die Germanisierung Bachs, den verhängnisvollen Ausgleich mit Ungarn. Dieser Fehler hat

Oesterreich-Ungarn die Unterdrückung und Ausbeutung des kroatischen Volkes für weitere sieben Dezennien ermöglicht.

Was aber uns der falsche politische Weg des Dr. Ante Trumbic gebracht hat, das haben wir alle, Dr. Macek auch höchstpersönlich, an unserem Leibe gespürt, das spüren wir seit zehn Jahren, jeden Tag. Diesen Anschauungsunterricht hat das kroatische Volk wie kein anderes erlebt; wohin führt der falsche politische Weg und die schlecht angewandten politischen Mittel, wenn sich auch die führenden politischen Männer mit den besten und edelsten Absichten tragen, daß sie dem Wohl ihres Volkes dienen und wenn sie in diesem schönen Traume für ihre Idee viel leiden und opfern.

Daß die Herren der damaligen politischen Lage und die Träger der politischen Faktoren in beiden Fällen, 1848 und 1918, Männer mit den besten Absichten waren, daß sie nach der geschehenen Tat ihr Unrecht eingesehen haben, daß sich Banus Jelacic enttäuscht aus dem politischen Leben zurückgezogen und aus Gram über den begangenen Fehler gestorben ist, daß Dr. Ante Trumbic im Jahre 1928 wieder gutzumachen trachtete, was er im Jahre 1918 verursacht hat, dies alles nützt sehr wenig, weil das Gesetz der »versäumten Gelegenheiten« und die politische Entwicklung kein Mitleid kennen.

Dr. Vlatko Macek hat eine ungeheure und unabschätzbare Erbschaft von Stephan Radic — das Vertrauen der kroatischen Bauern — übernommen. Ohne Zweifel hat dies Dr. Macek am besten selbst empfunden, als er vom Balkon des Bauernheimes vor dem noch frischen Sarge seines Meisters einen Nachruf sprach und eine unübersehbare Menge der Bauern, aus allen kroatischen Gauen und Dörfern vor sich sah, alle tief und fest entschlossen. Der neue Führer mußte damals empfunden haben, daß seine neue Aufgabe zu gleicher Zeit leicht und schwer ist. Leicht mit diesen Anhängern, schwer mit solchen Gegnern, wenn er einen falschen Weg einschlägt. Der Sieg wird leicht sein, wenn man in den Kampf energisch, ernst, entschlossen, rücksichtslos geht, die Niederlage wird schwer und entscheidend sein, wenn die Führung unentschlossen und zögernd bleibt. **Der jetzige Moment verlangt Aktion, verlangt ganze Männer.**

Wir nehmen ohne Weiteres an, daß Dr. Macek guten Glauben und festen Willen hat, ohne Seitenwege zum großen Ziele zu kommen, das Werk der hundertjährigen Befreiungskämpfe zu krönen, das Ideal seines Volkes: ein freies und unabhängiges Kroatien zu verwirklichen.

Aber wir fürchten, daß Dr. Macek dem Einfluß seiner neuen Verbündeten unterliegen wird, daß er den Fehler seiner Vorgänger in der Führung der nationalen Sache in den vorangegangenen Epochen (1848 und 1918) begehen wird und, daß er in der Verwirklichung seines Zieles den falschen Weg einschlagen und untaugliche, schlechte Mittel anwenden wird.

Uns ist der Gedanke fern, Dr. Macek Feigheit, Unsicherheit oder irgendeine Schwäche vorzuwerfen, aber einige Symptome bestätigen leider unsere Vermutung.

Das Ziel nach dem Dr. Macek, und mit ihm das ganze kroatische Volk strebt, steht außerhalb der Diskussion. Es war auch der Gedanke der Führung der H.S.S. richtig, alle Parteien und Gruppen, die nach demselben Ziele streben, zum Beitritt und zum gemeinsamen Kampfe aufzufordern.

Dr. Macek hat richtig und rechtzeitig auch die Gefahr des Beitrittes verschiedener heterogener Gruppen erkannt und deswegen hat er sich veranlaßt gesehen, in einer Erklärung der Parteileitung zu betonen, die Koalition der Parteien und Gruppen bildet man deswegen, damit die Parteien und Gruppen durch die gegenseitige Unterstützung stärker werden und nicht, daß sie sich in Anbetracht des Enderfolges schwächen, mit anderen Worten, die Koalition der Parteien darf nicht zur Vernichtung des Hauptzieles jeder Parteibildung führen.

Die Theorie des politischen Lebens erlaubt keinen Widerspruch an diesen Ausführungen Dr. Macek's, aber die Praxis der S.D.K. (Bäuerliche demokratische Koalition) hebt tatsächlich die Grundsätze, zu welchen sich Dr. Macek und die H.S.S. sonst bekennt, auf.

Was geht jetzt im kroatischen politischen Leben vor? Bemerken wir Anzeichen irgend einer Aktion? Oder die Spuren einer Organisation des aktiven Kampfes? Nichts von alledem!

Die S.D.K. begnügt sich mit Absendung von Memoranden, von Delegationen und platonischen Erklärungen, um die »Weltmeinung« zu informieren.

Dr. Macek kennt sehr gut die Geschichte seines Volkes und die traurige Seite des auf Abwege gekommenen Starcevicanismus, da für lange Zeit die kroatische Politik der verschiedenen Fraktionen der Rechtspartei darin

bestand, Memoranden, Resolutionen, Huldigungs- und Parlamentsadressen zu beschließen, feurige Reden und sentimentale weindurstige Trinksprüche von Stapel zu lassen. Diese fahle und leere Politik hat auch verhängnisvolle Früchte getragen, welche uns die kroatische Parlamentsgeschichte aus den Jahren 1868—1918 auf jeder Seite blutig verzeichnet. Gerade als eine Gegenwehr wider diese Politik hat Stephan Radic im Jahre 1904 seine Partei gegründet — und unter seinen ersten und seltenen bürgerlichen Anhängern, finden wir auch den ehrenvollen Namen des Dr. Macek.

Wir möchten nicht wünschen, daß gerade jetzt im entscheidenden Momente Dr. Macek den Kampfmethoden der alten Rechtsparteiler erliegt oder besser gesagt seinen jetzigen Verbündeten der H. F. S. S. (Kroatische Föderalistische Bauernpartei) in welcher die Reste aller Fraktionen der Rechtspartei jetzt versammelt sind und gegen welche gerade die H. S. S. gegründet war.

Ein guter Kenner der politischen Geschichte seines Volkes wie Dr. Macek, ist bestimmt sicher und vollkommen davon überzeugt, daß dieser Weg nicht zum Ziele führt, daß er in der Vergangenheit zu nichts geführt hat und daß er in der gegenwärtigen rechtlosen Satrapie nicht nur nichts taugt, sondern daß solche politischen Mittel die Träger einer solchen Politik in den Augen der Gewalthaber lächerlich, vor den Augen der Außenwelt naiv machen. Der einzige mögliche Effekt einer solchen Politik ist die Irreführung der breiten Bauernmassen und Einlullen der revolutionären Volksstimmung.

Wenn man schon nicht die gemeinsamen Arbeitsmethoden sieht, vielleicht ist das Ziel der Koalitionsparteien einheitlich? Auch davon ist keine Rede. Der wichtigste Faktor in der S. D. K. (Bäuerlich-demokratische Koalition) sind jedenfalls Svetozar Pribitschevitch und seine Anhänger. Und wer sind diese? Die reaktionärsten Elemente im politischen Leben in SHS, das sind jene Sturmtruppen der jugoslawischen Faschisten, die berüchtigten Orjunaleute, welche das kroatische Volk zur Zeit der republikanischen und sozialen Bewegung von Stephan Radic im Jahre 1918—1925 in guter Erinnerung hat. Tausende und Abertausende Bauern- und Arbeiterheime wurden infolge der »patriotischen Dienstleistungen« der faschistischen Jugend in Schwarz gehüllt. Das waren jene Staatsorgane, denen die »geheimen Kräfte«, die praktische Anwendung des Gesetzes über den Schutz des Staates anvertraut haben. Es ist hier nicht Platz, daß wir über die verbrecherischen Taten dieser Bande ein Wort verlieren, aber leider müssen wir feststellen, daß diese Bande, ein Geisteskind von Svetozar Pribitschevitch ist und seine Leibgarde zur Zeit seiner treuen Dienstleistung für Zentralismus, Hegemonismus und Reaktion war.

Will Svetozar Pribitschevitch wirklich »Freiheit und Unabhängigkeit aller politisch-historischen Individualitäten«? Ja, darüber sagt uns Dr. Macek nichts. Svetozar Pribitschevitch aber polemisiert noch immer mit der Belgrader Regierungspresse und plädiert für die einzig mögliche Lösung — wie er meint — für »eine neutrale Regierung und freie Wahlen.«

Wir wollen die politische Klugheit des Dr. Macek nicht unterschätzen und deswegen sind wir überzeugt, daß auch er nicht an solche Lösungsmöglichkeiten glaubt, erstens, weil in diesem Lande keine freien Wahlen stattfinden können, zweitens, weil es an der objektiven Möglichkeit fehlt, eine wirkliche neutrale Regierung zu bilden.

Herr Svetozar Pribitschevitch hat in diesem Lande mehrere Male Wahlen durchgeführt, so z. B. 1920, 1923, 1925, und weiß aus Erfahrung, was für eine Wahlfreiheit exi-

stierte, wie man in Mazedonien, Montenegro, Bosnien und Herzegovina »frei« wählt. Wo sind die Vertreter der Mazedonier und Ungarn? Dr. Macek weiß ganz gut, wie der Versuch der H. S. S., die im Jahre 1927 eigene Kandidaten in Mazedonien aufgestellt hat, weil dies die außerhalb des Gesetzes stehenden Mazedonier nicht tun könnten, gescheitert ist, und wie dabei die königlichen Minister, der jetzt verstorbene Pavle Radic und Ing. Koschutitsch, welche die Polizei kurzer Hand aus dem Gebiete entfernt hat, dabei zu Schaden gekommen sind.

Glaubt vielleicht jetzt Dr. Macek an die Möglichkeit der freien Wahlen? Nur eine entfernte Gefahr, daß die Obstruktion H. S. S. im Parlamente die Macht der serbischen Hegemonisten schwächen könnte, hat die beiderseitigen Großparteien, Radikale und Demokraten vereinigt, so daß die bisherigen Todfeinde Davidovitsch und Vukitschevitch eine »feste Burg« zur Verteidigung ihrer bevorrechteten Lage bilden konnten. Gibt es vielleicht Symptome die eine Auflösung dieser »festen Burg« in der Richtung der »Lockerung der hegemonistischen und zentralistischen Fesseln« deuten? Das glaubt weder Svetozar Pribitschevitch noch weniger Dr. Macek. Wohin steuert der Führer der H. S. S.? Erwartet er die Hilfe aus Berlin oder Genf? Stören ihn in der Aktion seine Verbündeten? Wir haben Gründe dies anzunehmen. Dieser Tage veröffentlichte die kroatische bürgerliche Presse eine kurze Notiz, daß in der letzten Vorstandssitzung der S. D. K. über die Eingabe des Republikanischen Arbeiter- und Bauernbundes, die im Sinne der Aufforderung der S. D. K. zur gemeinsamen Mitarbeit aller Parteien und Gruppen im Kampfe für Freiheit und Unabhängigkeit ihren Beitritt in die S. D. K. angemeldet hatten, durch den Exekutivsausschuß der S. D. K. zur Tagesordnung übergegangen wurde.

Die Belgrader Regierung antwortete auf diesen Beschluß der S. D. K. mit Einsperrung der Arbeiter und Arbeiterführer, mit Verfolgungen und Untersuchungen in Arbeiterheimen und Organisationen, mit der Einstellung der Arbeiterpresse. Die Regierung will offenkundig den einzigen richtigen und wirkungsvollen Verbündeten der kroatischen Bauern entzweifeln und zur Aktion unfähig machen; dann wird die Regierung sehr leicht die Tätigkeit der Vertrauensmännerversammlungen der S. D. K. verhindern. In diesem Sinne wurde die Gendarmerie in den kroatischen Gebieten verstärkt, Ueberwachungen der Einzelnen sind an der Tagesordnung. Die Steuern werden aus Furcht, daß die Bauern die Steuerzahlung einstellen könnten, mit Gewalt eingetrieben. Leben wir nicht im Zeichen der berüchtigten »Obznana«? Wartete Dr. Macek noch auf »freie Wahlen«?

Deswegen fragen wir, ob der Beschluß des Exekutivsausschusses dem Willen und den Bedürfnissen der kroatischen Bauern entspricht, oder ob er den Vertretern des jugoslawischen, faschistischen, streitbaren Nationalismus näher steht?

Die Führung der H. S. S. befindet sich auf falschem Wege, und auf diesem Wege und mit diesen politischen Mitteln werden sie das Befreiungswerk des kroatischen Volkes vernichten.

Wenn Dr. Macek so leichten Herzens den einzigen wirkungsvollen Verbündeten, die organisierte Arbeiterschaft, fallen läßt, und wenn er in seiner Tätigkeit auf einstimmige Beschlüsse seiner Verbündeten in der S. D. K. wartet, dann werden wir im Jahre 1928 dasselbe erleben, was wir im Jahre 1848 und 1918 erlebt haben. Die H. S. S. wird ihre historische Aufgabe versäumen. Quo vadis Dr. Macek?

Krešimir Ivačić

Ein Aufruf des Zentral-Komités der ORIM UNIFIÉE

Die mazedonischen Zeitungen veröffentlichen einen Aufruf des Zentral-Komités der ORIM UNIFIÉE, welchen wir in Anbetracht seiner Bedeutung und Aktualität, nachstehend vollständig wiedergeben:

An das geknechtete mazedonische Volk und die mazedonischen Emigranten

Mazedonier!

Von neuem fließt in Bulgarien mazedonisches Blut! Von neuem fallen in den Straßen Sofias und im Petritscher Bezirk die Köpfe der Mazedonier!

Ist es notwendig zu fragen, wer die Mörder der Mazedonier sind? Ist es notwendig zu fragen, welche Verbrecherhand, welches von Blut triefende Gewissen beschlossen hat, der Welt ein neues, den mazedonischen Namen und seine Ehre beschämendes Schauspiel zu bieten?

Jeder weiß, wer die Mörder sein können, welche es sind. Jeder weiß, wer die von der Faschistenmacht, welche augenblicklich in Bulgarien wütet, bevorzugten Geschöpfe sind. Jeder weiß, wer diese gedungenen Henker sind, welche in Sofia und im Petritscher Bezirk, mitten am Tage, offen ihre Waffen zeigen und ihre Revolver und Dolche gegen Mazedonier und Bulgaren erheben. Jeder weiß, daß es stets dieselbe verbrecherische Maffia ist, welche seit fünf Jahren stets von neuem versucht, mit dem Revolverlauf den Mund

der Mazedonier zu schließen, ihre Gedanken und ihren Willen zu lähmen, welche mit tierischer Wut die mazedonische Bevölkerung aus Petritsch und die mazedonische Emigration in Bulgarien mißhandelt und tötet. Jeder weiß, daß es dieselben Söldlinge, die vom Ausland gedungenen Geschöpfe sind, welche die überwiegende Mehrheit des mazedonischen Volkes in Bulgarien als Verräter bezeichnet, und im Laufe dieser letzten Jahre mit Revolver und Dolch mehr als tausend, der mazedonischen Sache ergebene Mazedonier feige getötet haben.

Wir erröten vor Scham bei der Nennung dieser unwürdigen Geschöpfe. Welcher Mazedonier kann bei dem Gedanken kalt bleiben, daß diese Mafia gekaufter Mörder versucht, ihre nichtswürdigen Verbrechen unter dem für das mazedonische Volk heiligsten Namen, unter dem Namen der Inneren Mazedonischen Revolutionären Organisation der Deltseff, Grueff, Pere Toscheff und der ganzen Plejade, der, einem reinen und hohen Ideal zustrebenden mazedonischen Revolutionäre, zu decken?

Gestern tötete Ivan Mikhaïloff Protogeroff, weil der Letztere vor vier Jahren Todor Alexandroff getötet hatte. Morgen werden die Freunde Protogeroffs aus ähnlichen Gründen Ivan Mikhaïloff töten. Und das wird so fort dauern. Diese Mafia begann mit dem Brudermord und wird mit Brudermord enden.

Aber der Zerfall im Schoße dieser Bande ist vollständig. Sie wird unter dem Gewicht, der von ihr aufgehäuften Verbrechen und des Verrates sterben.

Durch den vollständigen Zusammenbruch, der in Mazedonien für Rechnung des Auslandes und durch fremden Einfluß begangenen provokatorischen Handlungen, brachte sich diese Bande in den Augen der mazedonischen Bevölkerung selbst in Mißkredit, und die wenigen Mazedonier, welche sie noch trotz allem als eine mazedonische Organisation betrachteten, wurden endlich aufgeklärt.

Auf mazedonischem Gebiete erlitt diese Bande die vollkommenste Niederlage. Die mazedonischen Massen erkannten gar wohl, daß es sich hier um eine neue Form des provokatorischen Verkhovismus von ehemals handelte, welcher den Unglücksweg Mazedoniens vorbereitet hatte. Der Unterstützung des mazedonischen Volkes beraubt, vom mazedonischen Volke verachtet, ging diese »Organisation« dem Zerfall entgegen. Die Argumente der Gewalt, des Parabellums, zu welchem sie stets Zuflucht nahm, da sie glaubte darin einen Lebensfaktor zu finden, wurden durch die Logik der Sachen selbst ein Faktor ihres physischen Todes.

Die bulgarischen Faschisten und Radaupatrioten, die geistigen Väter dieser Mafia, welche ihnen die Waffen in die Hand drückten gegen — alle, die ehrenhaft in der mazedonischen Bewegung wirkten, dieselben, welche ihre Bestechlichkeit und Demoralisierung ermutigt, stossen heute hysterische Schreie aus, daß die Morde aufhören müssen. Diese traurigen Figuren und einige Mazedonier gleichen Schlages aus Sofia, senden heute in ihrer Verwirrung Appell auf Appell an die Mazedonier in Bulgarien, in welchen sie sie ermahnen, an den Kämpfen der beiden faschistischen mazedonischen Lager nicht teilzunehmen, da sie, wie sie sagen, nicht darüber urteilen könnten. . . . Nach ihnen, sollten die mazedonischen Massen die Ketten der blutigen

Vormundschaft ohne zu murren tragen und mit verschränkten Armen den Ausgang des Kampfes erwarten.

Nein! Die Pflicht der Mazedonier in Bulgarien ist nicht zu schweigen und zuzuwarten!

Die Mazedonier wissen sehr gut, daß der Kampf zwischen den beiden faschistischen Lagern nicht für eine neue heilbringende Orientierung der mazedonischen Freiheitsbewegung, sondern nur darum geführt wird, um ganz einfach die Leitung der faschistischen ORIM, die blutige Diktatur über das körperliche und geistige Leben der Mazedonier, aus Petritsch und aus dem übrigen Bulgarien, an sich zu raffen.

Die Mazedonier werden in diesen Kämpfen weder für die einen noch für die andere Partei nehmen, sie werden jedoch einen energischen Kampf gegen die einen wie die anderen führen, um die Ketten der blutigen Vormundschaft zu brechen und endlich ihre Freiheit zu erobern. Hoch und mutig werden sie verkünden, daß die Befreiung Mazedoniens keinswegs durch Maffias und Banditenwesen, sondern durch das Werk des ganzen mazedonischen Volkes, das Ergebnis einer Volksbewegung, des Massenkampfes mit klar bestimmten Wegen und Zielen, und einer edlen und erhabenen revolutionären Moral, sein wird.

Mazedonier!

Dieser Tage sind fünfundzwanzig Jahre seit dem Illindenauftand, diesem großartigen volkstümlichen Heldenepos vergangen, welches der ganzen Welt gezeigt hat, daß wir ein der Freiheit würdiges Heldenvolk sind. Dieses Heldenlied bleibt stets unser Stolz. Ein Volk, welches einen solchen Massenaufstand, eine Revolution wie die von Illinden vollbringen konnte, wird heute in sich selbst die nötigen Kräfte zur Eroberung seiner Freiheit finden. Illinden zeigte uns den einzigen zur Freiheit führenden Weg: den Massenkampf, den Massenaufstand.

Es ist ein Symptom, daß anläßlich des 25. Jahrestages der großen mazedonischen Revolution, die von Söldlingen gebildete faschistische Mafia, welche sich den geheiligten Namen der ORIM Deltseffs aneignete, unter dessen Fahne sich dieses mazedonische volkstümliche Heldenepos erfüllte, unter der Last ihrer Verbrechen zusammenbricht. Dies ist das Zeichen einer neuen Aera, einer Aera des Aufbaues und des Wachstums einer wahren national-revolutionären Bewegung. Die Parolen sind gegeben, die Basis ist gelegt, die Fahne entfaltet. Es ist die reine revolutionäre Fahne der ORIM (UNIFIÉE), welche allein die Ideen und Ideale von Illinden trägt, unter welcher sich alle ehrlichen Mazedonier und reinen Revolutionäre sammeln. So wird das um seine volkstümliche revolutionäre Organisation gescharte mazedonische Volk mit vollem Bewußtsein des bevorstehenden schweren Kampfes, gestützt auf den granitnen Bund aller revolutionären Kräfte des Balkans, mit Ausdauer und Kühnheit dem neuen Illinden, dem siegreichen Illinden entgegengehen, die Ketten seiner Knechtschaft brechen und seine Freiheit erobern.

Es lebe die Mazedonische Revolution!

Es lebe das unabhängige Mazedonien und die Balkan-Föderation!

August 1928

Zentral Comité der ORIM
(UNIFIÉE)

Ein Aufruf der serbischen kommunistischen Studenten gegen den Terror in-Mazedonien

Die serbischen kommunistischen Studenten in Belgrad haben folgenden Aufruf veröffentlicht:

Mazedonien ist im geographischen, ethnographischen und volkswirtschaftlichen Sinne eine Einheit, welche zusammen 2.300.000 Einwohner zählt und unter den Balkanstaaten Serbien, Bulgarien und Griechenland verteilt ist. (Zuerst im Jahre 1913 nach dem Balkankriege und definitiv im Jahre 1918.). Bei der Teilung Mazedoniens wurden diese Staaten nicht durch nationale oder ethnographische Grundsätze geleitet, sondern sie haben die Teilung nach ihrer militärischen Stärke durchgeführt. So ist Serbien der größere Teil Mazedoniens zugefallen. Dieser Teil, der jetzt der Anteil des Königreiches SHS ist, stellt ein Mosaik von Nationen dar, unter denen die Serben eine verschwindende Minderheit sind. Die blutige Erfahrung hat die Völker Mazedoniens gelehrt, daß sie ihre vollständige nationale Freiheit nicht erlangen können, solange über sie die heutigen Balkanstaaten herrschen. Seit damals formiert sich unter den Massen die mazedonische Ideologie, mit der Bestrebung der Schaffung eines vollkommen einheitlichen und unabhängigen Mazedonien, in welchem alle Nationalitäten die vollkommene Gleichberechtigung erlangen können. Ueber diese Tatsache sind sich die serbischen Gewalthaber im Reinen, des-

wegen haben sie die gewaltsame Serbisierung der nicht-serbischen Völker unternommen. Die Methoden, die sie dabei anwenden, sind solche, die nicht einmal die türkische feudale Regierung verwendete. Die serbischen Kapitalisten und Bankiers, unter der Führung der militaristischen Hofkamarilla, betrachten Mazedonien als eigene Kolonie, aus welcher sie die größten Vorteile herauszuziehen trachten und dabei das Land in kultureller Verwahrlosung lassen, welche in diesen Gebieten seit einigen Jahrhunderten herrschte.

Das volkswirtschaftliche Niveau Mazedoniens ist sehr niedrig. Die Haupterwerbszweige sind Landwirtschaft, Viehzucht und etwas primitive Gewerbe in den Städten. Die Produktionsmittel sind sehr rückständig, so daß in vielen Orten Mazedoniens noch jetzt mit Holzpfügen geackert wird. Die serbische Bourgeoisie bemüht sich kaum, das kulturelle und wirtschaftliche Niveau Mazedoniens zu heben. Die Wege und Eisenbahnen werden nicht gebaut, mit Ausnahme derjenigen, die für strategische Zwecke dienen.

Mazedonien, durch unnatürliche Teilung zerstückelt und von anderen Provinzen, die mit ihm eine wirtschaftliche Einheit

bilden abgeschnitten, hat die Möglichkeit des Güteraustausches verloren und deswegen gehen einige Gebiete allmählich zu Grunde.

Die Kreditpolitik Jugoslawiens wird so geführt, daß in erster Reihe die serbischen Kapitalisten und Bankiers bevorzugt werden. Mazedonien ist in der Kreditpolitik vollständig vernachlässigt. So sind z. B. in Skopje, das ein Verwaltungs- und militärisches Zentrum darstellt, mit Hilfe von Staatsdarlehen viele Gebäude errichtet worden, aber diese befinden sich nicht in den Händen der Einheimischen, sondern sind Eigentum der serbischen Beamten und der Staatsbehörden.

Tabakproduktion und Opium sind zwei wichtige Erwerbszweige in Mazedonien. Durch Staatsmonopole verhindert, können sie nur in geringem Maße ausgenutzt werden. So lange Mazedonien wirtschaftlich so vernachlässigt wird, können die Kapitalisten auf alle mögliche Art schröpfen. Die ökonomische Lage der mazedonischen Bevölkerung ist traurig. Der mazedonische Bauer wird von allen Seiten ausgenutzt. Als Tabakproduzent wird er von dem Staatsmonopole ausgebeutet, das ihm für ein Kilo Tabak drei bis zwölf Dinar zahlt, obwohl der Staat denselben Tabak um zweihundert bis dreihundert Dinar für ein Kilo verkauft. Eine fünfköpfige Familie kann im Jahre nicht mehr als 700 bis 800 Kilo Tabak herstellen. Alle fünf Sklaven bekommen für ihre jährliche Arbeitsleistung nicht mehr als 10.000 Dinar. In der Nationalversammlung wurden mehrere Male ungeheure Anklagen gegen diese Ausbeutung erhoben, aber alles vergebens. Ähnlich ist es auch mit anderen landwirtschaftlichen Produkten, welche verschleudert werden müssen.

Andererseits ist der mazedonische Bauer mit hohen Steuern belastet. Es ist eine bekannte Tatsache, daß Serbien die niedrigste Steuer zahlt und die anderen Provinzen weit höhere. Mazedonien zählt zu den Gebieten, die die höchsten Steuern leisten. Außer diesen Staats-, Gemeinde- und anderen Steuern ist der mazedonische Bauer mit speziellen Steuern, in der Form der polizeilichen Erpressungen belastet. Polizeibeamte bereichern sich auf solche Art, daß sie unschuldige Leute anlässlich verschiedener Attentate verhaften, welche der Spionage und aller möglichen Komplote beschuldigt werden. Durch Tortur und Mordandrohung werden die Bauern gezwungen größere Lösegelder zu bezahlen, um aus dem Gefängnis entlassen zu werden. Ähnlich geht es mit den Gerichten und anderen Aemtern, mit welchen Mazedonier in Berührung kommen; dort ist das Bestechungssystem eingeführt, so daß dies eine ständige Steuer für Mazedonien darstellt.

Die Arbeiterschaft in Mazedonien befindet sich in trauriger Lage, bedeutend ärger als in anderen Provinzen Jugoslawiens. Vor zwei Jahren ist eine Zuschrift in einem Arbeiterblatte erschienen, in welcher behauptet wird, daß die Arbeiter in Prilep, von Seiten der Monopolverwaltung als *Zugvieh* für das Ziehen des Pfluges verwendet werden. Diese Tatsache allein, die bis jetzt nicht dementiert wurde, genügt, um die Lage der mazedonischen Arbeiterschaft, die ärger ist als die der Sklaven des Altertums, in's hellste Licht zu rücken.

Um diese intensive Ausbeutung des Volkes in Mazedonien zu ermöglichen, führte die serbische Bourgeoisie den ungeheuerlichsten Terror ein. Das Wahlrecht und die Versammlungs- und Pressefreiheit sind in Mazedonien keineswegs garantiert; von irgend einem Rechte der internationalen Minderheiten ist keine Rede, man darf sogar nicht erwähnen, daß es in Mazedonien nationale Minderheiten gibt. Die gewaltsame Serbisierung der nichtserbischen Völker wird auf brutalste Art durchgeführt. So werden die altslavischen Sitten (Slava) vernichtet, das Volk wird gezwungen die serbischen Militärkappen zu tragen, die Familiennamen werden in serbische Formen geändert, der Gebrauch der Muttersprache vor den Behörden ist verboten. Wenn auch das nicht zum Erfolge führt, dann werden die angesehenen Bürger und Intellektuellen der anderen Nationalitäten *auf tückische Art getötet*. Zum Zwecke der gewaltsamen Serbisierung werden die einheimischen Beamten in die anderen Provinzen versetzt. Auf ihre Posten kommen die Beamten aus Serbien. Während in den anderen Provinzen Jugoslawiens nationale oder Provinzparteien bestehen, so z. B. in Bosnien, Kroatien und Slovenien, wird Mazedonien nicht erlaubt, die Organisation der Mazedonier in eine selbständige *legale politische Partei* vorzunehmen. Die mohammedanische Partei «Djemiet» (Heimat) wurde in Mazedonien gewaltsam aufgelöst. Die Tatsache allein, daß bei den letzten Wahlen in die Nationalversammlung keine oppositionelle Partei ihre Wahlliste aufstellen durfte, spricht klar von den politischen Verhältnissen in dem Lande. Mit der Bestellung des Obersten Naumovitch zum Großfürsten von Skopje hat sich die Reaktion in Mazedonien verdoppelt. In einer famosen Rede anlässlich seines Amtsantrittes sagte er: »Wir leben wie im Kriege«, und tatsächlich wurde der Krieg zur Ausrottung aller, welche ihren Kopf nicht vor einer wahnwitzigen tolen Militärdiktatur beugen, organisiert.

In der Durchführung der Reaktion in Mazedonien spielen sogenannte nationale Komitees eine Rolle, welche anlässlich der Attentate von Seiten des mazedonischen Komitees in allen Ortschaften gebildet wurden. Bei diesen Attentaten steht die Weiße Hand — Militärkamarilla — an der Spitze, und in diese Komitees treten die Staatsbeamten, Polizeioffiziere, serbischen Chauvinisten ein. Sie führen Verhaftungen, Untersuchungen, Verhöre der Verhafteten durch und stellen Listen über die verdächtigen Personen auf. Deswegen wandert eine große Zahl der mazedonischen Landesbürger, um das nackte Leben zu retten, aus Mazedonien aus.

Ein großer Teil der Verantwortung für diese Lage fällt auf das mazedonische Comité, welches seine Aktion von Bulgarien aus entfaltet. Mit seinen terroristischen Einzeltaten gibt das mazedonische Comité der serbischen Reaktion in Mazedonien noch mehr Veranlassung, um die mazedonische Bevölkerung zu schlagen, zu verhaften und in Massen zu töten. Die ehemaligen nationalen Revolutionäre sind das Werkzeug in den Händen des imperialistischen Bulgariens und Italiens auf dem Balkan geworden.

Durch vielfache Dokumente wurde bewiesen, daß die Aktion des mazedonischen Komitees von der bulgarischen und italienischen Regierung finanziert wird, daß es von ihnen die Bomben und das sonstige Kriegsmaterial bekommt. Diese Leute, die eine solche verabscheuungswürdige Rolle in der Metzerei der bulgarischen Arbeiter und Bauern gespielt haben, die die Machtergreifung der faschistischen Diktatur in Bulgarien aktiv unterstützten, können niemals dem mazedonischen Volke die Freiheit bringen.

Nur organisierte Massenaktion der Arbeiter und Bauern, im Bunde mit anderen unterdrückten Völkern und Klassen Jugoslawiens und des ganzen Balkans, kann den Mazedoniern die nationale und soziale Befreiung bringen.

Das unabhängige Mazedonien im Rahmen der Balkan-Föderation ist der beste Ausweg aus der jetzigen Lage des mazedonischen Volkes. Um ein annäherndes Bild über die Schandtaten der Gewalthaber und über die Leiden des mazedonischen Volkes zu geben, wollen wir hier einige Ziffern über die mazedonischen Opfer des weißen Terrors anführen:

1. Der Studentenprozeß in Skopje: Es wurden neun Intellektuelle verurteilt auf zusammen 105 Jahre Zuchthaus.
2. Der Prozeß der kommunistischen Jugendlichen: Zwei Arbeiter verurteilt, zusammen zu 2½ Jahren Zuchthaus.
3. Prozeß in Stip, der kommunistischen Jugendlichen: fünf von ihnen verurteilt, zusammen zu 15½ Jahren Zuchthaus.
4. Prozeß in Stip, vom 11. März: Vier zum Tode, zehn zusammen zu 163 Jahren und vier Monaten Zuchthaus, verurteilt.
5. Prozeß in Bitolia, anlässlich des Attentates auf Spasojce Hadji Popovitch: fünf zum Tode verurteilt, Londreff ohne Urteil getötet, vier zu zwanzig, einer zu fünfzehn, vier zu zehn Jahren, also zusammen 135 Jahren Zuchthaus, verurteilt.
6. Prozeß in Skopje vom 30. März: Zwei verurteilt zu 15 Jahren Zuchthaus, zum Tode verurteilt zusammen elf; zu Zuchthaus verurteilt, zusammen 31.

Alles in allem 438 Jahre Zuchthaus.

In verschiedenen Gefängnissen befinden sich über 1000 Personen. Außer diesen, durch Gerichte ausgesprochenen Urteilen, gibt es eine Unzahl Morde von Seiten der Polizei und ihrer Söldlinge. Bis jetzt sind folgende Tatsachen festgestellt:

1. In Stip wurde sofort nach dem Attentate auf Kovačević, Mischa Michailoff und sein Sohn, von seiten der Banditen des Kalamatiević getötet.
2. In Guevgueli wurde der angesehene Mazedonier und redliche Bürger Gregorieff getötet.
3. In Negotin wurde vor seinem Haustor Georg Andjuscheff getötet.
4. Im Dorfe Roschden, Bezirk Kavazar luden die Gendarmen den angesehenen Rista Komitoff zu sich und versuchten ihn betrunken zu machen. Da ihnen dies nicht gelang, töteten sie ihn mit Messern, trugen den Leichnam weg und warfen ihn in den Hof seines Hauses.
5. Im Dorfe Dren wurden auf dem Wege zwei Bauern getötet.
6. Im Dorfe Civelie wurde Sava Giogieff getötet.
7. Im Dorfe Susitza wurde Done Traikoff getötet.
8. Im Dorfe Alekintze wurde Jane Stoičeff getötet. Man weiß, daß diese letzten Mordtaten das Werk von Gendarmen sind.
9. Die Gendarmen töteten Toma Kujubdjieff bei seinem Transporte aus dem Gefängnis in Strumitza.
10. Mone Germanoff, Schneider aus Stip, wurde bei der Eskortierung aus Zarevo Selo nach Stip getötet.
11. Auf dieselbe Art, wurde ein Knabe bei der Eskortierung getötet, dessen Namen wir nicht feststellen konnten.

12. In Stip wurde ein Bursche verhaftet, als er aus Bulgarien zurückgekehrt war und verschwand nach einigen Tagen. Der Bezirkshauptmann teilte seinen Eltern mit: »Er ist nicht mehr Euer Sohn, Gott soll ihm verzeihen!«

Die »Vreme« brachte die Notiz, daß in Kumanovo ein Gendarm bei der Eskortierung Sadia Sadiević tötete, weil dieser die »Flucht« zu ergreifen versuchte, obwohl der Unglückliche an den Händen gefesselt war. Der Ort, wo er getötet wurde, befindet sich einige Schritte von der Militärkaserne entfernt. Die Soldaten sahen zu, wie der Gendarm ihm die Handfesseln anlegte.

14. In Tetovo wurde der Advokat Boris Stoyanoff, Andreyćine getötet.

15. In Skopje wurde in seiner Apotheke, der Apotheker Milan Genoff getötet.

16. In dem Marktflecken Sankt Nikolaus wurde der Priester Nikola Petroff getötet.

17. In Prilep wurde der Kaufmann Ivan Boyadjieff getötet.

Außer diesen Mordtaten wurde eine Unzahl mazedonischer Bauern getötet, deren Namen wir nicht erfahren konnten.

In diesem Appell hatten wir keine Absicht, das vollständige Bild der Lage in Mazedonien zu geben. Wir wollten nur flüchtig gewisse Sachen an den Tag bringen, damit die öffentliche Meinung eine gewisse Vorstellung von all dem erhält, was in diesem unglücklichen Lande geschieht.

Wir, die wir diesen Appell an die Öffentlichkeit richten, sind keine Mazedonier; wir sind Serben, aber wir verabscheuen die Greuelthaten, welche die serbische Bourgeoisie an dem Volke begeht. Wir wünschen ausdrücklich zu betonen:

Die serbischen Arbeiter und Bauern nehmen nicht an diesen Aktionen teil und billigen nicht diese bluttrüchtige Politik ihrer Bourgeoisie, sondern führen im Gegenteil einen entscheidenden Kampf gegen die eigene Bourgeoisie zur Befreiung aller unterdrückten Nationen.

Wir Studenten richten als Ausdruck dieser Stimmung in

Jugoslawien diesen Appell an die gesamte öffentliche Meinung, damit sie ihre Stimme gegen diese Verbrechen der serbischen Bourgeoisie und der Militärmacht in Mazedonien erhebt.

In erster Reihe appellieren wir an die Arbeiterklasse der ganzen Welt, an ihre politischen und Gewerkschaftsinstitutionen, damit diese die Protestkundgebungen gegen den Terror in Mazedonien organisieren.

Wir appellieren an alle fortschrittlichen und freiheitlichen Männer aller Nationen und Klassen, damit sie in gemeinsamer Aktion die weitere Ausbeutung eines ganzen Volkes unmöglich machen.

Wir bitten alle edlen Intellektuellen der Welt, sich für das Schicksal eines Volkes, welches durch seine tausendjährigen Kämpfe für die Freiheit eine bessere Zukunft verdient hat, zu interessieren.

Zuletzt erheben wir den Appell, wenn möglich, eine neutrale Enquete von unabhängigen und objektiven Männern, welche sich an Ort und Stelle von unseren Behauptungen überzeugen können, sowie über alle anderen Tatsachen, die in der Weltpresse über die Lage in Serbisch-Mazedonien erschienen sind, zu veranstalten.

Wir verlangen von der Belgrader Regierung mit dem Terror in Mazedonien aufzuhören, den Mazedoniern die volle nationale und kulturelle Freiheit zu gewähren und eine allgemeine Amnestie für alle verhafteten Mazedonier zu geben. Wir rufen am Schlusse unseres Appells:

Es lebe das unabhängige Mazedonien!

Es lebe die K. P. J.!

Es lebe die ORIM (UNIFIÉE)!

Es lebe die Balkan-Föderation!

Es lebe das revolutionäre Bewußtsein der Arbeiter und Bauern des Balkans!

Nieder mit dem Imperialismus, nieder mit der nationalen und wirtschaftlichen Unterdrückung!

Belgrad, 1928.

Die Gruppe der kommunistischen Studenten an der Belgrader Universität.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

„Болшевишкия комплот“ в Дурацо

Преди два месеца полицията на Ахмед Зогу била открила некакъв комплот в Дурацо, организиран против живота на диктатора на албанския народ. След откритието на »комплота« — последва процес срещу двама работници македонци, живущи в Албания, след преврата от 9 юни в България, и няколко души албанци от Косово и от Албания. Макар и »комплота« да не бил усел — съда е осъдил на смърт двамата македонци: Денко Абаджиев и Тодор Вълканов и един албанец от Косово, Ибрахим Арапи, учител в Дурацо. Няколко дни след произнасянето на присъдата, осъдените са били екзекутирани.

Ахмед Зогу поиска да използва този »комплот« и последвалия го процес, както и ред други »комплоти«, организирани също тъй от него, в разни градове на Албания, като Корча, Кавая и другаде, за да оправдае засиления терор над противниците на неговата диктатура, над целия албански народ. Едновременно с това, той поиска да използва тоя и другите »комплоти« за да се представи пред своите господари, английския и италианския империализми, че е верен страж на техните интереси, че той преследва с най-голема ожесточеност »болшевишките орждия«.

Неговия печат, неговата телеграфна агенция, неговите пълномощни министри в чужбина, италианския печат, а и целия фашистки и реакционен печат в Англия и другаде, разгръбиха, че »комплота« в Дурацо бил организиран от »Комитета на Балканската Федерация«.

Осъдените трима души на смърт беха екзекутирани, макар и да не можа да се установи техната виновност, те беха осъдени и екзекутирани за мними престъпления.

Нас не ни оудва тоя начин на действие на един тиранин, който следва примерите на своите връстни братя —

Мусолини, Примо де Ривера, Хорти, българската Военна лига, сръбската Бела ръка, ромънската Сигуранца. Това което Ахмед Зогу извърши в Дурацо; това което той се готви да извърши в Корча, Кавая и другаде, това се е повтаряло много пъти в неговия пашалък, това става всеки ден в Италия, Испания, Унгария, България, Югославия, Гърция и Ромъния.

Това той ще продължава да върши, до като бъде сгромолян кървавия режим, който той е установил над албанския народ.

Тук ние искаме да изтъкнем на нелепите и клеветнически обвинения, които неговия съд, неговия печат и неговите представители, в унисон с печата на неговите господари, както и с тоя на фашистите от всички страни, включително македонските фашисти от в-к La Macédoine, отпратят против Балканска Федерация, както и против всички балкански национал-революционни организации, които се борят за Федерацията на свободните балкански народи: ВМРО Обединена, Албанския комитет за национално освобождение и Косовския революционен комитет.

Ние считаме за излишно да посочваме, че Балканска Федерация, както и балканските национал-революционни организации се борят за събарянето на съществуващите тиранически правителства на Балканите и за установяването на една демократическа Федерация на свободните балкански народи, но не чрез атентати и комплоти, а чрез масова революционна борба на потиснатите балкански народи и угнетени класи.

Но, предвид кампанията, която се води по този случай против нас, ние считаме за нужно да заявим, че Балканска Федерация и балканските национал-революционни организа-

ции, които се борят за Балканска Федеративна Република, немаат нищо общо с «комплота» в Дурацо, както и с «комплотите» в Корча, Кавая и другаде в Албания.

Осъдените на смърт и екзекутирани македонци и албанци, които са нещастни жертви на един кървав режим, не са имали никога нищо общо с Балканска Федерация и никога не са били членове на която и да е от споменатите по-горе балкански организации.

Ето нашия отговор на кампанията, която се води близо вече два месеца против нас и към която, трябва да прибавим, охотно се присъединиха македонските агенти на Мусолини

и Вълкова, вестниците La Macédoine и други македонски фашистки вестници. На тия изменници на македонския народ и негови палачи, на тия продажници, вечни продажници, ние ще кажем, че организирането на комплоти е техен занаят: те организираха комплоти и ги изпълниха против живота на доблестни македонски синове и заслужили македонски дейатели и против свободата на Македония, за да стигнат с комплота против Т. Александров и да продължат сега тая система с убийството на Протогеров и на редица негови приятели.

Редакцията

Мусолини протезира ВМРО и поддържа фашистка България

Ние указахме на резервата, която италианската фашистка преса, пълна с смущение, прояви по отношение последните кървави атентати, извършени от ВМРО. Тая резерва, ние я отдадохме на желанието на Мусолини да може да се ориентира сред двата вражески лагера, които внезапно са се нахвърлили един срещу други, с бомба и револвер в ръка. Ние забелезахме също тъй, че маневрите на Мусолини в България имат за прицелна точка по-скоро организацията на комитаджиите фашисти, отколкото Сговора, който се намира в по-тесни връзки с западните сили, вследствие крещящите нужди на правителството, дължими на економическата криза, която бушува в страната; надежди за сключването на един заем от лондонските и парижки банки; и перспективи от едно възможно облекчение на мирните договори, наложени на България, особено условията, що се отнасят до военната служба.

Но колебанията на Мусолини не продължиха много. Той реши да вземе страната на ВМРО и България, против вмешателството на Европа.

И тъй, диктатора отказа да вземе участие в недавната постъпка в София на френския и английския пълномощни министри с цел да привлекат вниманието на българското правителство «върху необходимостта от взимане на енергични мерки против македонските революционери, чиито действия могат да се отразят отатък българските граници».

Верно е, че ролята на Мусолини в някои от тия действия, бидейки известна, може да се каже, че англо-френската нота криеше в себе си и един пункт против самия шеф даже на италианското правителство. От известно време насам, Франция и Англия не падат неприятностите на Мусолини, като директния френско-английски договор, например, върху морските въоръжения, който беше съобщен на Италия едновременно с другите морски сили, без да държат сметка за самолюбието на Мусолини и въпреки неговото шумно приятелство по отношение на Англия, извън не веднаж от страна на Дучето, и вчера даже в своята последна реч върху външната политика.

Но в тоя откъз да се присъедини към френско-английската постъпка, трябва да се подчертаят дадените от Мусолини причини. Главната — такава, каквато италианския представител в София я е съобщил на г. Ляпчев — е следната:

«Италия е на мнение какво Македонската революционна организация е също тъй силна и днес, каквото тя беше и преди убийството на Протогеров».

Куриозно потвърждение, което дава да се види целия интерес, който диктатора храни по отношение на въпросната организация. Тоя интерес е почти едно свидетелство. Още по-голема изненада е факта, че Мусолини величае силата на ВМРО за да обясни неприятностите, които биха последвали за Европа, ако тя продължава да се занимава с нея. Това означава отказване от принципа, от който се е инспирирала френско-английската нота: ще рече, веднаж известна силата на тая организация, нейните действия биха се отразили отатък българските граници.

Най-сетне, не е ли странна тая преценка върху специалното положение на една организация, преценка дадена в един дипломатически документ, който има за цел да оспорва смисъла на френско-английската постъпка, целяща да нанесе удар върху независимостта на вътрешната политика на България? Изглежда наистина, че за Мусолини македонския въпрос е една чисто вътрешна българска работа.

«Италия — е казал италианския представител на правителството в София — желае да остави България свободна в избора на мерките, които тя би взела и средствата, които тя би употребила.»

Ето впрочем Мусолини защитник на българската независимост против чуждото вмешателство. Неговия либерализъм би бил за адмириране, ако той не възхваляваше «силата» на ВМРО повече от Сговора и ако италианския представител в София не би ни фиксирал повече интересния характер на тоя либерализъм. В действителност, въпросния представител официално е заявил, че «Италия нема никакво желание да препоръча на България да открие война на една организация, която има за цел спокойствието на Югославия».

В фашистката политика, както се вижда, има искреност. Мусолини признава, че нема никакво желание да вижда Югославия прибежище, което да се използва от страна на комитаджиите терористи. Ние не се съмняваме. Само че ние сме изненадани, че в надвечерието на подписването на пакта Келлог, който пакт е предназначен да постави войната «извън законите», намират се хора, които имат смелостта, в един дипломатически акт, да проповедват открито политиката на герилата, практикувана от бандите, политика, която много лесно може да доведе до една въоръжена война.

Италианския печат бързаше да възпроизведе статиите на българските вестници, особено тия на в. **Независимост**, който изказа своята благодарност на Мусолини, по случай неговото поведение.

«Мъдростта на Дучето се прояви още веднаж в защитата справедливостта и суверинитета на България. Справедливостта го изисква, щото поведението на Италия да бъде оценено на своята висота и прието с благодарност от българския народ.» Най-смешното в всичко това е, че декларацията на Мусолини, взимайки недвусмислено, като минава през главата на Софийското правителство, страната на фашистката ВМРО против друга една държава — Югославия — бе направена няколко дни след подписването, при най-горещи поздравления на международния печат, на Нетунските конвенции, което подписване изглеждаше предназначено да възстанови най-сърдечни отношения между Рим и Белград. Но истината е, че в Рим останаха не много доволни от тоя вот в Скупщината. Те възхваляха лоялността на Белградското правителство, съобщиха че си взимат бележка от неговите миралюбиви намерения, обаче останаха много оскърбени от слабото болшинство, с което конвенциите беха одобрени. Тия конвенции са същите ония стари договори между двете страни, които някои депутати от Селско-демократическата коалиция, понастоящем отцепници, беха некога препоръчали. Официоза Agenzia di Roma бърза да припомни, даже и след гласуването в Скупщината, че има елементи, които се колебаят върху приложението на тия конвенции и върху разволя на итало-югославянските отношения. «Гласуването в Скупщината се извърши при огъществието на една от най-големите политически партии в Югославия, а именно на тая, която упражнява най-големо влияние в зоните, където конвенциите главно ще трябва да се прилагат. . . . Сегашното вътрешно положение на кралството на СХС, оправдава резервите върху последното решение за реалната сила от гласуването в Белград.»

В заключение, не изглежда, че ратификацията на Нетунските конвенции, е дала очаквания успех за подобрене отношенията между Рим и Белград. Не е ли англо-френската постъпка, която е произвела тоя ефект? Ако се съгласим с езика на италианската преса по отношение декларацията на италианския представител в София, за да можем да си обясним причините за отказването на Мусолини да се присъедини към френско-английската нота, ще видим, че това е твърде вероятно.

Паоло Давила

Междубалканските отношения

Още веднъж се заприказва за опит на сближение между Югославия и България. Шушукането за този опит се разнесе преди Вукичевич да си подаде оставката в Белград: т. е., че българските предложения, ако такива е имало, не са могли да бъдат разглеждани от Сръбско-хърватско-словенското правителство. Вън от това, тия предложения ще да са били направени при малко изключителни условия, понеже българската дипломация, изглежда, че питаше югославянската дипломация под каква форма би могло да се изработи един компромис.

Да се поставим срещу реалностите. Недоверието, или по-добре, враждебността, които царуват между България и Югославия не са единствените фактори на смутите, които съществуват или които се появяват в юго-източна Европа. Те са сигурно най-главния елемент на пертурбациите в тази област, но има и други. В течение на няколко години Малкото съглашение бе относително солидно, т. е., че връзките между Ромъния и Югославия беха тесни. Е ли още така, след като Ромъния сключи повече или по-малко секретни договори с Италия и че тя вследствие на това може да изглежда на Белград, като една помощница на г. Мусолини? Напоследък още един малък скандал изникна по повод на една пропусната фраза в комуникето на конференцията на Малкото съглашение в Букурещ, комуникето, което засегнаше отношението с Римския кабинет.

Също така не може да се твърди, че отношенията между Гърция и Югославия са се възстановили такива, каквито беха преди 1914 г. Атинския кабинет винаги натяква на Белградския, че иска да упражни едно икономическо надмощие и, може би, политическо, над неговата собствена територия и да направи от Солун едно сръбско пристанище. Тази е причината, поради която преговорите отпочнаха между тях за улеснение сръбските съобщения с Егей не успеха. Връщането на власт на г. Венизелос ще има ли за последица едно подновяване на миналото съглашение? Мъчно може да се твърди това. Требва да се държи сметка за поведението, което Гърция ще иска да има спрямо Италия.

Най-сетне, не може да се забрави случая с Албания, която, колкото и малко и слабо населена да е, става един важен фактор в балканската и даже в европейската политика.

И така, Балканите остават по-размирни от която и да е част на Континента.

Когато се разглеждат малко по-отблизо предложенията на България към Сърбия, едно първо съображение се налага веднага, то е, че опитите за сближение не са нови. И антагонизма обаче, между Белградския и Софийския кабинети, не е нов. Той датира от сравнително старо време, защото между двете страни вече избухна една война преди 40 години и, в този момент и двете требваше да държат сметка за Турция, която владееше една голема част от полуострова. Великите сили, царска Русия и Австро-Унгария на първ план, се стараеха при това да поддържат тази вражда и въобще цела серия от подозрения.

Фердинанд Кобурготски, няколко години преди световния катаклизъм, бе начертал едно помирение с Сърбия. В 1912 г. руската дипломация, при посредството на г. Хартвиг, усеще да коалира сърби, гърци, черногорци и българи срещу Турция. Но в 1913 г. войната, и то една кървава война, отпочна между Сърбия и България, които си оспорваха Македония. Първата, с помощта на Ромъния и Гърция, победи, и Софийския кабинет требваше да подпише, с злоба в сърдцето, букурещкия договор. За да си осигури повъзможност един реванш, Софийския кабинет се присеждани в един момент в 1915 г., към Централните империи и той поверва, че има тоя реванш в 1916 г., за сметка на Сърбия, но в края на краищата се виде с една окастрена територия. И от 1919 до 1928 г. отношенията между Карагеоргиевичи и Кобурги изобщо беха лоши. Излишно е да се настоява върху този факт, нито върху мотивите на това положение.

Когато се научаваме, че г. Ляпчев, точно на годишнината на преврата от 1923 г., мисли за сближение с кралството на сърби-хървати-словенци, то, позволете, имаме право и даже дълг, да бъдем скептици.

В момента, когато г. Цанков, председателника на г. Ляпчев, извършваше държавния преврат, той изтъкваше, че Стамболийски е предателствувал с интересите на страната, преговаряйки с Белградския кабинет. Требва да се пренесем в тази епоха. Ако едрата българска буржуазия упрекуваше най-вече Стамболийски в това, че не признавал и не искал да служи на икономическите й интереси, тя обаче, се въоръжаваше срещу него и новата външна политика, която проповедваше. Впрочем, тя се опираше върху

офицерите от редовната армия и върху автономистическите шефове, които бленуваха само за реванш, за нападения и нахлувания в Сърбия. Как да се приеме, че сега кабинета на г. Ляпчев, който е поддържан от същите елементи, както този на г. Цанков преди него, и който впрочем е далеч от да се чувствава силен и стабилен, ще търси да поднови политиката на Стамболийски?

Нема да забкъснее и той на свой ред да бъде обвинен в предателство и продажност, и, следователно, да бъде изоставен и съборен от офицерите и автономистите, на които той служи за европейска фасада. Той не би могъл, вън от това, да отпочне сериозни разговори с Югославия, без да предизвика недоволството на Италия, с която несъмнено го свързват тайни ангажменти.

Карагеоргиевичевата и Кобурготската династии, военните сръбски и български котерии, могат да запазят господството си само с продължението на неприятелството между двата народа. Реалния мир ще възтържествува само в деня, когато балканските народи ще изгонят династии и олигархиите, които се противопоставят на Балканската Федерация.

Пол Луи

Балканските проблеми на Международния социалистически конгрес в Брюксел

Брюкселския конгрес требваше да се занимае с белия терор на Балканите.

Фашистката ВМРО бе осъдена от висотата на трибуната на конгреса, публично и най-тържествено.

Тази присъда бе произнесена по особената инициатива на нашия сътрудник и приятел Жан Зиромски, който, от името на целата френска делегация единодушно прочете една декларация; преди да бъде гласувана от конгреса резолюцията по политическото положение.

В тази декларация се съжелява, че отсъствието на Българската социал-демократическа партия не позволи да се причисли българското правителство между другите фашистки правителства, но тая декларация денонсира престъпните деяния на фашистката ВМРО, които се явяват като една сжънка за конституирането на Федерацията на балканските републики.

Виссен Бриол, който взе думата за да разтълкува пред конгреса резолюцията по политическото положение, посочи България като една от ония страни, в която вилнее фашизма и белия терор.

Ние считаме за свой дълг, да отправим на нашия приятел Зиромски, нашите искрени благодарности за извършения по този случай от него акт на справедливост.

Редакцията

Известно беше, че балканските проблеми ще заемат едно по-обширно място в дебатите на Международния социалистически конгрес в Брюксел. Аз се радвам, че ми се отдаде случай да мога да привлека по-обстойно вниманието на конгреса, от името на целата френска делегация, върху престъпните действия на фашистката ВМРО, които заплашват мира в Европа.

Анексионистите, които са наденали маската на «автономисти», за жалост, все още са силни в София; но, още по-лошото е това, че те се явяват инструмент в ръцете на италианския фашизъм, следователно, те са едно от оръдията на анти-югославянската политика на Мусолини. Политика на проникване в Албания, политика на хегемония в София, ето ржководните принципи на Мусолиниевата политика на Балканите.

Декларацията, която аз прочетох от името на целата френска делегация пред конгреса говори, че сегашното българско правителство, поинадно под зависимостта на тѣй наречените македонски автономисти, съставлява, както всички други балкански правителства, една сжънка за мира и за конституирането на Балканската Федерация. Удобрението, което са изказали югославянските и ромънски социалисти по отношение на тая декларация, е твърде важно, защото то значи, идеята за Балканска Федерация да бъде ярко и мощно защитавана от международния социализъм.

При това, тая идея е стара социалистическа идея.

Още преди всесветската война, Балканската Федерация се явяваше за социалистическото мнение като единствено разрешение на тѣй многобройните и сложни конфликти, които възбуждаха Балканския полуостров.

Положението и днес си остава същото. Ние ще прибавим даже, че днес Балканската Федерация е много по-належаща, отколкото когато и да било.

В тия области на централна, източна и юго-източна Европа, федеративната система е единствено възприемлива, при която ще бъдат зачитани всички национални и културни права на тѣй разнообразните и смесени помежду си населения.

Може да посочим като пример Югославия, до колко там, сегашното положение на сърби, хървати и словенци, е нестабилно, вследствие престъпленията на сръбския централизъм.

Македонския въпрос, който е ябълката на раздора между Сърбия, България и Гърция, не може да се разреши чрез ново разпокъсване на Македония. Ако някои частични поправки на нейните граници, предназначени да заличат наложените от известни стратегически съображения следи,

са необходими, то не по-малко е верно, че те ще отстъпят своето място на Федералната организация, която ще гарантира на всички балкански народи тяхното свободно развитие.

Социалистите от Литва и Полша се срещнаха в началото на тази година за да разучат заедно тръбливата проблема за Виена.

Холандските и белгийски социалисти дружно разучиха въпроса за Еско и Флесинг.

Между социалистите от Франция и Германия, съществуват най-тесни връзки, както по отношение на репарациите, тѣй и по отношение на изправането на окупираните области.

Тоя отличен метод трябва да се приложи и по отношение на Балканския полуостров. Опасностите за война се увеличават. Между Италия и Югославия инцидентите се нияжат един след друг. Всека една от великите сили следва своята лична политика чрез своите съответни клиенти. Никого Балканската Федерация не е била по-наложителна както днес: нека балканските социалисти бъдат пионерите на тоя нов ред на Балканския полуостров.

Жан Зиромски

Ролята на Балканите в европейската политика

В 1928 г., както в предвоенния период, Балканите упражняваха едно от първа и непосредствена величина действие върху европейската политика.

Да се пренесем преди 15 години назад: три велики сили се стараеха да натискат второстепенните държави от тази област: Русия, Австрия и Германия.

Царска Русия, по традиция, се стремеше да покровителствува, с цел да ги привърже към своята кауза и към своите експансионистически стремежи, всички славянски нации. Най-напред, тя наложи господството си над България, после се обърна към Сърбия. Когато Виена царува над София, Петроград управлява в Белград. В навечерието на големата война, агентите на цар Николай II бежа истински господари в кралството на Карагеоргиевичите. Панславизма оставаше двигателния принцип на Романовската дипломатия.

Австро-Унгария се стремеше към Солун и Егея. Тя бе тласкана нататък от Германия от деня, когато Бисмарк, в време на Берлинския конгрес 1878 год., бе дал подкрепата си за да окупира с военни сили Босна-Херцеговина и Ново-Пазарския Санджак. Тя се възползува в 1903 година от Младотурската революция за да си анексира Босна-Херцеговина и да върне Санджака на Турция. Тя имаше за съюзник България, чийто цар Фердинанд Кобурготски хранеше страшни амбиции. В 1913 год. тя пригърна каузата на България против Сърбия и Гърция, но тя не посме да отиде до въоръжен конфликт.

Германия упражняваше една непрекъсната интервенция в Цариград. Един от нейните генерали бе главен инструктор на отоманската армия. Берлинския кабинет господствуваше и в Букурещ, где царуваше един хохенцолерн, и се бе свързал с империята чрез един таен договор от 1883 г. Трите династии Романовци, Хохенцолери и Хабсбурги считаха повече или по-малко като свои васали царевуващите домове на Балканите. Много преди 1914 г. антагонизма между Русия и Германо-австрийския съюз бе в максимума си. По необходимост и поради играта на дипломатическите комбинации, тази противоположност в интересите и амбициите упражняваше своето влияние върху целостта на световната политика. Франция бе на страната на Русия, както впрочем и Англия от 1907 г. Но Италия поддържаше Австрия с големи резерви, защото тя бе срещнала тази сила в Албания, прогласена в независима държава през 1913 г.

Проче, световната война преобърна наопаки положение

на Балканите, като видоизмени значително структурата на самата Европа. Съветска Русия не се дезинтересира от славянския свет, но тя естествено нема никакви сношения, както с Карагеоргиевичите от Белград, така и с Кобургите от София. Австрия, намалена на една шеста от това що бе, не храни никакво желание за експансионизъм. Германия отпраща погледите си много повече на изток и към североизток, отколкото към юго-изток: т. е., че стария германославянски антагонизъм не бушува на юг от Дунав. От друга страна, Турция, която се прибира в Мала-Азия, и която не счита Цариград като столица, нема никакви основания да интервенира на Балканите. На последно място, една нова комбинация се появи на утрото след сключването на мира: Малкото съглашение, което сдружава Ромъния, некога свързана към Централните сили, Югославия, некога земя на царското влияние с Чехословакия, дунавска държава.

Борбата в юго-източна Европа е днес между Франция и Италия. Това се отрича в Рим и особено в Париж, но това е действителността.

Фашисткото правителство тури в играта си Албания, която с договорите от 1926 и 1927 г. в Тирана, превърна чисто и просто в колония; то поддържа Софийския кабинет по съображения от обща политика и защото българските официални среди не считат Нийойския договор за окончателен; то сключи съвсем напоследък една конвенция с Турция, която му гарантира най-малкото благосклонния неутралитет на Мустафа Кемал в случай на войни. Най-сетне, то сключи един договор, който може да бъде сметен твърде тесен, с Унгария, която не е балканска, но действието на която върху балканските работи може да бъде големо.

Франция разполага с едно значително влияние върху Малката ананта и особено върху Югославия, която има нужда от нейната поддръжка и за която тази поддръжка е от жизнено значение. И Англия съвсем не се дезинтересира от тази част на Континента, где нейните банкери продават твърде скъпо паричните заеми, които отпускат. Но за сега, тя е по-скоро на страната на Италия, отколкото на страната на Франция.

Заинтересованите комбинации и плячкаджийство, маневрите на тайната дипломатия, доведоха също, сменявайки протагонистите, до положение аналогично с това преди 1914 г. Балканските народи още не са разбрали, че те ще са жертвата му, ако не се съдоят с друго държавно устройство.

П. Л.

Угнетени граждани, работници и селяни!

Четете и разпространявайте

В-К „БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ“

орган на националните малцинства и потиснатите народи на Балканите

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Стјепан Радић

Стјепан Радић, оснивалац и вођа Х. С. С. умро је 8 августа као жртва оног страховитог велико српског атентата од 20 јуна.

Његов велики политички значај почиње у првим послератним годинама, када је своју странку, коју је у децембру 1904 г. основао, прогласио републиканском и 3 фебруара 1919 сазвао пленум странке на којој је решено да се Конференцији Мира у Паризу пошаље меморандум у коме се за хрватски народ тражи право самоопредељења. Самом том одлуком С. Радић негирао је формалну санкцију акта уједињења од 1 дец. 1918 г. Радић бива ради тога ухапшен 25 марта 1919 све до 17 фебруара 1920 г., 22 марта падне понова у затвор све до 28 новембра када је на дан избора за Конституанту амнестиран. За то време скупиљено је илегално бише стотина хиљада потписа за меморандум који је кришом послат у Париз.

Политички рад Стјепана Радића у послератним годинама цун је скокова и супротности, компромиса и споразума, грешака и сензација. Несумњиво добар психолог своје средине из које је поникао, одличан говорник и цун идеја, културан, високо интелегентан и импулсиван Стјепан Радић је остао вођа хрватског сељачког покрета, вођа огромне популарности и ауторитета крај свих грешака и скокова. Он је то остао, јер је добра желио своме сељаку и народу, јер му је циљ и идеал био да хрватском сељаку пре свега омогући бољи живот у политичком, економском и културном животу.

Остварење свога програма, циља и идеја Стјепан Радић није мислио револуционарним путем. Веровао је да ће путем преговора и попуштања пред великосрпским хегемонистима постепено освајати захтев за захтевом. Капитулација његова и напуштање републиканских начела, по своме повратку из иностранства, посетивши том приликом Лондон, Москву и Беч доказују, и ако је Радић био формално пришао сељачкој Интернационали у Москви, да је за њега Лондон био најмеродавнији. На Обзнару коју је Пашић-Прибићевићева влада на Х. Р. С. С. применила, анулирајући му 67 мандата, одговорио је Радић усвајањем услова које је Београд диктирао. Он је прихватио централистички Видовдански Устав и признао Монархију, познатом декларацијом коју је у име вођства странке прочитао у Скупштини Павле Радић, променио име своје странке, избацивши »републиканска« и ушао иза тога неколико месеци у саму владу.

Преокрет у целокупној политици Стјепана Радића оставио је дубоке бразде у редовима његових присталица. Он им није могао објаснити куда води нови курс његове политике, он им није могао помоћи ни најмање и ако је се упрегао директно у великосрпски јарам. Одговор на своју нову политику добио је већ на фебруарским изборима 1927 када су десетине хиљаде његових гасача апстинирале. Уви-

девши и сам да је фронт великосрпске диктатуре све безобзирнији у колико је попустљиви био колебив и спреман на компромисе, с друге стране незадовољство у масама и опасност да га масе не напусте, Радић се разочарано враћа у опозицију.

Борба коју је Радић кроз Скупштину против великосрпске хегемоније и реакције повео, сводила се на равноправност Хрвата у заједничкој држави. Радић успешније борбе, у тренутку када србијанским владајућим партијама Прибићевић није више требао, Радић и Прибићевић, дотадањи непомирљиви противници, стварају приморани околностима пречански фронт а у Скупштини парламентарни опозициони блок под именом Сељачко-Демократска Коалиција.

Опозиција коју је Радић са Привичевићем повео, стварала је властодршцима препреке на путу ка отвореној диктатури. Радић заједно са Прибићевићем осетили су да је централизам створио од пречанских покрајина великосрпске колоније. Отуда у десетој години заједничке државе нерешено питање; пореско, аграрно, законодавства и национално.

Онога часа када су они са свога становишта покренули та крупна питања и тражили решавање тих проблема парламентарним путем, одговорили су великосрпске властодршци оним крвавим атентатом у Скупштини, у циљу да обезглаве вођство С. Д. К. И као последња жртва тога безумља пао је Стјепан Радић.

На највишем места, одакле је очекивао да ће му се одговорити разумевањем односа и стања у земљи доживео је тешко рањен разочарења. Његов захтев за распуштањем Скупштине и расписивањем нових слободних избора није сасвим разумљиво уважен, јер су интереси владајућих србијанских партија пречи, од горућих питања који могу да буду данас, сутра судбоносни по опстанак државе.

Стјепан Радић је умро и краљевски сахрањен Хрватске сељачке масе поплавиле су на дан сахране Загреб, да одаду последњу пошту своме вођи који се понова полагао почео враћати на пут отворене борбе за слободу Хрватске и осталих покрајина; оне су истовремено дошле да манифестују своју једнодушност и готовост за своја права и, да добију упутства за вођење борбе.

Ново вођство С. Д. К. коме су челу Мачек, формални наследник Стјепана Радића, Прибићевић, Трумбић и др. нису масама ништа поручили осим апела на »ред и мир« и »пuno поверење у вођство«. Масе су незадовољно и намерно гођено примиле овакве »директиве«, јер притисак незадовољства и огорчења кога оне осећају неда се савладати немогуће. Оне траже живо вођство и борбу, оне траже савез са радничким, градском сиротињом и напредном интелегенцијом; оне хоће савез са србијанским сељацима и осталим потлаченим народима. А све то неда се постићи чућањем и чекањем на одлуке вођства.

Најбољи и најдостојнији споменик хрватских сељачких маса своме убијеном вођи, биће ако поведу одлучну борбу за обарање великосрпског угњетачког режима и вастпоставе власт раднога народа села и вароши.

Д. Јовановић

Сумаран преглед аграрне реформе на Балкану

Решење националног проблема на Балканском Полуострву, јединомогуће путем стварања федерације балканских сељачко-радничких република, условно предпоставља најправедније решење аграрног питања, јер је оно саставни део националног. С обзиром на то да у социјалној структури балканских земаља сусрећемо сељаштво као претежни део живља (70—87%), мора му национално-револуционарни покрет посветити нарочиту пажњу.

Велики револуционарни талас који је ставио у гихање и тако незадовољне, а социјалним и политичким исходом светског рата још незадовољније радничке и сељачке масе — иступио је у балканским земаљама питање аграрног посуда и односа у први ред.

Док су западне велике силе гледале да снажног и немарног друштвеног фактора пролетаријат свежу, служећи

се при томе широким обећањима о уређењу социјалних односа на »праведној основи«, прва реч изговорена иза рата од још несигурних режима на Балкану била је упућена сељацима уз обећање: **да ће им се дати земља**. Међутим ништа више него су показале буржоазије индустријских земаља у готовости да гарантују осам-сатни радни дан, социјално осигурање и заштиту радничкој класи, нису учиниле ни ове на Балкану да гарантују радикалну provedбу аграрне реформе. Обећања су остала пушта, стварајући код сељачких маса илузију да ће иста да се остваре из чега је пак дезорганизована власт буржоазије рачунала на добитак у времену које ће јој донети учвршћење положаја и моћ за преузимање изгубљених позиција ступањем наново у офанзиву.

Изузимајући Бугарску, Србију и Грчку, из граница

пре Балканског рата, све остале делове полуострва закључно са Мађарском затекао је свршетак Светског рата са претежно крупно-поседничким власништвом земље. Овде ћемо сумарно изнети како је појединим покрајинама стајао доратни однос крупног поседа према средњем и ситном и у колико су аграрне реформе то измениле.

1. Румунија. — Године 1914, било је у Румунији 5.375 великих поседа. У погледу величине и броја сопствености имали смо до рата, а у областима које су саставни део данашње Румуније, следећу слику:

| | Број поседника |
|------------------------------|-------------------|
| Румунија | 959.672 |
| Буковина | 198.080 |
| Крисхана и Марамоу | 93.491 |
| Бесарабија | 22.660 |
| Трансилванија | 458.028 |
| Банат | 237.874 |

Мотиви за провођење аграрне реформе у послератној Румунији су са 90 процената политичке нарави; владајућу класу је код тога руководила тежња за стишавањем незадовољства сељаштва, незадовољства које, подгрејано Руском Револуцијом и оним што је она донела дотле обесправљеном и обезвлашћеном сељаку, претише да добије изванредно оштре али и одређене социјалне форме. Крајем 1915 год. слика површине посевства земље изгледала је овако:

| | До 100 Ха. | % | преко 100 Ха. | % |
|--------------------------|------------|------|---------------|------|
| Стара Румунија | 7.293.148 | 91,5 | 697.851 | 8,5 |
| Бесарабија | 3.829.731 | 93,9 | 352.619 | 6,0 |
| Буковина | 478.000 | 92,0 | 42.000 | 8,0 |
| Трансилванија | 6.288.302 | 84,5 | 1.153.010 | 15,5 |

И ако на први поглед ово изгледа савршено радикална мера подузета у корист сељачког staleжа — она је далеко од тога да би оштетила велепоседнике. Власницима одузете земље даје се одштета у процени вредности исте до у висини **40—струне** закупнине из год. 1917—22, од чега **једну половину плаћа нови поседник а другу држава**. Где ће ова последња да нађе извор за то, није потребно објашњавање те све у свему: таква «аграрна реформа» представља један **шпекулантски трик** румунских властодржаца и бојара.

2. Југославија. — Славко Шећеров, посланик и председник пореског одбора Народне Скупштине, даје следећу карактеристику стања при крају 1918, у покрајинама Југославије где су владали феудални и велепоседнички аграрни односи: «... У Босни и Херцеговини сељаци-кметови одбијали су да плаћају власницима земаља, беговима и агама, хак, т. ј. трећину или четвртину прихода од земаља које су обрађивали. У Јужној Србији чифчије радиле су у истом смислу и нису хтели да плаћају део сопственицима досадашњим, чифчик-сахибијама. У Хрватској и Славонији избили су тешки аграрни нереди, баш у оном тренутку када је започет распад аустро-угарске монархије. Хрватски сељаци, сиромашни и без земље почели су да пљачкају велике поседе и да самовласно присвајају земљиште и пољопривредне справе.» — Разуме се да је српска и француска војска требала да учини крај томе «безвлашћу» а немирима се имало предухитрити: обећањем — «реформе.»

По покрајинама које је захватила аграрна реформа стање изгледа овако:

Босна и Херцеговина: Концем 1918, овде је 53% сељака обрађивало «своју» земљу; други део је обрађивао земљу код ага и давао хак. Ликвидација оваквих односа од стране државе С. Х. С. учињена је уз **откуп** земље за **255 милиона дин.** које исплаћује држава једном половином у готовом новцу а другом у државним облигацијама.

Македонија. Овде још није питање реформе окончано. За земљу, до које су дошли делом мештани-делом колонисти, исплаћује држава бившим власницима **ренту** која; док се о томе не донесе закон, пада на терет буџета. Годишње позиције у буџету намењене за ту сврху иду и до 30 милиона дин. Под «удар аграрне реформе» дошло је свега 138.251 Ха. од чега је до краја 1925. додељено 71.045, и то мештанима само једна петина (11.300 Ха). У власништво нових сопственика ова земља прелази тек после 10 година.

Далмација. Колонатско питање, које као власничко питање има корена још из доба римске владавине, није од Југославије дефинитивно решено. И овде сељаци обрађују земљу као своју али се не сматрају њеним сопственицима. Стари власници добијају од државе привремену **ренту** (око 3 милиона дин. годишње) која пада на терет буџетских расхода.

Остале покрајине: Хрватска, Славонија, Банат, Барања и Словенија. Код наведених покрајина сусреће се

концем светског рата велики посед. У Хрватској и Славонији аграрни односи су били следећи:

| Величина поседа у јутрима | Број у јутрима | Површина поседника | Процент целокупне површине |
|---------------------------------|-------------------|-----------------------|----------------------------------|
| 0—5 | 180.175 | 395.004 | 5,7% |
| 5—100 | 226.089 | 2.976.007 | 42,2% |
| 100—1000 и преко 1000 | 4.393 | 3.675.552 | 52,1% |

Поседи до 100 Ха.

Поседи преко 100 Ха.

| Површина Ха | % | Број поседника | Површина Ха | % |
|----------------|-------|-------------------|----------------|-------|
| 4.016.445 | 51,27 | 5.375 | 3.819.351 | 48,73 |
| ? | 36,25 | 1.105 | 721.302 | 63,75 |
| 2.237.271 | 47,24 | 2.786 | 2.485.682 | 52,76 |
| 2.490.298 | 60,30 | 1.741 | 1.327.401 | 32,15 |
| 2.373.767 | 68,52 | 1.752 | 1.089.217 | 31,18 |
| 2.194.217 | 71,07 | 759 | 892.906 | 28,93 |

У Војводини, а делом и Словенији, налазио се велики и мали посед у сличној размери каква је у Хрватској и Славонији.

О некој радикалној provedби аграрне реформе у овим крајевима не може бити ни речи. У пркос томе, да је «краљевом речју» свечано обећано распарчавање великог поседа, северни крајеви Југославије: Хрватска, Славонија, Словеначка, Банат и Бачка били су «погођени» аграрном реформом за **свега 557.202 кат. јут.** додељених на **207.121 пороница** мештана, добровољаца и колониста! Али нити ово није икакв «поклон»... И крај тога да насељеници на тим поседима већ сада плаћају порезе, општинске прирезе и самоуправне дажбине — они **нису и власници** те земље. Они се само сматрају «закупницима земљишта без рока». Послератна моментана политичка ситуација захтевала је да се приступи делимичној аграрној реформи. Славко Шећеров вели: «Краљевина СХС. гледала је да те односе (аграрне) који су били у прошлости вечити извори незадовољства, буна и сиромаштва најширих народних маса... ублажи и реши». Када се режим учврстио, «реформа» је сакраћена и баш сада се налази пред Нар. Скупштином предлог закона тог истог Славка Шећерова о ликвидацији аграрних односа којим се предвиђају најоштрије мере противу колониста и сељака којима је додељена делимично експроприсана велепоседничка земља.

3. Мађарска. — И ако се наглашава да је у Мађарској још пре Светског рата постојала тенденција и проводио распарчавање великог поседа, непосредни повод за аграрну реформу је био мађарска револуција која је, имајући за углед Руску, учинила од послушних надничара на профовским велепоседима — немиран, револуционаран елемент. Обећањем, да ће му се дати земља, требало је овога умирити.

Власништво земљом у Мађарској изгледало је 1917 год. овако: 99,1% средњих и ситних власника (посед мањи од 100 кат. јут.) поседовало је 40,70% обрадивог земљишта; већи остатак од 59,3% земљишта налазило се у поседу цитло 0,99% крупних власника.

Резултат аграрне реформе до 1925 год. давао је код укупне површине од 16.000.000 кат. јут. следеће:

| | |
|---|-------------------------------|
| 1.130 великих поседника (преко 1.000 к. ј.) | 5.380.000 к. ј. = 34%; |
| 9.742 средњих поседника (100—1.000 к. ј.) | укупно 2.650.000 к. ј. = 16%; |
| 840.000 ситних поседника (до 100 к. ј.) | укупно 8.110.000 к. ј. = 50%. |

На који је начин проведена аграрна реформа у Мађарској види се најбоље по томе што се је законом вршила раздеоба готово само оних великих поседа који су припадали реду «ратних богаташа», а аристократске феудалне поседе остављало поштеђене. Па и та, законом предвиђена раздеоба у току од 5 година, доживела је 1924 ревизију са проузвешем утврђеног рока **на неодређено време**. — Трошкови провођења аграрне реформе надају на оне који траже земљу и то плаћањем пуне цене за исту што се има да реализује у току 10 година од када се сматрају правим, т. ј. законитим власницима.

4. Бугарска. — Слично аграрном поседу у Србији, и овде у Бугарској је до рата постојао готово искључиво мали посед, настао иза 1878 када је турска власт оборена и спахиска земља раздељена. Године 1919 власништво земљом је износило: 220 поседника са преко 100 Ха, а друга земља као средњи и ситан посед у сопствености на око 660.000 домаћинства. Под притиском незадовољства маса, као и њихово стално скретање у лево што је имало свога подстрека резултатима, радикалне, потпуне руске аграрне реформе, аграрне револуције, влада Стамболиска је приступила поло-

вином 1924 законском нивелисању аграрних поседа које је требало да обезбеди пољопривредним радницима, сиромашним сељацима, избеглицима (из Македоније, Тракије и Добруџе) и другим довољан посед. Под удар ове Стамболискијеве реформе долазила су земљишта велепоседника у колико их је било, манастирска, општинска, државна — регистрајући се код једног »фонда« одакле се имала да проводи даља раздеоба.

Процењено је, да такве земље која би се узела у »фонд«, износи милијон Ха. и била би дотадашним сопственицима надокнађена уз цену од 1—2.000 лева по Ха. на терет потражиоца исте. Али бугарска капиталистичка класа није могла нити са овим делимичним проведбама аграрне реформе да се сложи процењујући још за владе Стамболиског да површина земљишта која би могла да се узме за »фонд« једва може да достигне 100.000 Ха. и да се цена земљишта која се експропришу треба да креће између 20—40.000 лева по Ха.

Да је иза доласка фашистичке бугарске владе после преврата 1925 законско нивелисање аграрних односа у Бугарској остало непроведено — на ствари је, зашта не треба било какво објашњење. Вредно је примешити да 30 хиљада само македонских избегличких породица у Бугарској, и поред зајма додељеног од Друштва Народа за њихово смештање, нису нити до данас могле да дођу ни до једне стопе земљишног поседа што је била главна намена отварањем зајма.

5. Грчка. — И ако од састава становништва Грчке на сељаштво отпада 46%, ова земља је аграрна јер је њена укупна извозна трговина заступљена са 80% пољопривредним производима.

У питању аграрних односа преовлађује ситан сељачки посед.

При крају светског рата овде се сусретало око 1.500 великих поседа чије се површине кретале између 300—3.000 Ха. Између ових поседника само су 70 њих обрађивали своју земљу; сви други знајмљивали су ису чифчијама у закуп који је износио половину или најмање трећину прихода, даваног у природу.

Законом од 1917. и доцнијим изменама и допунама у истом, режими у Грчкој хтели су да дођу до једне »стабилније« ситуације него су чести преокрети изазивани тешким социјалним стањем, незадовољством и нарочито великом бедом код преко милијон избеглица из Мале Азије. У основи, аграрни закон је требао да проведе распарчавање великих поседа и јавних и државних добара којих је било нарочито много у Македонији. Али како је много те земље

било у турским приватним рукама на уживање, законом је предвиђано да ако од држане земље једну петину уступе држави бесплатно, стичу право власништва над осталим већим делом. (Слично је учинила Румунија 1914 у Добруџи.) Експропријација крупног поседа погађала је само оне изнад 100 Ха. уз одштету утврђену судским путем, која међутим није могла да буде мања него онолика рента (уз 6% укамаћење) коју би давао нормалан земљишни принос одузетог поседа. Непосредну одкупнину даје држава у облигацијама на најдуже 30 година са 6% камате, али нови власници су обавезни држави да јој врате откупнину, надокнаде све трошкове и на дужну суму плате 6% камате и 1% амортизације.

До краја 1925 у Македонији и Тракији је било колонизирано 147.333 избегличких породица на 693.384 Ха. (просечно 4,7 Ха.).

6. Албанија. — У Албанији и данас, поред сасвим примитивног начина привређивања, владају поседнички односи феудалне нарави. Чифчије су дужни да плаћају беговима закупнину у природу (хак) и то 35% од жетве, а држава са своје стране узима 10% натуралне порезе.

Аграрна реформа није нити иза светског рата проведена. За време владе Фан-Нолија донешен је закон о аграру који је требао из основа да измени аграрне односе у Албанији, наиме да проведе конфисковање великог поседа у сврху раздеобе сељацима без земље (чифчијама). Како је влада Фан-Нолија остала на власти свега 7 месеци, то није успела да проведе своје планове за одстрањење феудализма, побољшање социјалног положаја маса, за демократизацију државе увађањем општег права гласа и друго. Непријатељи ове народне владе у Албанији оптуживали су је за наклоности према комунизму који је, у истину, постао баук за све угњетаче: капиталисте, империјалистичке тлачитеље и велепоседнике скупа заједно.

Аграрно питање на Балканском Полуострву остало је дакле и до данас нерешено. Глад за земљом траје и даље, јер »аграрне реформе« су само делимично провеле распарчавање крупног поседа али ништа не доноси на поправци социјалног положаја сељака и не мењајући ниуколико на њиховом економски зависном положају и националној потлачености према господарећој класи и империјалистичким завојевачима. Крајње и јединомогуће решење поседничких аграрних односа биће постигнуто: »оновљањем сељачких ратова«, националном револуцијом и прерастањем исте у социјалну која ће довести раднике и сељаке на власт да управљају сами собом.

М. Стефановић

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Quo vadis Dr. Maček

Smrću Stjepana Radića prešla je na potpresjédnika HSS Dr. Vlatka Mačeka možda najteža zadaća, koju je jedan hrvatski političar imao u zadnjem stoljeću, da riješi.

Danas se hrvatski narod nalazi na skretnici događaja, koja će za dugo vremena odlučivati njegovom sudbinom, označivati će pravac njegovog razvitka, bilježiti će dan njegovog poraza ili njegove pobjede.

Prama političkom položaju i gospodarskom razvoju, prama okolnostima, koje uvjetuju faktori izvan unutrašnjeg života jedne narodne i političke jedinice, pojavljuju se takve političke skretnice kao što i krize u ekonomskom životu u nekim razmacima vremena.

Takove skretnice u svom političkom životu doživio je hrvatski narod u zadnjem vijeku: 1848, 1918 i sada 1928. Na prvom skretnici skrivio je poraz ban Jelačić, a na drugoj hrvatska inteligencija i njeni vodja Dr. Trumbić. Nitko nije sumnjao u *dobru volju* ove dvojice hrvatskih prvaka, da riješe političko pitanje u smislu želja i težnja svog naroda, ali *krivi put i loša politička sredstva* ometoše njihov cilj i oni odvedoše svoj narod mjesto u slobodu u još gore ropstvo.

Pogriješka Bana Jelačića donijela nam je mjesto slobode carski apsolutizam, Bachovu germanizaciju, nagodbu sa

Ugarskom i tim omogućila Austro-Ugarskoj tlačenje i izrabljivanje hrvatskog naroda za daljnih sedam decenija.

A što nam je donijeo *krivi politički put* Dr. Ante Trumbića i hrvatske inteligencije, osjetili smo mi svi, pa i Dr. Maček na svojim ledjima, to osjećamo svaki dan ima deset godina. Tu zornu pouku doživio je hrvatski narod kao malo koji, kamo vodi loši politički pravac i loša politička sredstva, pa makar se politički prvaci i nosioci narodnog povjerenja zanašali najzanosnijim mislima, pa makar oni stradali i bili mučenici u *lijepom snu*, da se muče i stradaju za dobro i sreću svog naroda.

Da su vodje tadanje političke situacije i nosioci političkih čimbenika u oba slučaja — 1848 i 1918 — bili ljudi sa najboljim namjerama, da su nakon svršenog čina uvidjeli svoju pogriješku, da se je Ban Jelačić rozočaran povukao i u takvom razočaranju dočekao smrt, da Dr. Trumbić u 1928 nastoji da popravi, što je skrivio 1918, malo sve to koristi, jer zakon »promašenih zgoda i političke evolucije« ne poznaje milosrdja.

Dr. Vlatko Maček preuzeo je na se ogromnu i neprocijenjenu baštinu Stjepana Radića — *povjerenje hrvatskih seljaka*. Bez sumnje, da je to osjetio najbolje Dr. Maček sam, kada je govorio sa balkona Seljačkog Doma man još svježim grobom svog Učitelja i gledao one nepregledne mase hrvatskih

seljaka — zaplakane, zamišljene, ozbiljne i odlučne i da je tada već znao, da je preuzeta zadaća — laka i teška u isti mah.

Laka s ovakvim pristašama, a teška s onakvim protivnicima, ako se podje krivim putem. Laka će biti pobjeda podje li se u borbu odlučno, ozbiljno, bezobzirno, težak će biti poraz, bude li vodstvo neodlučno, bude li krzvalo, bude li samo govorilo...

Momentat traži akciju, traži potpune ljude!

Mi vjerujemo u dobru vjeru i tvrdu volju Dr. Mačeka, da bi on bez ikakvih vrludanja i bez ikakvih stranputica htjeo doći velikom cilju, htjeo bi okruniti djelo stoljetne borbe — htjeo bi oživotvoriti želju svog naroda: *Slobodni i Nezavisni Hrvatsku*.

Ali mi se bojimo, da će Dr. Maček podleći svojoj okolini i da će počinuti pogriješke svojih predšasnika u prošlim epohama (1848 i 1918) i da će u ostvarenju svog cilja poći *krivim putem* i da će upotrebljavati *loša sredstva*.

Daleko je od nas pomisao, da Dr. Mačeku imputiramo kukavičluk, nesavjesnost, neozbiljnost u velikom djelu narodnog oslobodjenja, ali neki simptomi na žalost potvrđuju našu bojazan...

Cilj za kojim ide Dr. Maček i s njim čitav hrvatski narod izvan svake je sumnje. Ispravna je bila namisao vodstva HSS, da u borbu za taj cilj pozove sve stranke i sve grupe, koje teže za istim ciljem i koje se poistovjetuju sa borbom HSS u njenoj borbi za slobodom i ravnopravnošću građana.

Dr. Maček uvidjeo je i taktičnu pogibelj pristanka heterogenih grupa pa je ispravno naglasio, da se koalicije stranaka i grupa stvaraju za to, da te stranke i grupe jačaju prama konačnom cilju, o ne da se međusobno slabe, da koalicija stranaka ne smije voditi — *aboliciji glavnog cilja*.

U teoriji stranačkog političkog života nema prigovora tim načelima Dr. Mačeka, ali praksa, koju sada provodi SDK stvarno negira osnovna načela, koja inače ispovijeda Dr. Maček i HSS.

Što mi vidimo sada u hrvatskom političkom životu?

Opažamo li znakove kakve akcije, opažamo li, tragove organizacije *aktivne borbe*? Ništa od svega toga!

SDK zadovoljava se šaljanim memorandumima, delegacija i sličnih platonskih izjava, da obavijesti »javno mišljenje svijeta«.

Dr. Maček dobro pozna povijet svog naroda i zna dobro zlosretnu stranu kašnje degeneneriranog starčevićanizma, koji se je u praktičnom političkom životu ispoljio kao »stranka prava«, tipični predstavnik adresa, memorandumima, rezolucija i malovaroških patriotskih tirada i nazdravica. Ta štura politika i to obavještavanje evropskog javnog mišljenja donijelo nam je plodove, koji su Dr. Mačeku dobro poznati i koje krvavo bilježi hrvatska parlamentarna povijest od 1868—1914. Baš na ustuk toj politici i takvom političkom radu osnovao je 1904 Stjepan Radić svoju HSS, a među njegovim prvim i rijetkim pristašama iz građanskih krugova nalazimo i časnno ime Dr. Vlatka Mačeka.

Mi ne bismo željeli, da baš sada u odlučnom času Dr. Maček prihvaća način borbe starih pravaša ili bolje reći njegovih sadašnjih saveznika iz HFSS, gdje su se okupili uglavnom pristaše starih pravaških stranaka, proti kojima je i bila osnovana HSS!

Dobar poznavac političke povijesti svoga naroda kao što je Dr. Maček jamačno je siguran i potpuno uvjeren, da taj put ne vodi k cilju, da u prošlosti nije vrijedio ništa, a da u današnjoj bespravnoj satrapiji ne samo da ne vrijedi ništa, nego takva sredstva i tirade čine nosioce takve politike smiješnim u očima vlastodržaca, a naivnim pred vanjskim svijetom. Jedinu moguću efekat takve politike jest zavaravanje širokih seljačkih masa i uljuljavanje revolucionarnog raspoloženja.

Kada se ne vide zajedničke metode, možda je onda cilj koaliranih stranaka jedinstven? Ali o tom ni govora. Najvažniji faktor u SDK svakako je Svetozar Pribičević i njegovi pristaše. A tko su ti? Najreakcionarniji elemenat u političkom životu SHS. To su one bojne čete jugoslavenskih fašista — to su oni »Orjunaši«, koje je hrvatski narod, pod tim mislimo hrvatske seljake i radnike, teško i krvavo zapamtio u doba

Radićevog republikanskog i socijalnog pokreta 1918—1925. Mnogo je i premnogo seljačkih i radničkih kuća u crno zavito radi »patriotskih djela« ovih omladinaca. To su oni državni organi, kojima su »tajne sile« povjeravale praktičnu primjenu zakona o zaštiti države. Nije ovdje mjesto, da pišemo o zločinačkim podvizima ove bande, ali nažalost moramo ustvrditi, da je ta banda — duševno čedo Svetozara Pribičevića i njegova tjelesna straža za sve vrijeme njegovog odanog i predanog službovanja centralizmu, hegemonizmu i reakciji.

Hoće li Svetozar Pribičević i njegovi drugovi zaista »slobodu i nezavisnost svih političko-historičnih individualiteta«? O tom nam Dr. Maček ne kaže ništa, a Svetozar Pribičević i dalje se razračunava sa beogradskim vladinim listovima i pleđira u njima za jedino ispravno i moguće riješenje — po njemu! — »za *neutralnu vladu i slobodne izbore*«.

Mi nećemo podcijenivati političku zrelost Dr. Mačeka, pak zato smo uvjereni, da i on ne vjeruje u takvu mogućnost riješenja, prvo, jer u ovoj zemlji ne može biti slobodnih izbora, jer kad bi bilo slobodnih izbora, ove zemlje ne bi bilo, a drugo što nema objektivne mogućnosti, da se stvori jedna neutralna vlada.

Gosp Svetozar Pribičević vodio je u ovoj zemlji izbore više puta i to: 1920, 1923 i 1925, pa zna iz iskustva, kakva je to sloboda bila, kako se je slobodno biralo u Makedoniji, Crnoj Gori, Bosni i Vojvodini! Gdje su bili predstavnici Makedonaca, Madjara i Njemaca? Dr. Maček zna, kako je svršio pokušaj HSS, da 1927 postavi svoje kandidate u Makedoniji, kada to nemoguše izvan zakona postavljeni Makedonci i kako su pri tom stradali kraljevski ministri sada pokojni Pavle Radić i Ing. Košutić, koje je policija brevi manu otparavila iz zemlje.

Vjeruje li možda Dr. Maček sada u mogućnost slobodnih izbora? Sama daleka pogibelj, da opstrukcija HSS oslabi u parlamentu vlast srpskih hegemonista ujedinjuje krvno zavedane velikosrpske stranke, Radikale i Demokrate, pa ljuti protivnici Davidović i Vukićević stvaraju »tvrđi grad« na obranu svog povlaštenog položaja. Ima li valjda simptoma, koji navješćuju rasap ovog »tvrđog grada« u pravcu popuštanja hegemonističkog i centralističkog obruča?

U to ne vjeruje ni Svetozar Pribičević, a po gotovo ne Dr. Maček!

Pa kamo ide vodja HSS? Očekuje li pomoć iz Berlina ili Ženeve?

Smetaju li ga u akciji njegovi saveznici?

U to imamo razloga, da vjerujemo! Ovih dana objelodanila je hrvatska građanska štampa kratku vijest, da je na zadnjoj sjednici SDK raspravljan podnesak Nazavisnih Radnika, kojim u smislu poziva SDK na zajedničku suradnju svih stranaka i grupa u borbi za Slobodu i Nezavisnost prijavljuju svoj pristup u SDK i da je izvršni odbor SDK preko tog podneska prešao na dnevni red.

Beogradska vlada odgovorila je na taj zaključak SDK zatvaranjem radnika i radničkih vodja na sve strane, progostivima i prometačinama radničkih novina i organizacija. Vlada hoće da što prije onemogući i razoruža jedinog pravog i djelotvornog saveznika hrvatskih seljaka u borbi za nezavisnost i slobodu. Lako će onda vlada zapriječiti akciju »pouzdatih sastanaka« SDK. U tom smislu pojačana je žandermerija u hrvatskim krajevima, prometačne i nadžiranja su na dnevnom redu. Porezi se unaprijed kupe ozružanom silom. Ne živimo li mi u znaku zlosretno »Obznane«? Očekuje li i Dr. Maček slobodne izbore?

Pa zato pitamo, dali taj zaključak izvršnog odbora odgovora volji i potrebama hrvatskih seljaka ili je bliže srcu predstavnicima fašističkog jugoslavenskog borbenog nacijonalizma i hrvatskih kapitalista? Vodstvo HSS nalazi se na *krivom putu* i ono će tim putem i tim političkim sredstvima upropasti djelo oslobodjenja hrvatskog naroda.

Ako Dr. Maček tako laka srca napušta svog jedinog efikasnog saveznika — organizovano radništvo i čeka u svojoj akciji na jednoglasne zaključke svojih saveznika u SDK, tada ćemo i 1928 doživjeti ono, što smo doživjeli 1848 i 1918, a HSS promašiti će svoju historijsku zadaću.

Quo vadis, Dr. Maček?

Zagreb, 25. VIII. 1928.

Krešimir Ivačić

Makedonska drama

Umorstvo generala Protogerova

U noći 7 srpnja bio je ubijen u Sofiji general Protogorov i makedonski bjegunac Atanasije Gočev. Ubojice, tri dobro odjevena čovjeka, potpomognuti pomrčinom — pobješko. Policija ih živo traži, ali ih dosada nije mogla pronaći.

To su prve vijesti o ubojstvu vodje makedonskih fašista. Umorstvo generala Protogerova izazvalo je u Bugarskoj i inozemstvu veliku uzbunu. Pa to je veoma razumljivo.

Protogorov nije bio obična pojava. Trideset godina

sudjelovao je u makedonskom pokretu i za vrijeme čitavog svog djelovanja slijedio je svoj dobro utvrđeni pravac: stajao je u prvim redovima bugarskih aneksionista. Bio je desna ruka šefa vrhovista — generala Tončeva. Poslije Tončevljeve smrti preuzeo je Protogerov njegovo mjesto. Makedonsko pitanje bilo je za njega u prvom redu i nadalje: bugarsko pitanje. Radio je na tom, da Bugarska anektira Makedoniju i da se opet uspostavi Simeunovo carstvo. Mora mu se priznati, što mu pripada: Protogerov je kroz cijeli svoj život vjerno služio ciljevima bugarskog dvora i bugarske politike.

Uloga vrhovista u makedonskom pokretu.

Ta je uloga veoma važna. Započela je 1895. Protogerov još nije bio među vodjama vrhovista. Nekoliko godina kasnije sudjeluje aktivno u pokretu. Prodire s jednom četom u Makedoniju i bori se proti unutrašnjoj organizaciji. Pošlo mu je za rukom, da pridobije nekoliko starih boraca, t. j. da ih privuče sebi i povede u borbu proti pravih makedonskih revolucionera. To je bilo u oklici Petriča i Gornje Džumaje. U isto doba šalje svoje pouzdane ljude u ostale krajeve Makedonije, da tamo nastave izdajnički posao. Nije imao uspjeha. Njegovi agenti nijesu bili u stanju, da odvrte makedonske borce sa izabranog puta, kako da služe makedonskom narodu. Ipak je pošlo za rukom agentima bugarskog imperijalizma, da svojim spletkama desorganizuju u nekim krajevima revolucionarne komitete.

Upadi bandi 1902 nanijese neizmjernu štetu stvari makedonske revolucije.

Poslije prije vremena buknulog ilinjdanskog ustanka 1903 porastao je uslijed desorganizatorske i provokatorske akcije Protogerova i njegovih prijatelja broj pristaša vrhovista; neki boreci unutrašnje organizacije priključili se njima. Od tog doba izgubio je vrhovistički komitet svoje pravo na opstanak. Prestao je, da postoji kao zasebna organizacija.

Poslije proglašenja ustavnog režima u Turskoj prihvatili su pravi makedonski borci legalnu borbu za političku autonomiju u okviru turskog carstva sa izgledom na balkansku federaciju. Vrhovisti iz UMRO*) sa njihovim pomagačima iz vrhovnog makedonskog komiteta (vrhovistički komitet), koji imadju svoje sjelo u Sofiji, započeli, da rade pod imenom UMRO, da joj nature program bugarskog dvora i bugarske vlade. U novoj UMRO igraju Protogerov i Todor Aleksandrov, dotada prosti borac desnog krila UMRO, odlučnu ulogu.

Ova dvojica upriličiše 1909—1910 oružane sukobe, na što Mladoturci odgovoriše razoružanjem naroda, što je imalo za plodjedicu: 9000 makedonskih žrtava u Sjevernoj i Jugozapadnoj Makedoniji, 5000 mrtvih, ranjenih i potučenih, 4000 pobješko u gore i u Bugarsku.

Ova dvojica organizovaše 1911—1912 atentate u Štipu, Kočanima, Radoviču, Dojranu, Kruševu Prilepu, Ohridi, Solunu, na koje Turci odgovoriše sa pokoljem makedonskog pučanstva i nezapamćenim terorom. Ova krvoločta poslužiše bugarskoj vladi kao izlika, da navijesti Turskoj rat. Nakon što su Protogerov i Aleksandrov inscenirali ove provokacije, upriličiše u Bugarskoj velike manifestacije, da predobiju javno mnijenje za rat proti Turskoj. A kad je rat buknuo, organizovaše pokolje na Makedoncima i Tračanima, protivnicima njihove politike, oni silom obratiše za vrijeme dvaju balkanskih ratova muslimanske Pomake iz Makedonije i Tracije. U predvečerje svjetskog rata organizovaše atentate u Makedoniji pod srpskom vlašću, da požure ulazak Bugarske u ovaj rat uz bok Austro-Ugarske i Njemačke. Za vrijeme rata ubiše mnogobrojne Ne-Makedonce i Makedonce kao Sandanskog, da ojačaju stvar bugarskog imperijalizma.

Poslije sloma činjahu Protogerov i Todor Aleksandrov najveće napore, da posluže stvari bugarskih aneksionista. Njihovi vjerni agenti St. Mišev, Čiklev, Sudjukaro — koji kasnije postadoše srpski agenti u službi politike odnarodjivanja srpskih šovinista i imperijalista — sakupljahu između makedonskih emigranata i bjegunaca u Bugarskoj potpise za memorandum, koga je izvršni odbor makedonskih bratstva na čijem je čelu stajao tada sadašnji »makedonski« zastupnik i član Zgovora Karandžulov, predsjednik narodnog komiteta bratstva i također »makedonski« zastupnik Zgovora Dr. R. Stanišev i Juraj Bajdarov, ideolog fašističke UMRO i nadalitelj svih zločina ove organizacije — upravio mirovnoj konferenciji u Parisu i vladama Sjedinjenih Država, Engleske, Francuske, Italije i Japana i tražio, da Bugarska anektira Makedoniju.

Poslije zaključenja mira izgubiše Protogerov i Todor Aleksandrov svaki upliv na makedonski narod i na makedonske emigrante i bjegunce u Bugarskoj. Makedonskim masama gadila se je njihova krvava politika i njihovo izdajstvo. One uvidješe, da je njihov spas samo u političkoj autonomiji Makedonije, koja mora biti sastavni dio slobodne federacije

balkanskih naroda. Izraz ove čežnje makedonskih masa bilo je njihovo potpuno sudjelovanje u privremenom predstavništvu stare *ujedinjene* UMRO na čelu sa: Dimo Hadži Dimov, G. Petrov, P. Hristov, Tasko Serski, P. Losančev, Hr. Jankov i ostalim poznatim makedonskim borcima. Predstavništvo izdalo je lozinku: Autonomija Makedonije i Balkanska Federacija. Makedonske mase iz Makedonije, koju porobiše Srbija i Grčka, posvjedočiše svoju vjernost ovom programu, što prigodom parlamentarnih izbora glasaše za komunističke kandidate, u Bugarskoj za predstavnike komunističke i seljačke stranke, jer samo ove stranke postavile načelo samoodređenja makedonskog naroda i balkanskih naroda uopće kao i njihov savez u federativnu balkansku republiku.

Protogerova i Aleksandrova dala je progoniti i uhapsiti Stamboliskijeva vlada na zahtjev Srbije kao ratne zločince. Ali je njima uspjele pobjeći iz tamnice i pomoću bugarske vojne lige, bankara, veletrgovaca i industrijalaca ne prestadoše pobijati vladu agraraca i kovati proti njoj zavjere.

Uloga, koju su igrali Protogerov i Aleksandrov (Protogerov je radio u inozemstvu, a Aleksandrov u oklici Petriča) prigodom sloma seljačke vlade 9 lipnja 1923 i prigodom rujanskog ustanka bugarskih seljaka i radnika iste godine — predobro je poznata. Zato nećemo o tom da duljimo i da se na tom zaustavljamo.

Aneksionisti uzimaju krinku autonomista i federalista.

Protogerov i Aleksandrov uvjeriše se svakog dana više, da ih njihov savez sa bugarskom buržoazijom ni najmanje neće dovesti cilju, kojega sebi postavili. Htjedoše sebi opet pribaviti upliv kod makedonskih masa, koje ih prezirahu. Uvidješe, da se neće moći nikad uvući u vodeće redove narodnog pokreta, ako nastupe proti davnim željama ovih masa. Mase su bile proti aneksiji. Zato uzeše krinku autonomizma.

Ali pošto su makedonske mase bile za zajedničku borbu svih potlačenih balkanskih naroda i klasa — jedini put, koji vodi njihovom oslobodjenju — Protogerov i Aleksandrov privoliše i na to. Oni se izdavaju pred revolucionarnim narodnim organizacijama i balkanskim političkim strankama za uvjerene pristaše zajedničke akcije za ostvarenje federacije. U ovom cilju podižu u inozemstvo i započeli pregovore sa odnosim organizacijama i strankama. Uspjeh ovih pregovora bili su već poznati dokumenti, koje potpišaše obojica, Protogerov i Aleksandrov, i treći član središnjeg odbora Petar Cauljev. Ti su dokumenti bili ovi: *Deklaracija* UMRO od 29 travnja 1924; *Protokol* o ujedinjenju makedonskog, revolucionarnog pokreta i bloku sa makedonskim federalistima, koje je zastupao Todor Panica, od 30 travnja 1924; *Deklaracija* makedonskih zastupnika iz petričkog okruga u bugarskom Sobraanju i napokon *Manifest* na makedonski narod od 6 svibnja 1924. U ovim ispravama, koje su bile objelodanjene u knjizi »Izdajice makedonske stvari« — izdanje središnjeg odbora Ujedinjene UMRO — izjaviše se Protogerov, Aleksandrov i Cauljev proti neprijateljima makedonskog naroda — militarističkim i šovenističkim balkanskim vladama, za jedinstveni revolucionarni front svih potlačenih naroda i klasa Balkana i za neodvisnost Makedonije u okviru Balkanske Federacije.

Protogerov i umorstvo Todora Aleksandrova. Ubijanje 200 uvažanih makedonskih boraca.

Protogerov i Aleksandrov izdadoše preuzete obveze. Učinila im se je pretvrda borba proti bugarskoj vladi, prepogibeljan savez sa pravim balkanskim revolucionerima, dapače protunaravan. Pred alternativom: služiti vjerno narodu, voditi odlučnu borbu proti njegovim tlačiteljima, dapače žrtvovati vlastiti život u ovoj službi ili zaniijekati svoj potpis, još se tijesnje priključiti kolima bugarskog fašizma i s njegovom aktivnom pomoću istrijebiti vidjene predstavnike ideje nezavisnosti Makedonije i Balkanske Federacije u bugarskoj Makedoniji, Bugarskoj i inozemstvu, izabraše Protogerov i Aleksandrov, stare sluge aneksionista i bugarske reakcije, ovo drugo riješenje.

Usprkos izdaje nije bugarska vlada više povjerovala Aleksandrovu. Znala je, da je Aleksandrov spreman, da je u odlučnom času pobija. S druge strane zauzeo je Aleksandrov prema bugarskim ministrima stav diktatora. Nastojao je, da im naturi svoju volju. Vrijedio ih je i umanjivao. Između njih bili su Cankov, Rusev i Kalkov.

Mora se ovdje nadodati, da je Cankovljeva vlada htjela ugušiti makedonski pokret, jer ga se je bojala. Položaj Protogerova bio je u ovom slučaju posve drukčiji. Bio je prokušani vrhovist i intimni, lični prijatelj Cankova, Ruseva, Kalkova, Stojančeva, Molova, P. Todorova — sve ministara u Cankovljevoj vladi.

Zato mu je vlada oprostila njegovu »zabludu«, ako on

*) UMRO = Unutrašnja Makedonska Revolucionarna Organizacija.

nije već prigodom potpisivanja gorespomenutih dokumenata u Beču igrao ulogu agenta provokatera.

Ovo je bio plan Cankovljeve vlade: ubiti Aleksandrova, prepisati ovo ubojstvo pristašama balkanske federacije, da izmogne poubijati vidjenje predstavnike balkanskog federalističkog pokreta. Izvadjanje ovog plana bilo je predano istom Protogerovu. Ovaj je preuzeo s oduševljenjem novu ulogu provokatera i krvnika, tim radje, što bi mu uništenjem Aleksandrova bilo omogućeno, da vodi vrhovistički pokret kao diktator, cilj, za kojim nije mogao težiti za života Aleksandrova.

Po nalogu vlade stupio je Protogerov u odnošaj sa vodjama UMRO iz petričkog kraja Alekom Vasiljevim, i pukovnikom G. Atanasovim. On je iskoristio lično neprijateljstvo ove dvojice i još nekih drugih vojvoda ovog kraja, kao Hterija Vlahova i Dimča Vretenarova, prisnih prijatelja dvaju spomenutih vodja, proti Todoru Aleksandrovu i organizovao je njegovo ubojstvo.

Aleksandrov je bio ubijen na jednom polju u blizini sela Sućica, kotar Melnik s njegovim čuvarom Pancom. Protogerov, koji je pratio Aleksandrova, ostao je živ i zdrav.

Poslije atentata optužiše Protogerov, kao i prijatelji Aleksandrova, vlada i njoj odana štampa pristaše balkanske federacije kao začetnike ovog umorstva. Pod izlikom, da se je skovala urota proti života T. Aleksandrova i opstanka Bugarske, organizovao je Protogerov sa vjernim prijateljima T. Aleksandrova — Ivanom Mihajlovim i. t. d., sa potpunom pomoći i saradnjom vojničkih, policijskih i sudskih vlasti poznati pokolj u petričkom kotaru u rujnu 1924. U ovom i drugim krajevima bilo je ubijeno više od 200 Makedonaca, među njima Dimo Hadji Dimov, Slavi Kovačev, P. Valisjev u Sofiji, Kantardžiev u Plovdivu, P. Čauljev u Milanu i Todor Panica u Beču.

Tko je ubio Protogerova i zašto je bio ubijen?

Uloga, koju je Protogerov igrao u ubojstvu T. Aleksandrova, za svakoga je izvan sumnje. Mi smo izjavili i u više navrata dokazali, da je je ovo ubojstvo organizovao Protogerov po nalogu Cankovljeve vlade. God. 1926 pisao je o tom središnji odbor Ujedinjene UMRO u svojoj knjizi »Izdajice makedonske stvari« ovo:

Prijatelji Aleksandrova trpe još Protogerova u svojim redovima, ne ubijaju ga još u ovom času, jer se boje, da ih vlada sve ne iskorišteni. Tim više, što su svi u njenoj vlasti. Ali prije ili kasnije ipak će ga ubiti, jer su uvjereni, da je Protogerov glavni začetnik Aleksandrovljeva umorstva (str. 96).

Ovo se je predviđanje središnjeg odbora Ujedinjene UMRO — ispunilo.

Pa usprkos toga ne prestadoše Protogerov i Mihajlov, koji je naslijedio Todora Aleksandrova u središnjem odboru UMRO, pa i sva makedonsko-fašistička zločinačka banda kao Bajdarev, Parličev, Tomalevski, Kulišev, Evtimov, Sprostranov i t. d., da u svojim publikacijama, govorima i novinama »Makedonija« u Sofiji i »La Macédoine« u Ženevi, u njihovim spisima, upravljanim na razne demokratske ustanove u inozemstvu ne uvjeravaju, kako je umorstvo Todora Aleksandrova djelo Moskve, bugarskih komunista a osobito Dima Hadji Dimova, vodje organizacije »Iljindan« P. Čauljeva i D. Vlahova. U podloj i klevetničkoj borbi, koju vodjahu proti Ujedinjenoj UMRO i »Makedonskom Delu«, ne propustiše nijednu prigodu, da ne izjave, kako je veći dio suučesnika na ubojstvu njihova šefa našla svoju kaznu, i kako će ono još malo preostalih organizatora »komplota« biti ubijeno.

Još nedavno izjavila je »La Macédoine« u Ženevi, organ fašističkih Makedonaca, koja ima zadaću, da vara evropsko demokratsko mišljenje o značaju makedonskih borbi u njenoj kampanji proti »Balkanskog Federaciji«, da je uredništvo ovog lista, a osobito D. Vlahov organizovao ubojstvo Todora Aleksandrova.

Stvarni poglavica fašističke UMRO Ivan Mihajlov potvrđuje sada velikom vikom, što mi davno kazasmo i što je Ujedinjena UMRO u gorespomenutoj svojoj publikaciji dokazala. Ovaj krvlju okaljani terorist bezočno izjavljuje svojim drugovima iz središnjeg odbora, da je ubio Protogerova, da osveti smrt Todora Aleksandrova.

Na slici, koju priopćujemo u bugarskom dijelu i koja prikazuje Protogerova, Alka Vasiljeva i pukovnika Atanasova, a koju dijele u Sofiji prijatelji Ivana Mihajlova, stoji napisano: »Ova fotografija predstavlja Aleka Vasiljeva, Georga Atanasova i Aleksandra Protogerova, a bila je snimljena nekoliko dana prije umorstva Todora Aleksandrova. Dva prva našla su u određeno vrijeme zasluženu kaznu«.

Tako je nastao konac varke, koju se već četiri godine tjera sa ubojstvom Todora Aleksandrova. Ali zašto Ivan Mihajlov i njegovi prijatelji nijesu dosada ubili Protogerova,

premda su bili uvjereni, da je ovaj u sporazumu sa bugarskom vladom organizovao ubojstvo T. Aleksandrova?

Da odgovorimo na ovo pitanje, prisiljeni smo, da se časkom zaustavimo kod razmjera sila u Zgovoru i utjecaju, koji imaju unutrašnje borbe bugarske vladine stranke na makedonsko-fašističku organizaciju.

Nije nikakva tajna, da se u Zgovoru i Vojnoj Ligi bore dvije struje: jedna Ljapčev-Volkov, a druga Cankov i generali Rusev-Skojnov. Ova borba traje već treću godinu.

U zadnje vrijeme uzela je ova borba osobito oštar karakter. Ljapčevljevi organ »Zora« zove na uzburu. Govori o tajnim sastancima i o novom državnom udaru, kojega pripravlja Cankovljeva grupa. Razumije se, da je Ljapčevu mnogo do toga stalo, da oslabi svoje suparnike, koji su po Protogerovu i njegovim prijateljima bili zastupani na makedonskom polju. Sve je to bilo potpuno poznato Ivanu Mihajlovu i kad on to ne bi znao, mogao je doznati od generala Volkova, kojega je redovito posjećao.

Ivan Mihajlov i njegovi prijatelji htjedoše već dugo vremena, da se riješe Protogerova. Na strani 96, u knjizi »Izdajice makedonske stvari«, čitamo: »U mjesecu veljači 1925 glasovaše (prijatelji T. Aleksandrova, Mihajlova i t. d. — D. V.) prigodom izbora za središnji odbor njihove organizacije protiv kandidature Protogerova. Inozemno predstavništvo njihove organizacije (Parličev, Bajdarov, Tomalevski, Badev) demonstrativno je objelodanilo saopćenje u bugarskoj štampi, da je kongres izabrao Ivana Mihajlova u Središnji Odbor jednoglasno, a Protogerova sa većinom glasova. Njihove novine »Ilinden« i »Nezavisna Makedonija« pisahu bez prestanka, da je jedini šef UMRO Ivan Mihajlov. U svakoj prigodi nastoje naturiti bugarskom i evropskom javnom mišljenju misao, da Protogerov ne igra nikakvu ulogu u UMRO i da je pravi nasljednik Todora Aleksandrova u ovoj organizaciji Ivan Mihajlov.«

Zadaću gore spomenutih fašističkih organa sada preuzeše »Makedonija« u Sofiji i »La Macédoine« u Ženevi.

Nema tomu dugo vremena, što je Ivan Mihajlov dao interview dopisniku američke novine »Chicago Daily News«. U toku razgovora govorio je krvožedni zločinac o terorističkim djelima svoje organizacije i pri tom je izjavio, da će ova proizući borbu s istim sredstvima. Ovom interviewu predhodila je bilješka u kojoj dopisnik pjeva hvalospjeve o Ivanu Mihajlovu, »šefu UMRO«. Dnevnik »Makedonija«, čiji je direktor G. Kulišev, jedan od članova makedonske središnje Maffije u Sofiji, objelodanila je ovaj interview na prvoj strani i potrudila se naglasiti, da je Ivan Mihajlov »šef UMRO«.

Već više mjeseci vrši G. Bajdarov neku vrstu pregledanja četa UMRO u petričkom kraju, otvoreno govori proti Protogerovu i daje razumjeti, da je potrebno odstraniti ga iz vodstva UMRO.

Vijesti, koje nedavno primismo iz Bugarske, govore o strahovitim oblicima, koje je zauzela međusobna borba makedonskih fašista. Spomenimo ovdje još nuzgredno vijest, koja je poslije smrti Protogerova izašla u stranoj štampi, da je već u prošloj jeseni bio izvršen atentat na Protogerova.

Sve to jasno dokazuje, da su Ivan Mihajlov i njegovi prijatelji poslije umorstva Todora Aleksandrova pripravljali teren za »odstranjenje« Protogerova. Čekahu zgodan čas, koji im se je eto pružio. Nije bilo zbilja zgodnijeg časa za Ljapčeva-Volkova, da se oslobode jednog oficira, prijatelja suparničke, protivničke klike nego u ovom momentu, kada Cankov otvoreno sprema državni udar.

Da je umorstvo bilo izvedeno sa znanjem i pomoću vlade, dokazuju djela ove vlade nakon zločina.

Ubojice nijesu uhapšeni. Štampa je dobila upute, da ne piše ništa bitnog o ubojstvu Protogerova i da ne traži krivce. Novina »Mir« objelodanjuje jedno saopćenje inozemnog predstavništva UMRO. U ovom se saopćenju kaže, da je ubojstvo Protogerova izvršeno na lični nalog Ivana Mihajlova bez znanja trećeg člana Središnjeg Odbora G. Popa Hristova i da je Ivan Mihajlov tim činom povrijedio pravila UMRO. Ovaj je broj »Mira« vlada zaplijenila. Sofijska je štampa puna pojedinosti iz života Protogerova i o njegovim »djelima« za makedonsku stvar, ali nema ni riječi o podstrekačima atentata i o motivima, koji im turiše u ruke ubojito oružje.

Uticao umorstva u fašističkoj UMRO i kod vodja Narodnog Odbora.

Ubojstvo Protogerova prouzročilo je veliku zabunu u redovima vodja fašističke UMRO i Narodnog Odbora. Izgleda, da organizatori ovog ubojstva nijesu vodili računa o posljedicama, koje će ovaj zločin izazvati kod njihovih organizacija. Nadahnitelji Ivana Mihajlova, dapače i oni ljudi, koji nastojahu, da ga postave na čelo organizacije, da od njega učine neospornog »vodju« — zaprepašteni su. Već započinju, da ga se odriču.

Tako optužuju Parličev, Bajdarov, Tomalevski i Badev,

ȧlanovi inozemnog predstavništva fašističke UMRO u jednom saopćenju, koje potpisaše G. Pop Hristov i Petar Šandanov — novi Središnji Odbor bez Ivana Mihajlova — ovoga radi umorstva i izjavljuju, da on stoji »izvan zakona« organizacije, što u njihovom načinu govora znači, da ga »osuduju na smrt«.

Ovi se dojučerašnji savjetnici Mihajlova sami boje za opstanak UMRO kao organizacije. Radi toga napuštaju ga kao kompromitirano lice.

Ista lica, koja nadahnjuju takozvane vodje Narodnog Odbora makedonskih bratstva, vide i ovu organizaciju u pogi belji. Radi toga se požuriše, da izjave u okružnici, koju izdaše prigodom ubojstva, da Narodni Odbor ne sudjeluje u krvavim borbama izmedju vodja UMRO i pozivlju makedonske emigrante, da se okupe oko ovog odbora.

Zanimljivo je ispitati, koje će posljedice imati ubojstvo Protogerova i nekih njegovih prijatelja u okolici Petriča za daljni opstanak UMRO, Narodnog Odbora i razvoj makedonskih afera.

Da se odgovori na ovo važno pitanje, treba da se zna, koji krugovi makedonskih emigranata u Bugarskoj i makedonskog pučanstva u petričkom kraju stoje iza Ivana Mihajlova ili iza prijatelja Protogerovih. Ivan Mihajlov oslanja se na studentsko udruženje zvano »Vardar«, čisto fašističko društvo makedonskih studenata, na jedan dio istomišljene makedonske omladine i na neki broj iseljenih buržuja iz Sjeverno-istočne Makedonije, iz Štipa, Kočana, Kratova i. t. d.

Nadalje su s njim jedan dio aktivnih oficira kao i rodbina Todora Aleksandrova. (U Sofiji se je dijelila okružnica bliže rodbine Todora Aleksandrova, u kojoj se je tvrdilo, da je Protogerov ubojica Aleksandrova.) Osim toga ima Mihajlov nekoliko tuceta terorista i ubojica na raspoloženju.

Što se tiče Protogerovljeve grupe, ta ima iza sebe savez rezervnih oficira, čiji je Protogerov potpresjednik, veliki dio aktivnih oficira, fašističke organizacije »Rodna Zaštita« i »Kubrat«, prijašnje vrhoviste makedonske buržoazije u Bugarskoj, prijatelje Protogerova ima 25 godina.

Ova borba izmedju obe frakcije makedonskih fašističkih organizacija, koja se razvija u krilu Narodnog Odbora, kojega vode isti ljudi kao i UMRO vodit će se sa još većom oštrinom. Već dolaze vijesti o četiri ubijena. Medju njima i oficir Acev, član »Rodne Zaštite«. General Škojnov u potrazi za Ivanom Mihajlovim oblijeće petrički kraj, da osveti smrt svoga šefa Protogerova.

Prijatelji Protogerova, kao G. Pop Hristov u P. Šandanov, kojima se — kako spomenusmo — priključise Parličev, Bajdarov, Tomalevsky i Bačev, suučesnici Mihajlova u ubojstvu Protogerova, osudjuju sada Mihajlova na smrt. Svi mogući vojvode, komite i. t. d. došli su u Sofiju, koji hoće da osvete ubojstvo Protogerova i njegovih pristaša.

U jednu riječ mi se nalazimo pred krvavim sukobom izmedju dvaju krila makedonskih fašista, kojima se priklju-

čiše bugarski fašiste, sumišljenici istog pravca. Ubojstvo Protogerova znak je daljnih krvavih borba izmedju ovih frakcija.

Kako promatra makedonsko pučanstvo iz Petriča, makedonski emigranti i bjegunci u Bugarskoj i čitav makedonski narod uopće ovo krvavo razračunavanje fašističkih poglavica.

Upliv fašističke UMRO na makedonsko pučanstvo u okolici Petriča i na makedonske emigrante i bjegunce ravan je gotovo ništici.

Mi niti ne govorimo o makedonskom pučanstvu pod srpskom i grčkom vlašću, jer ova fašistička organizacija nema tamo nikakva upliva; mali broj Makedonaca, koji je još pred godinu ili dvije dana s njom simpatizirao, odvratili su se s gnjušanjem, kad je počinila izazivačke i zločinačke atentate, koji su svima poznati Pučanstvo petričke okolice sudjeluje u UMRO ili u organizacijama, koje vode fašistički emigranti samo pod prijetnjama, da će inače biti ubijeni. U Bugarskoj sudjeluje samo posvema neznan broj od 300.000 emigranata u ovim organizacijama; većina iz straha pred progonoštvima, koje bugarske vlasti djelotvorno podupiru.

Nakon krvavih svadja izmedju vodja fašističke UMRO rasap ovih odbora bit će potpun. UMRO, koja je osobito u zadnjim godinama poprimila značaj izričito terorističke i banditske organizacije slomit će se na koncu logikom činjenica. U mjeri, kako se događaji razvijaju, otvorit će se oči makedonskim masama. Tada će te naravno pozvati na vodstvo organizacija ljude, koji služe jedino i samo njihovoj stvari.

Umorstvo Protogerova i makedonski narod.

Ono, što je Ujedinjena UMRO predvidjela, dogodilo se je, kako vidimo doslovno. Sada, kada je ubijen Protogerov i njegovi prijatelji, sutra će doći sigurno na red Ivan Mihajlov i njegovi prijatelji. Borba će se nastaviti do potpunog rasula organizacije, koja je mučila makedonski narod i tako neizmerno škodila njegovom djelu oslobođenja. Ovo djelo provadja Ujedinjena UMRO i dalje će ga provodjati, jer je ona jedina baštinica i nasljednica Delčeva.

Radi toga prihvaćaju mase sa oduševljenjem proklamaciju njenih načela.

Mi ne sumnjamo ni časa, da će zadnja krvava osveta pospješiti proces rasula fašističke UMRO i da će ju onaj mali broj čestitih, ali zabludjelih Makedonaca, koji još ostadoše u ovoj organizaciji, ostaviti, jer su se morali osvjedočiti, da je ova »organizacija« samo grupa, koju vode zločinci i izdajice.

Mi im šaljemo ovaj poziv, jer samo načela i gesla Ujedinjene UMRO t. j. masovna borba, makedonski i balkanski revolucionarni jedinstveni front, savez svih potlačenih naroda i klasa Balkana proti imperijalizmu i politici odnarođjivanja balkanskih vlada odgovaraju interesima makedonskog naroda: samo načela i gesla Ujedinjene UMRO omogućiti će ostvarenje makedonskog ideala:

Nezavisnost Makedonije u okviru Balkanske Federacije.

D. Vlahhoff

FEDERAȦIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȦILOR NAȦIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Drama macedoneană Asasinarea generalului Protogheroff

In cele ce urmează dăm (în unele părți în rezumat) traducerea unui articol al cunoscutului luptător frunțas macedonean D. Vlahhoff asupra substratului asasinatului celui din urmă săvârșit înăuntrul organizaȦiei macedonene (ORIM).

Asasinarea generalului Protogheroff, șeful ORIM-ului, a făcut mult zgomot în Bulgaria și în străinătate. E și ușor de înțeles. Protogheroff nu era o figură obicinuită. El participa de treizeci de ani la mișcarea macedoneană și în tot timpul activității sale a urmărit o linie bine determinată: el a fost în primele rânduri ale anexioniștilor bulgari (partizanii anexării Macedoniei la Bulgaria).

El a fost primul aghiotant al șefului verhoviștilor (macedonenilor partizani ai anexării Macedoniei la Bulgaria)

— al generalului Tonceff. După moartea acestuia Protogheroff i-a luat locul. Pentru dânsul chestiunea macedoneană era înainte de toate o chestiune bulgară. Și trebuie să i se dea ce i se cuvine: în tot timpul vieții Protogheroff a slujit cu credință opera Curții și a guvernelor bulgare.

Rolul verhoviștilor în mișcarea macedoneană.

A fost foarte însemnat. El începe în 1895. Protogheroff nu era încă printre conducătorii verhovismului. Câțiva ani mai târziu îl vedem participând în chip activ. El intră cu o »ceată« în Macedonia și luptă acolo împotriva OrganizaȦiei Interioare Revoluționare. El izbutește să atragă de partea sa, adică de partea verhovismului, câțiva vechi militanți, pe care îi îndreaptă împotriva adevăraților revoluționari macedoneni. Asta se întâmplă în regiunea Petrici

și Gorna-Jumaja. În același timp el trimite persoane devotate în restul Macedoniei pentru a desăvârși opera de trădare. Fără succes însă. Totuși acești agenți ai imperialismului bulgar reușesc să dezorganizeze câteva comitete revoluționare.

Incursiunile bandelor verhoviste în Macedonia în anul 1902 au vădit enorm cauzei revoluției macedonene. După răscoala de Sfântul Ilie din 1903, dezlănțuită înainte de vreme în urma activității dezorganizatoare și provocatoare a lui Protogheroff și a prietenilor săi, verhovistii își văzură numărul partizanilor sporind: câțiva militanți ai Organizației Interioare li se alăturară. Comitetul verhovist își pierdu atunci orice rațiune de a fi și încetă de a mai exista ca organizație separată.

După proclamarea regimului constituțional în Turcia, când adevărații revoluționari macedoneni acceptară formele legale de luptă pentru o autonomie politică a Macedoniei în cadrul unei Federații Otomane, cu perspectiva unei Federații Balcanice, verhovistii ORIM-ului, împreună cu acoliții lor din Comitetul Suprem Macedonean (Verhoven Comitet) cu centrul la Sofia, începură să agite sub numele Organizației Revoluționare Interioare Macedonene (ORIM) pentru a-i impune programul Curtii și al guvernului bulgar. În acest nou ORIM Protogheroff și Todor Alexandroff, până atunci un simplu militant de dreapta al ORIM-ului, joacă un rol precumpănitor. Ei sunt aceia cari au pus la cale provocările armate din 1909—1910, care avură ca rezultat acțiunea de dezarmare întreprinsă de către Tinerii-Turci, acțiune ai cărei victime au fost 5000 de macedoneni din Macedonia de Nord și de Sud-Vest arestați, morți și bătuți și 4000 de refugiați în munți și în Bulgaria.

Tot ei organizară atentatele dela Știp, Cociani, Radovice, Doiran, Crucevo, Prilep, Ohrida, Salonie — în 1911—1912 — atentate care fură urmate de masacre în populația macedoneană și de o teroare fără samăn din partea autorităților turce. Aceste grozavii au servit de pretext guvernului bulgar pentru a declara război Turciei. După dezlănțuirea războiului Protogheroff și Alexandroff organizează asasinarea în masă a macedonenilor și tracilor adversari ai politicii lor; ei convertiră cu forța pe pomacii musulmani din Macedonia și Tracia în timpul celor două războaie balcanice. Ei organizează în ajunul războiului european atentate în Macedonia sub stăpânire sârbească pentru a grăbi intrarea Bulgariei în acest război alături de Germania și Austro-Ungaria. Ei asasinară în cursul acestui război numeroși macedoneni — printre cari și Sandansky — și ne-macedoneni pentru a ușura astfel sarcina imperialismului bulgar.

După înfrângerea în război Protogheroff și Alexandroff făcură un suprem efort pentru a sluji cauza anexionistilor bulgari: agenții lor fideli St. Miceff, Tikleff, Sugiukaru — deveniți apoi jandarmi sârbi în serviciul politicii de deznaționalizare a șovinistilor și imperialiștilor sârbi — culeseră semnături printre emigrații și refugiații macedoneni din Bulgaria pe un memoriu, pe care Comitetul Executiv al Frăților Macedonene de-atunci, — având în frunte pe Karanguloff, astăzi deputat »macedonean« membru al Zgovorului tankovist; pe doctorul R. Staniceff, președinte al Comitetului Național al acelorași Frății și deasemenea deputat »macedonean« al Zgovorului; pe Gheorghe Bajdaroff, ideolog al ORIM-ului fascist și inspirator al tuturor crimelor comise de această organizație — îl adresă Conferinței Păcii la Paris și guvernelor Statelor-Unite, Angliei, Franței, Italiei și Japoniei, cerând alipirea Macedoniei la Bulgaria.

După încheierea păcii Protogheroff și Alexandroff pierdură orice influență asupra poporului macedonean, asupra emigrației și refugiaților din Bulgaria. Maselor macedonene le era scârbă de politica lor sângeroasă și de trădarea lor. Ele nu-și vedeau scăparea decât într-o autonomie politică a unei Macedonii făcând parte dintr-o Federație liberă a popoarelor balcanice. Expresia acestor aspirații ale maselor macedonene fu participarea lor totală în Reprezentanța Provizorie a vechiului ORIM Unificat, având în fruntea sa pe: Dimo Hagi Dimoff, G. Petroff, P. Cristoff, Tașco Sersky, P. Lozanceff, Cr. Iankoff și alți militanți macedoneni cunoscuți. Această Reprezentanță a lansat ca parolă: Autonomia Macedoniei și Federația Balcanică. Masesele macedonene își arătară încrederea în acest program votând la alegerile legislative în Macedonia subjugată de către Serbia și Grecia pentru candidații comuniști și în Bulgaria pentru candidații partidelor comunist și agrarian, deoarece numai aceste partide proclamaseră principiul autodeterminării poporului macedonean și în general al tuturor popoarelor balcanice și unirea lor într-o Republică Federațională Balcanică.

Urmăriți de către guvernul Stamboliisky ca criminali

de război Protogheroff și Alexandroff fură arestați la cererea Serbiei. Dar ei putură să evadeze din închisoare și nu încetară de a combate, cu concursul Ligei Militare, al bancherilor, al marilor comercianți și al industriașilor bulgari, guvernul agrarian și de a complota contra lui.

Rolul pe care Protogheroff (care lucra în străinătate) și Alexandroff (care lucra în regiunea Petrici) l-au jucat în lovitura de stat țancovistă dela 9 Iunie 1923 și în dobărarea insurecției țaranilor și muncitorilor bulgari în Septembrie același an este prea cunoscut, pentru ca să nu mai fie nevoie a ne opri asupra lui.

Anexioniștii își pun masca autonomiștilor și federaliștilor.

Dar Protogheroff și Alexandroff se convinseseră pe fiece zi tot mai mult, că alianța lor cu burghezia bulgară nu-i apropia deloc de țelul pe care și-l propuseseră. Ei se gândiră deci să recapete ascendentul asupra maselor macedonene, care îi urau și disprețuiau. Și pentru că masesele erau împotriva anexionismului și pentru conlucrarea tuturor popoarelor balcanice, ei își puseră masca autonomismului și se prezentară ca partizani ai Federației. În acest scop ei plecară în străinătate și legară tratative cu reprezentanții organizațiilor și partidelor politice balcanice. Rezultatul fu elaborarea unor documente semnate de către ei doi, precum și de către al treilea membru al Comitetului Central, Peter Ceaulieff. Aceste documente erau: Declarația ORIM-ului din 29 Aprilie 1924; Protocolul din 30 Aprilie 1924 asupra unificării mișcării revoluționare macedonene și a blocului cu federaliștii macedoneni reprezentați prin Todor Panița; Declarația deputaților bulgari; și în sfârșit Manifestul către poporul macedonean din 6 Mai 1924. În aceste documente, publicate în cartea »Trădătorii Cauzei Macedonene« — scoasă de către Comitetul Central al ORIM-ului Unificat — Protogheroff, Alexandroff și Ceaulieff se declarau împotriva dușmanilor poporului macedonean, împotriva guvernelor imperialiste, militariste și șoviniste balcanice, pentru frontul unic revoluționar macedonean și pentru frontul unic balcanic cu toate popoarele și clasele asuprite din Balcani, pentru independența Macedoniei în cadrul unei Federații Balcanice.

Protogheroff și asasinarea lui Todor Alexandroff. Executarea a 200 revoluționari fruntași macedoneni.

Dar Protogheroff și Alexandroff își trădară angajamentele. Lupta împotriva guvernului bulgar le păru aspră; alianța cu adevărații revoluționari balcanici periculoasă și chiar nefirească. În fața alternativei de a-și sluji poporul cu credință, de a angaja o luptă decisivă împotriva asupritorilor lui, de a-și sacrifica chiar și viața în această slujbă — sau de a-și renega semnăturile, de a se înhăma și mai strâns la carul fascismului bulgar și de a extermina, cu concursul lui activ, în Macedonia bulgară, în Bulgaria și în străinătate pe reprezentanții cei mai de vază ai independenței Macedoniei și ai Federației Balcanice, puși în această alternativă Protogheroff și Alexandroff, vechi servitori ai anexionismului și ai reacțiunii bulgare, aleseră poziția a doua.

Cu toată această »revenire« guvernul bulgar nu mai putea avea încredere în Alexandroff. El știa că la un moment dat Alexandroff se hotărâse să-l combată. Pedcălăpartea Alexandroff lua atitudine de dictator chiar față de miniștrii bulgari. El căuta să le dieteze voința sa. El îi micșora, îi ofensa. Printre ei se aflau Tankoff, Ruseff, Kalfoff.

Situația lui Protogheroff în această privință era cu totul alta. El era un verhovist încercat și un prieten personal al lui Tankoff, Ruseff, Kalfoff, Stoeniceff, Moloff, P. Todoroff — toți miniștrii în cabinetul lui Tankoff. Guvernul îi iertă deci »rătăcirile« — dacă nu cumva el a jucat rolul de agent provocator chiar în momentul semnării la Viena a documentelor susarătate.

Planul guvernului Tankoff era următorul: să pună să omoare pe Alexandroff, să atribuie acest asasinat partizanilor Federației Balcanice și să utilizeze această crimă pentru a extermina pe reprezentanții de vază ai mișcării federative balcanice. Executarea planului fu încredințată chiar lui Protogheroff însuși. Împreună cu Aleko Vasileff și colonelul G. Atanasoff, dușmani personali ai lui Alexandroff, el organizează asasinatul. Alexandroff fu ucis într-o câmp în apropierea satului Sucița din regiunea Petrici. În momentul asasinării lui Alexandroff Protogheroff era lângă el.

După atentat partizanii Federației Balcanice fură într-adevăr acuzați ca autorii lui, și Protogheroff, împreună cu prietenii lui Alexandroff (Ivan Mihailoff și alții), având concursul întreg al autorităților militare, polițienesti și judiciare bulgare, organizează masacrul bine-cunoscut din regiunea Petrici

în luna Septembrie 1924. Mai bine de 200 de macedoneni fură uciși în această regiune și aiurea, printre ei: Dimo Hagi Dimoff, Slavi Kovaceff, P. Vasilieff la Sofia; Kantargieff la Plovdiv; P. Ciauleff la Milano; Todor Panita la Viena.

Cine l-a ucis pe Protogheroff și pentru ce?

Rolul jucat de Protogheroff în asasinarea lui Alexandroff nu mai este pentru nimeni îndoelnic. La timpul său și în repetate rânduri noi am declarat și dovedit, că acest asasinat fusese organizat de către Protogheroff din ordinul guvernului Tankoff. Iată ce scria Comitetul Central al ORIM-ului Unificat în această privință în 1926 în cartea »Trădătorii Cauzei macedonene«:

»Amicii lui Alexandroff îl tolerează încă pe Protogheroff în rândurile lor; ei nu-l omoară încă deocamdată, pentru că ei se tem ca guvernul să nu-i extermină pe ei toți. Cu atât mai mult cu cât ei sunt în mâna lui. Dar mai curând sau mai târziu ei îl vor ucide, pentru că ei sunt convingși că instigatorul principal al asasinării lui Alexandroff este Protogheroff.« (pag. 96.)

Această profecție a ORIM-ului Unificat s-a realizat. Și cu toate acestea conducătorii ORIM-ului fascist nu încetară tot timpul să-i acuze de asasinarea lui Alexandroff pe comunistii bulgari și în deosebi pe Dimo Hagi Dimoff, pe conducătorii organizației »Ilinden«, pe P. Cealeff și D. Vlahoff. În campania lor contra »Federației Balcanice« și a lui »Macedonsko Delo« ei nu încetară să declare, că soarta »asasinilor« lui Alexandroff e peceluită și că toți vor fi executați. De curând încă »Macedonia« (fascistă), care apare la Geneva, declara că redacția »Federației Balcanice« și tip deosebi D. Vlahoff a organizat asasinarea lui Alexandroff.

Astăzi însă chiar șeful efectiv al ORIM-ului fascist, Ivan Mihailoff, confirmă în chip izbitor afirmațiile ORIM-ului Unificat. Acest terorist stropit de sus până jos de sânge proclamă cu nerușinare, că dânsul l-a ucis pe Protogheroff, colegul său din Comitetul Central, pentru a răzbuna uciderea lui Todor Alexandroff. Sub fotografia (pe care »Federația Balcanică« a reproduș-o în partea bulgară în numărul trecut cu data de 1 August) care reprezintă pe Protogheroff, Alecu Vasilieff și colonelul Atanasoff, fotografie răspândită la Sofia de prietenii lui Ivan Mihailoff, stă scris: »Această fotografie reprezintă pe Alecu Vasilieff Gheorghe Atanasoff și Alexandru Protogheroff; ea a fost luată câteva zile înainte de asasinarea lui Todor Alexandroff. Primii doi au primit la timp dreapta lor pedeapsă.«

Astfel s-a pus capăt șantajului exercitat dela asasinarea lui Alexandroff timp de patru ani contra noastră.

Dar de ce Ivan Mihailoff și amici săi nu l-au ucis până acuma pe Protogheroff? Pentru a răspunde la această întrebare trebuie să ne oprim un moment asupra relațiilor de forțe din sânul Zgovorului (coalitia guvernamentală) precum și asupra repercusiunilor, pe care luptele din sânul partidului guvernamental le-au avut asupra organizației macedonene.

Nu este pentru nimeni un secret, că în sânul Zgovorului, ca și în Liga Militară, se încera două tendințe: una a lui Liapceff-Valkoff, cealaltă a lui Tankoff și a generalilor Ruseff-Hkoinoff. Această luptă ține de trei ani. În ultimul timp ea a îmbrăcat un caracter ascuțit. Organul lui Liapceff »Zora« sună alarma: ea vorbește de conciliabile secrete și de o nouă lovitură de stat, pe care o pregătește grupul Tankoff. Se înțelege marele interes al lui Liapceff de a slăbi grupul rival, care, pe teren macedonean, era reprezentat tocmai de către Protogheroff și amicii săi. Toate acestea erau perfect cunoscute de către Ivan Mihailoff, și dacă nu ar fi știut-o, putea s'o afle dela generalul Valkoff căruia îi făcea vizite regulat.

Mihailoff și amicii săi vroiau de mult să se descotoarsească de Protogheroff. Lucrul acesta a fost dovedit în cartea amintită »Trădătorii Cauzei macedonene«, unde se arată (pag. 96) că la alegerea Comitetului Central al ORIM-ului fascist (Februarie 1925) amicii lui Alexandroff și Mihailoff au votat contra candidaturii lui Protogheroff, pe când Mihailoff a fost ales cu unanimitate. De atunci ziarele mihailoviste nu încetează de a scrie și repeta, că singurul șef al ORIM-ului este Ivan Mihailoff. Într'un interview, pe care Mihailov și l-a inserat în ziarul american »Chicago Daily News«, acest bandit sângeros a lădat actele teroriste ale organizației sale și a declarat că ea va continua lupta prin aceleași mijloace. Acest interview a fost precedat de o notiță, în care corespondentul care a »luat« interviewul îl laudă pe Mihailoff, »șeful ORIM-ului«. Ziarul »Makedonia«, al cărui director G. Kuliceff este unul din membrii mafiei centrale macedonene din Sofia, a reproduș în prima pagină acest interview, având grija să sublinieze, că Ivan Mihailoff este »șeful ORIM-ului«.

Ultimile vești primite de către noi din Bulgaria spun, că lupta în sânul macedonenilor fasciști a luat proporții consi-

derabile. Trebuie să mai semnalăm, în trecere, vestea apărută în presa străină după uciderea lui Protogheroff și afirmând, că încă în iarna trecută fusese comis un atentat împotriva lui Protogheroff.

Toate acestea dovedesc în chip net, că Ivan Mihailoff și prietenii lui pregăteau, chiar dela asasinarea lui Alexandroff, terenul pentru »înlăturarea« lui Protogheroff. Ei au așteptat numai momentul favorabil, care tocmai li s'a prezintat. Într'adevăr, pentru Liapceff-Valkoff nu se putea un moment mai propice ca să se debaraseze de un ofițer, prieten al clanului rival, decât momentul actual, când Tankoff pregătește pe față o lovitură. Că asasinarea lui Protogheroff a fost pregătită cu știința guvernului Liapceff și cu ajutorul acestuia, actele guvernului după crimă o dovedesc în chip vorbitor. Asasinii nu sunt arestați. Presa a primit consemnul să nu scrie nimic esențial despre uciderea lui Protogheroff, să nu caute pe autori. Ziarul »Mir« a publicat un comunicat al reprezentanței din străinătate a ORIM-ului, unde se spune că asasinatul a fost comis din ordinul personal al lui Mihailoff, fără știrea celui de al treilea membru al CC, G. pop Cristoff, și că prin acest act Ivan Mihailoff a violat statutele ORIM-ului. Acest număr din »Mir« a fost confiscat de către guvern. Presa din Sofia este plină cu detalii asupra vieții lui Protogheroff și asupra »serviciilor« aduse de el cauzei macedonene, dar nu se găsește acolo un singur cuvânt asupra autorilor atentatului și asupra motivelor care au înarmat mâna lor.

Răsunetul asasinatului în sânul ORIM-ului și printre conducătorii Comitetului Național.

Asasinarea lui Protogheroff a aruncat o adâncă turburare în cercurile conducătorilor ORIM-ului fascist și ale Comitetului Național. Cei cari l-au îndemnat pe Mihailoff la asasinat și urmăreau să-l aducă în fruntea organizației macedonene sunt acuma consternați și încep să se desolidarizeze de dânsul. Astfel Parliceff, Bajdaroff, Tomalevsky și Badeff, membrii reprezentanței din străinătate a ORIM-ului, într'un comunicat semnat de G. pop Cristoff și Petre Sandanoff — noul Comitet Central fără Mihailoff —, acuză în chip formal pe Mihailoff de asasinat și îl declară »în afară de legile organizației«, ceea ce, în limba lor, înseamnă că-i »condamnat la moarte«. Acești sfătuitori de eri ai lui Mihailoff se tem că existența organizației însăși este acuma în joc. Ei văd pusă în joc și existența Frăților Macedonene, ceea ce-i face să afirme în comunicatul lor, că Comitetul Național al acestor Frăți nu se amestecă în luptele sângeroase dintre conducătorii ORIM-ului și invită emigrația macedoneană să se strângă în jurul acestui Comitet.

Pentru a cunoaște ce urmări va avea asasinarea lui Protogheroff și a onora din amicii lui din regiunea Petrici asupra vieții ulterioare a ORIM-ului, trebuie să vedem ce pățiri ale emigrației macedonene din Bulgaria și ale populației macedonene din regiunea Petrici stau la spatele lui Ivan Mihailoff sau al prietenilor lui Protogheroff. Ivan Mihailoff se sprijină pe Asociația Studenților Macedoneni numită »Vardar«, o asociație fascistă; pe o oarecare parte a tineretului macedonean de aceeași tendință; pe un oarecare număr de burghezi emigrați din Macedonia de Nord-Est (Stip, Cociani, Kraiovo, etc.). El are cu sine o parte a ofițerilor activi, precum și pe rudele lui Alexandroff. (La Sofia s-a răspândit un comunicat al rudelor apropiate ale lui Alexandroff, care spune că ucigașul lui Alexandroff este Protogheroff). Mihailoff mai are încă sub ordinele sale câteva zeci de teroriști și asasini.

Cât privește grupul lui Protogheroff, el are cu sine Uniunea Ofițerilor de Rezervă, al cărei vice-președinte era Protogheroff; un mare număr al ofițerilor activi; organizațiile fasciste »Rodna Zaštita« și »Kubrat«; pe vechii verhoviști ai burgheziei macedonene din Bulgaria, prieteni ai lui Protogheroff de 25 de ani.

Această luptă dintre cele două fracțiuni ale organizației macedonene fasciste, intențită de asasinarea lui Protogheroff, va continua cu și mai mare violență. Se semnalează deja un număr de asasinate. Generalul Hoinoff străbate regiunea Petrici în căutarea lui Mihailoff, pentru a răzbuna moartea șefului său Protogheroff. Comitetul Central, la care s-au alăturat și foștii sfătuitori ai lui Mihailoff, l-au condamnat pe acesta la moarte.

Asasinarea lui Protogheroff și poporul macedonean.

Înrăurirea ORIM-ului fascist asupra populației macedonene din regiunea Petrici (Macedonia sub jug bulgar) și asupra emigranților este aproape nulă, — despre populația macedoneană de sub jug grec și sârb nici vorbă. Pătunii macedoneni cari mai simpatizau cu ORIM-ul, și-au întors fața cu scârbă dela această organizație de îndată ce ea a comis atentatele provocatoare cunoscute de toată lumea. În Bulgaria, dintr'o masă de 300.000 emigranți macedoneni numai

un numër nënseminat participë la aceste organizatë, cei mai mulți de frica persecuțiilor fascistilor macedoneni sustinuti de fascistii bulgari. Acuma, după încercările dintre conducători, descompunerea va fi completă. ORIM-ul, care, mai ales în ultimii ani, luase caracterul unei organizații net teroriste și banditiste, va sfârși prin a se prăbuși complet. Pe măsură ce evenimentele se vor desfășura, masele macedonene vor deschide ochii. Firește că atunci ele vor chema la conducere oamenii, cari vor sluji numai cauza macedonenilor.

Ceace ORIM-ul Unificat prevăzuse s-a întâmplat, cum am văzut-o. Protogheroff și prietenii lui asasinati; mâine va fi cu siguranță rândul lui Mihailoff și al prietenilor lui. Lupta intestină va continua până la distrugerea completă a organizației, care a martirizat poporul macedonean și a vătămat atât de mult cauzei liberării sale. Această cauză este

acuma reprezentată și apărată de către ORIM-ul Unificat, singura și adevărata continuatoare și moștenitoare a ORIM-ului lui Delceff.

Macedonenilor cinstiți, încă rătațiți în rândurile organizației teroriste, le adresăm chemarea de a trece în rândurile noastre, ale ORIM-ului Unificat, căci numai principiile și lozincile noastre — adică: lupta de masă, frontul unic macedonean și balcanic revoluționar, unirea tuturor popoarelor și claselor asuprite din Balcani împotriva imperialismului, a fascismului și a politicei deznaționalizatoare a guvernelor balcanice — corespund intereselor poporului macedonean; numai principiile și lozincile ORIM-ului Unificat vor chezași îndeplinirea idealului macedonean: Independența Macedoniei în cadrul unei Federații Balcanice.

D. Vlahkoff

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVEET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

„Komploti bolshevit“ i Durrësit

Para dy mujësh policija e Ahmet Zogut zbulojë një komplot të pregatitun kundra jetës së tij, diktatorit të popullit Shqiptar.

Mbas zbulimit të Komplotit u hap një proces kundra dy puntorve maqedhonas që rrosnin në Bullgari që nga levizja e 9 Qershorit e kundra dy shqiptarve, njëni nga Kosova e tjetri nga Shqipëria e sotshme. Me gjithë që »komploti« nuk zbatohet gjë, gjyqi prap se prap vendosi denimin me vrasje e dy maqedhonasve: Denko Abadjieff e Todor Valkanoff e të njëjtit prej shqiptarve: mesuis Ibrahim Arapit nga Durrsi. Disa ditë mas shpalljes së këtij vendimi të dënuemit e sipërpërmendun u varën.

Ahmet Zogu deshi me përfutuë prej këtij »komploti« si edhe prej disa kompleteve tjerë si t' atij të Kavajës e të Korçës — (të krijem prej 'tij vetë) — për me e nxjerrë vehten të pafajshëm për terrorizmin që po ban kundra kundreshtarvet të 'tij e gjithë popullit Shqiptar. Po ashtu këtë rradhë gjeti rrast me u dhanë prova urdhënusvet të 'tij, imperializmës engleze e asajë italijane se asht me një mend rurtësi ma i sigurtë i interesavet të 'tyne e se »inshturmentat« bolshevikë« ka me i ndjekë pa farë mëshire e me ç' do farë mjeti.

Shtypi, agjuntura telegrafike të tij, ministrat e legatat e tij jasht, shtypi italian po ashtu edhe shtypi fashist e reaksioner i Anglis e i shteteve të tjerë alarmunë se »komploti i Durrësit« qenka organiznë prej »Federatës Ballkanike«.

Të tre të dënuemit për vdekje u varën me gjithë që fajsinë e tyne nuk mujtën me u a provnë. Ata u varën për një krim që nuk eksistonte fare.

Neve nuk na çudit as pak një vepër e tillë e një tyrani, i cili ka për shembëll vllaznit ma të mdhëj të tij: Mussolinin, Primo de Rivera-n Horthy-n, Ligën militare të Bullgaris, Dorën e Bardhë Serbe, Grushtin grek e ate Rumun. Ç' ka bani Ahmet Zogu në Durrës e ç' ka ka qëllim me bënë Kavajë e Korçë e ndoshta dhe në vende të tjera të Shqipëris ka ndodhë edhe shumë herë ma parë. Kësi lloj ndodhinash i kemi për ditë si: n' Itali, Spanjë, Ungari, Bullgari, Jugosllavi, Greqi e Rumanë.

Këtë rradhë duam me i zbuluë të gjitha ankiment e shpifuna e qesharake që ka ngritë gjyqi e shtypi i tij e legatat Shqiptare e me 'to bashkë shtypi i urdhënusvet të 'tij e i fashistvet të ç' do shteti tjetër e ma në funt fashistvet maqedhonas me anën e gazetës »La Macédoine« kundra »Federatës Ballkanike« e të gjithë organizatave tjera nacional-revolucionare mer që luftojnë për librimin e bashkimin e papujve të Ballkanit: ORIM-it (të bashkuem), Komitësë shqiptare për Çlirimin nacional e Komitësë revolucionare të Kosovës.

E shofim të tepërte të përmendim këtu se »Federata Ballkanike« e të gjitha organizatave e tjera nacional-revolucionare janë për rreximin e qeverrive tyranike që sundojnë sot në shtete të ndryshëm të Ballkanit e për formimin e një »Federasionit Demokratik« të popujve të libruem të Ball-

kanit si edhe për luftën e përbashkët revolucionare të popujve nën zgjedhë e të klasave të shtypuna të Ballkanit e jo për Atentate e komplete.

Përkundrejtë luftës që po na bahet në këtë rast e shofim të nevojshme me deklarue se *Federata Ballkanike e Organizatat national-revolucionare s' kanë pasë as pak gisht në »Komplotin« e Durrësit a po n' ate të Korçës e të Kavajës ose të vendeve tjera të Shqipëris.*

Maqedhonasit e mësusi shqiptar, që u banë viktime e qeverris gjaksare të sotshme në Shqipëri, tue u denuë me varje, nuk kanë qenë kurrë antarë të njëjës a po të tjetrës organizate përmendun sipri e as që kanë pasë ndo një relation me 'ta.

Kjo asht përgjegjja kundra luftës që po na bahet që prej dy mujësh e knej e përkrahun me vetëdashje — kjo duhet përmendun — prej agjentavet maqedhonas të Mussolinit e të Volkoffit e prej gazetës »La Macédoine« si edhe prej gazetave të tjera fashiste maqedhonike.

Na u thomë këtvne trahitorve të çashties Maqedhonis, e xhelatëve të tyne, ktyne burrave të shitun e që blihen kurdohere se vetëm organizimi i atentatave asht punë e tyne: Komplotet e organizuem e të kryem kundra jetës së djemve të zgjuem e intelektual të Maqedhonis, kundra luftarve të vlefshëm maqedhonas, kundra liris së Maqedhonis që këshu me merrijtë deri në Komplotin kundra To. Alexandroffit e me e vazhdnë këtë sistem tue vramun Protogorofin e shumë antarë të 'tij.

Redaksioni

Ahmet Zogu si Skënderbeg i III të

Lajmet e fundit nga Tirana thojnë se Republika Shqiptare u ndërrouë në mbretin e presidenti i sajë Ahmet Zogu, pors Napoleoni i II-të, u shpall mbret me titllin Skënderbeu i III të. Atyneve, që e kanë pa gjendjen e Shqipëris së sotshme me sytë e vet, asht e tepërt t' u a thomi se populli shqiptar n' aranzhimin në Romë të kësajë thjatre e të vuenit e 'sajë në sqenë në Tiranë s' ka lujtë as një rol. Ahmet Zogu në këtë akt tregojë se, veprave të zakonshme të tij u qëndrojë besnik; Ahmet Zogu t' ja dijë për nderë Pasiçit që u bë Presidenti i Republikës Shqiptare më 1925, e çpalljen e 'tij sot mbret i Shqipëris, t' ja dijë për nder shpirtmadhsis së Mussolinis.

Popullit Shqiptar ju desht me e pagnë tepër shtrëjt ambicijonin e Ahmet Zogut. Të gjerit popull ju desht me i bajtë të gjitha speuximet që i u lypsën Ahmetit që kur se u ba president e deri sa u shpall mbret.

Për me ja njoftuë botës e pakta një pjesë të vogël të këtyne harxhimeve, po bajmë një listë të shkurtën:

Po thue se gjithkush e di që, Ahmet Zogu, që qe dëbuë prej popullit më 1924, po në funt të këtij viti u kthyë prap në Shqipëri. Kjo kje kryekëput një invasjon i hnej. Pasiçi, me pëlqimin e fashismës italijane e me përkrahjen e Ingli-terës konservative, i dha të hollat dhe i organizojë në

Pa dyshim që intriganë, që duan të bëjnë vegël fanatizmën fetare për qëllime personale, gjenden në çdo vënd dhe në çdo kohë. Të tillët duan gjithënjë të spekulojnë në kurriz të popullit duke e ndarë këtë, herë në Gegë e Toskë, herë në të krishterë e musulmanë.

Qëllimi i të tillëve është të dalin në pjacë, të quhen të parë dhe të formojnë qarqe influencash. Është nevoja që këta, që në dukje hiqen si nacionalistë, të demaskohen një herë e mirë.

M' anë tjetër, është për t' u vënë re që lëvizja e ndezur prej Koço Tasit, koincidon me rihapjen e »Sillogëve vorio-epirote« në Greqi. Qëllimi i këtyre është të mbjellin farën »turk e kaur«, d. m. th. të prishin unitetin nacional të Shqiptarëve, dhe me këtë mënyrë të kërkojnë çkëputjen e Epirit të veriut nga Shqipëria, të cilin e quajnë si një provincë greke.

Në e dimë se si i gaboi Koço Tasi Shqiptarët të krishterë në Paris për t' i bindur që të formojnë »shoqërinë të krishterë«. Duket, pra, sheshit se inicjatori me famë i lëvizjes fanatike ka takuar në vështirësi dhe ka gjetur kundërshtim në formim të shoqërisë në fjalë. Doemos, të krishterëve në Paris i u është dukur gjë e çuditëshme, gjë e pa-pritur dhe pa kuptim ndarja e tyre si shoqëri me ngjyrë feje. Prandaj, Koço Tasi, që t' i bindë, përdori një intrigë, të cilën abstenojmë t' a themi doraj-dorën. Shqiptarët e krishterë të Parisit, të cilët u bënë viktima e intrigës së lojtur, duhet t' a prishin shoqërinë dhe t' a denoncojnë inicjatorin.

Detyra e tyre si Shqiptarë me ndjenja kombësije këtë i u imponohet. Si për këta ashtu dhe për ata të Misirit s' është gjë e ndershme të bëhen vegla të propagandës fetare që ka për qëllim përçarjen e popullit shqiptar në të krishterë e në musulmanë dhe prishjen e njësisë nacionale.

Sa për regjimin e Ahmed Zogut ay s' mund të luftohet me shoqëria të krishtere apo musulmane. Ay luftohet me shoqëria shqiptare që ndjekin një politikë nacionale dhe që kanë një program të çfaqur. Sot bota s' punon me programe të kishës e të xhamisë, po me programe të kombësisë.

Në jemi kundër organizatave të tilla që kanë ngjyrë feje, se këto prishin bashkimin e vëllazërimin e popullit dhe shkatërrojnë njësinë kombëtare q' është baza e independencës së Shqipërisë.

I kshillojmë, pra, të gjithë Shqiptarët e krishterë, që ndodhen nëpër kolonira, të rinë larg prej kësaj lëvizjeje që bëhet me tendencë separatiste e me qëllime politike të fshehta. S' duam të dyshojmë që të krishterët orthodhoksë janë bërë viktima e propagandës së Koço Tasit dhe që për s' afëri do të dalin nga trapi që kanë rënë.

Përveç këtyre sa thamë, duhet ditur se ndarja e Shqiptarëve në fera, Ahmed Zogut i jep dorë dhe i përgatit një lëndë të re për të forcuar regjimin antikombëtar. Prandaj, nga çdo pikëpamje që të gjykohet, formimi i shoqërive me ngjyrë fetare është një vepër krejt antikombëtare. Këtë livizje të rezikëshme e ka detyrë t' a luftojë çdo shqiptar nacionalist.

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΑΡΡΩΣΤΕΙΑ ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

Η Αθήνα και ο Πειραιάς ταράσσονται από τον πυρετό. Χιλιάδες από αρρώστους, στενάζουν κάτω από την βία μιας επίβουλης αρρώστιας. Μια τρομερή αρρώστια όμως κατέλαβε την Ελληνική Δημοκρατία. Ποιός θα την θεραπεύσει? Ποιός σώζει την Δημοκρατία από τους «δημοκράτες»? Τό σωμένο κράτος από τους σωτήρας του? Η αρρώστια Βενιζέλος επικρατεί και απαιτεί θύματα πάνω σε θύματα, μια πραγματική επιδημία κοινοβουλευτικής δικτατορίας! Όταν οὐρλιάζου οι λύκοι δημοκρατικά, όταν τα τσακάλια συμπεριφέρονται ρεπουμπλικάνικα, τότε βρίσκεται το κακό μπός στις πόρτες.

Ο Βενιζέλος έκαμε βασική δουλειά. Στηριγμένος πάνω στο σπαθί των παραγόντων του διέταξε δημοκρατικές έκλογες, ο Έλευθέριος φάναζε και ήλθαν! Οι λαστιχάινιες σφαίρες ακολούθησαν τον δρόμο των μολυβένιων και άσταλαίνιων σφαιρών. Μάλιστα, ήταν έκλογες των παραγόντων — έκλογες με το χακί. Όπως ποτέ! Τα πολιτευόμενα σπαθιά έδειχναν τον δρόμο της πολιτικής. Η αναλογική έκαμε τόπο στο πλειοψηφικό, ή πλειοψηφία όμως διατάχτηκε. Κάτω από την πίεση των λογχών, κάτω από την πίεση της βίας αποφάσισε ο έλληνακός λαός για τον «πατέρα Βενιζέλο».

Η μεγάλη χειρονομία του μεγάλου, ο όποιος έστελνε τους άρχηγούς των έργατών στα νησιά, ένφ άφηγε έλευθερο τον φυλακισμένο του φρουρίου Ιτζεδίν, ήταν ένα σύμβολο. «Βοναάρτηδες» στο κοινοβούλιο οι τίμιοι κοινοβουλευτικοί όμως στην φυλακή!

Η κυβέρνηση του Κέντρου έκαμε καλή προπαρασκευή. Ο Βενιζέλος έπρεπε μόνο να συμπληρώση ότι άρχισαν οι ταλαντευόμενοι άνδρες του «juste milieu» και οι διάδοχοι τους. Οι εργάτες δαμάστηκαν, δέθηκαν με «νομους» και πάνω από το πτώμα της Δημοκρατίας άκούεται ή βροντερή φωνή των άπολυ-

τωμένων παραγόντων «Ζήτω ή κοινοβουλευτική δικτατορία».

Ο Πάγκαλος είχε λόγους, να πιάση το περίστροφο ενάντια στον έλληνακό λαό, επανέλαβε μόνο ως φάρσα, ότι, άρχισε ως τραγωδία. Ένας μεγαλύτερος τον έχει περάσει. Αν έβαλε ο Πάγκαλος το σύνταγμα εκτός νόμου, αν κατήργησε άνοικτά και βάνουσα τις έγγυήσεις του δικαίου, ο Βενιζέλος το επέτυχε άκόμη καλλίτερα. Παραβίασε το σύνταγμα. Έπρόσθεσε στην βάνουση τρομοκρατία, την ειρωνία της «νομιμότητας». Έχει την «πλειοψηφία». Διευθύνει το ισχυρότερο κοινοβουλευτικό κόμμα. Οι υπάλληλοι πείραν αύξηση, οι πρόσφυγες ύποσχέσεις, τα πολιτευόμενα σπαθιά την — βία. Ένας κοινοβουλευτικός βοναπαρισμός κυριαρχεί κατά την ιδιότητα του. Ο Βενιζέλος ξεπέρασε τον ίδιο τον έαυτό του. Διέτασε την έκλογική παρέα, φιλονικούντων ομάδων. Ανάγκασε να φύγη από το κόμμα που διέθυνε, τον ιδιοφυή Πατέρα μιας παραμελημένης ευκαιρίας, τον Καφαντάρη. Ανάγκασε τον άγγλοφιλή Μιχαλακόπουλο, να γυρίση στην γαλλική γραμμή. Διεύθυνε την «Δημοκρατική Ένωση». Έπληξε άκόμη πιό μακρυά. Ένίκησε το κόμμα των έλευθεροφρόνων. Ο Μεταξάς ήττήθηκε τόσο βαρεία, ώστε να σκέπτεται ο ίδιος την παραίτηση από την πολιτική ζωή. Θα παραμερίζουνταν ίσως από την μπότα της νικήτριας στρατιωτικής κλίμας. Μάταια έκαμε «διπλωματία» και απέσυρε το μοναρχικό του πρόγραμμα. Ένας νέος μοναρχισμός τον ρίχνει από την σέλα, ή άπολυταρχία του κοινοβουλευτικού δικτάτορα. 20 λεγκιτιμιστες άδιαλλάκτων ύπομένονται. Ο ίδιος ο Τσαλδάρης έξελέγη. Γενναίοψυχα παραίτηση ο Βενιζέλος, από του να «διάξη» από το κοινοβούλιο τους μοναρχικούς του αντίπαλους.

Τό σύνταγμα είναι ένας άσήμαντος παράγοντας μόνο, στο ύψηλο παιχνίδι του παληού Διπλωμάτη. Υπομένει μια δεξιά αντιπολίτευση,

و. کسک، نور طبقه سنی اک ظالمانه بر صورتده اولدیرمک، اشکنجه له مک . . . بومی اوتونومیستلک؟ . . . بومی بلغار ناسیونالیستلکی؟ . . .
 مادام دروه نیک بالتان مسئله سی اطرافنده کی بو آچیق بیاناتی آرنآؤد حکومتده بیوک بر درسدر. بوردسی، باشنه بر تاج طاقاق و صیرملی البیسه کیمک حرص و هوسچون آرنآؤدلغی مزاره قویان بر جاهل آرنآؤد حکومت رئیس ایچون دکلدن. درس، شمدیکی حکومتک زمامدارانی آراسنده ملتی ایچون مملکتی ایچون فداکارلیق ایتمش بر حیات یییراتمش اولان بعض سجار ایچوندر. اونلر ایچون بر درس اولسون. ایشته تکرار ایدیورم محترم مادام «آوروپا دولترینک آمپریالیست حکومتلرینک پولیتیکه سی بالقان قارشدقجه بالتان وولتانی سونه مز بالقانده سکون و استراحت اولاماز» دییور. بلغارلر، آرنآؤودلر، صربره روملر عبرت . . . بر ملت نه قدر کوچک اولورسه اولسون آتچاق و آتچاق کندی عزمه استاد ایدرهک حر یاشاییلر. ایشته برکیا . . . انگلیزر، فرانسولر پای تختلرینه کیردیلر. باشلیجه رجالی باغلی اولارق محسبلر آتیلدی. مالطهلر سورولدی. اوردوسی داغیلدی، اسبله سی طوبی دکزلره آتیلدی. آمپریالیست دولتلر یاغما ایتمک یه مک ایسته دکلری ترکیانی بیوک ایمان ملی عزم ملی قارشوسنده مغلوب اولدیلر بو کونکی ترکیا تامیله مستقل و حر بر ترکیدن. انگلیز قوتلی ایتمش او پولیتیکه بی طوته لم. آلمانیا بزمدر اوکا قربان اولام دیهرکدن سنهلرله دوام ایدن اسکی باب عالی پولیتیکه سنه کنج ترکلر عزم ملی پروبله میله مملکتلرینی قورتاردیلر. نه کیمسه نک ماندانی آلتته کیردیلر و نه ده کیمسه ایله برلشدیلر . . . بالتان ایچون ترکیا اک آچیق اک بارز بر مثالدر. لقان ملتری نه بی ییله ییدرلرکه حر ملتلر ایچون ماندات، حایه تامیله اسارتدر. حامیلر دشملردن ده تهلک لیدر. ذاتا شمدیکی قدر بیوک دولتلر حایه ماسکسی آلتنده کوچک ملتلر قانلرینی نه ممش دریلرینی یوزمش ثروتی، مالی آشیرمشدر. بالتان ملتری بوقدر آچیق بر دولاندیرجیلق قارشوسنده وطنلرینی ساتان وطنداشرینک قانبله پولیتیکه یاپان حکومتارینه آرتق اطاعت ایدهمزلر. ملتلرک عزی هر قوتک فوئده در.

پروفور کامل بالا

پارچه له مک فاخش بر ظلدر. فقط ماکدونیاک اوتونومیسی، مختاریقی دخی حال حاضرده غیر قابلدر. بن ظن ایدهرم که بو مختاریت اطرافنده کی مجادلات ماکدونیا ایچون ایلیم عواقب تولید ایده جکدر. مثلا اگر بلغاریه انگلتره و ایطالیاه یاناشیرسه فرنک و رومانیا به استاد ایتمش اولان یوغوسلاویا ایچون تهدیدکار بر وضعیت آلمش اولور. آوروپانک یعنی آوروپا دول معظمه سنک بلغراد و صوفیه اطرافنده کی آتریقهلری یکی بر ساریه وه دوغورتاجقدر. آوروپای، دنیای بکیدن قانله بو یایا جقدر حال حاضر اقلیلر مسئله سی آرقه به آتیلشدر. ترانسولوانیاک رومانیا به ویریله سیله رومن لکه چوریلن ماجارلرک دو بروجه ده رومنلشدیریلن بلغارلرک، بسارایاده رومنلشدیریلن روسلرک، ماکدونیا به پک قانلی صخهلرله صربلشدیریلن آرنآؤود و بلغارلرک احوالی اوزون سورمه ز. صرب بو یوندوروغی آلتنده کی قروآتلر آسارته قاتلاناماز. مملکتلردن بو اقلیت دعواسندن طولانی قوتولمش آوروپاده آمریقاده پک چوق کیمسه لری کوردن. و اونلرک اضرا باته اشتراک ایدن. نه نه یاپمالی مسئله بی ناصل حل ایتمه لی؟ . . .
 بالقانده اجنی پولیتیکه سی دوام ایدیکی مدتجه بالقانده اقلیت مسئله سنک قیمتی یوقدر.

بر یرده کی نه تیک ژئوغرافیک وحدتلر جوارلنده تشکل ایدن یکی حکومتلره فدا ایدلشدن، او یرده اقلیت حقوقی نصل آرانه ییلیر؟
 بالقانک سلامتی آتچاق ده موقراتیک بر اتحادله اولور. ده موقراتیک بر هیئت اتحادیه بالقانده صلح عمومی بایراغی دیکه ییلر. او وقت بلغاریا، یوغوسلاویا، رومانیا، یونانستان، آرنآؤدلیق کندی حقیقی جاغرافی حدودلرینه مالک اولور. بونلرک هر یرلردن متشکل جمهوریتلر برلشیر. بو هیئت اتحادیه کندی منافع اقتصادیه سی تنظیم ایدر. آوروپانک حکمی آلتا ایدر. زنگین بر اساس، بر هیئت اتحادیه تشکل ایدر. کندی زنگین مملکتلرله بتون منابعدن مستقلاً استفاده ایتمک باشلار.

ایشته صلحورور، پاسیفیست بر محترم قانلرک بی طرفانه محاکمه سی بو قدر آچیق بر حق و منطقی آکلامق ایسته مین بلغار اوتونومیستلری نه دوشونیلورلر؟ انگلتره و ایطالیا حسابنه کندی ملتی، کندی ملتک اک

ευρωπαϊκή γμάμη, στην έκστρατία της ενάντια στην «Βαλκανική Όμοσπονδία», ότι ή Σύνταξη της εφημερίδας αυτής, και ιδίως ο Δ. Βλάχωφ οργάνωσαν την δολοφονία του Τόδορ Άλεξάνδρωφ.

Ο πραγματικός άρχηγός της φασιστικής O.P.I.M., Γ. Μιχαήλωφ πιστοποιεί τώρα με μεγάλο θόρυβο, έκευνο το όποιο λέγαμε πρό πολλού και ότι απόδειξε ή Ένωμένη O.P.I.M. στα δημοσιεύματα της που άναφέραμε. Αυτός ο αίμοσταγής τρομοκράτης δηλώνη άναίσχυντα στους συναδέλφους, της Κεντρικής Έπιτροπής, ότι έδολοφόνησε τον Πρωτογέρωφ, για να έκδικηθή τον θάνατο του Τόδορ Άλεξάνδρωφ.

Στήν εικόνα, την όποια δημοσιεύουμε στο βουλγαρικό μέρος (ίδη προηγούμενο φύλλο), ή όποια παριστάνει τους Πρωτογέρωφ, Άλέκο Βασίλωφ και τον συνταγματάρχη Άθανάσωφ, μία φωτογραφία που μοιράστηκε στην Σόφια από τους φίλους του Ίβαν Μιχαήλωφ, στέκεται γραμμμένο: «Αυτή ή φωτογραφία παριστάνει τους Άλέκο Βασίλωφ, Γεώργη Άθανάσωφ και Άλεξάνδρο Πρωτογέρωφ, πάρθηκε δε μερικες μέρες πριν από την δολοφονία του Τόδορ Άλεξάνδρωφ. Οι δύο πγάτοι βρηκαν σε κατάλληλο καιρό την δίκαια τους τιμωρία».

Έτσι δώθηκε ένα τέλος σ' αυτήν την άπάτη, ή όποια διεξάγεται με την δολοφονία του Άλεξάνδρωφ τέσσερα χρόνια τώρα:

Γιατί όμως δεν σκότωσαν ως τώρα ο Μιχαήλωφ και οι φίλοι του τον Πρωτογέρωφ, έφ' όσον ήσαν

πεποισμένοι, ότι ο τελευταίος εν συνεννόηση με την βουλγαρική κυβέρνηση οργάνωσε την δολοφονία του Τ. Άλεξάνδρωφ?

Για να άπαντήσουμε σ' αυτό το έρώτημα, είμαστε ύποχρεωμένοι να σταματήσουμε μία στιγμή στο ορσοχισμό των δυνάμεων στο Ζγόβορ, καθώς δε και στην αντίδραση την όποια προξενούσαν οι έσωτερικοί άγώνες του βουλγαρικού κυβερνητικού κόμματος στην μακεδονο-φασιστική οργάνωση.

Δέν είναι κανενός μυστικό, ότι στην Ζγόβορ καθώς δε και στην στρατιωτική Λίγκα βρίσκονται δύο τάσεις σε αντίθεση: ή μία των Λιάπτσεφ-Βόλκωφ, ή άλλη του Τσάγκωφ και των στρατηγών Ρούσσεφ-Φκόινωφ.

Αυτός ο άγώνας διαρκεί τώρα τρία χρόνια.

Τον τελευταίο καιρό πείρε ένα έξαιρετικά όξυ χαρακτήρα. Το όργανο του Λιάπτσεφ «Ζόρα» σημαίνει τον κίνδυνο. Μιλά για μυστικές συνεντεύξεις και για ένα νέο πραξικόπημα, το όποιο ετοιμάζεται από την ομάδα του Τσάγκωφ. Θα καταλαβαίνε κανείς ότι του συμφέρη του Λιάπτσεφ να άδυνατήση τους αντίπαλους του, οι όποιοι αντιπροσωπεύουνταν στην Μακεδονική περιοχή από τον Πρωτογέρωφ και τους φίλους του. Όλα αυτά ήταν στον Γ. Μιχαήλωφ γνωστά, και εάν δεν το ήξαιρε καμμιά φορά, μπορούσε να το μάθη από στρατηγό Βόλκωφ, τον όποιο έπισκέπτεται τακτικά.

(Άκολουθεί)

Δ. Βλάχωφ

